GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1882 — ROMA — LUNEDI' 15 MAGGIO — NUM. 115

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	Roma	L. 11	21	40
	Per tutto il Regno	» 13	25	48
Giornale senza Rendiconti	Roma	» 9	17	32
	Per tutto il Regno	» 10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 10; per tutto il Regno cent. 15. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono *esclusivamente* alla Tipografia EREDI BOTTA, via della Missione. Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, via del Governo Vecchio, n. 84, piano 1°.

PARTE UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

Senato del Regno

Nella tornata di sabato, 13, si intraprese e si esaurì la discussione generale sul trattato di commercio colla Francia, intorno a cui ragionarono i senatori Rossi Alessandro ed Alvisi.

In quella di ieri, 14, continuò la discussione del medesimo progetto, il quale riuscì poi approvato a votazione segreta a grande maggioranza. Ne trattarono il relatore senatore Brioschi, i senatori Rossi, Alvisi, Majorana-Calatabiano, e i Ministri delle Finanze, degli Esteri, e di Agricoltura, Industria e Commercio.

Camera dei Deputati

Nella seduta di sabato, 13, si proseguì la discussione del disegno di legge sull'ordinamento dell'esercito e dei servizi dipendenti dall'Amministrazione della guerra, del quale vennero approvati altri sette articoli. Di alcuni di essi ragionarono i deputati Pandolfi, Sforza-Cesarini, Compans, Ricotti, il relatore Corvetto e il Ministro della Guerra. Fu annunziata una interrogazione del deputato di Sant'Onofrio al Ministro degli Affari Esteri sulle notizie riguardanti l'Egitto.

ORDINE DEI Ss. MAURIZIO E LAZZARO

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro:*

Sulla proposta del Ministro dell'Interno:

Con decreto del 15 dicembre 1881:

A cavaliere:

Giorgi cav. avv. Eugenio, consigliere di Prefettura, collocato a riposo.

LEGGI E DECRETI

Il Numero 728 (Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione al trattato di commercio conchiuso fra l'Italia e la Francia e firmato a Parigi il 3 novembre 1881.

Il Governo del Re è pure autorizzato a prorogare, ove bisogni, non oltre il 1° luglio 1883, il termine stabilito nell'articolo addizionale del trattato medesimo per la durata della convenzione di navigazione del 13 giugno 1862, mantenuto il trattamento attuale in favore dei pescatori italiani di corallo sulle coste dell'Algeria.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 maggio 1882.

UMBERTO.

MANCINI.
A. MAGLIANI.
BERTI.

Visto, *il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République Française,

également animés du désir de resserrer encore les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, et de placer dans des conditions réciproquement satisfaisantes les relations commerciales entre les deux Etats, ont décidé de conclure, à cet effet, un traité de commerce, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le baron Marochetti, son Chargé d'Affaires *ad interim* auprès du Gouvernement de la République Française, commandeur de son Ordre Royal de la Couronne d'Italie, officier de l'Ordre équestre des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.;

M. Ranieri Simonelli, député au Parlement italien, secrétaire général au Ministère de l'Agricolture, de l'Industrie et du Commerce, commandeur de son Ordre Royal de la Couronne d'Italie, etc., etc., etc.;

M. Vittorio Ellena, directeur général des douanes et des contributions indirectes, grand officier de son Ordre Royal de la Couronne d'Italie, commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.;

M. Giacinto Berruti, directeur du Musée Industriel italien, commandeur de son Ordre Royal de la Couronne d'Italie, chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.,

et le Président de la République Française,

M. Barthélemy Saint-Hilaire, membre de l'Institut, sénateur, Ministre des Affaires Étrangères, chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.;

M. Tirard, député, Ministre de l'Agricolture et du Commerce, etc., etc., etc.;

M. le comte Horace de Choiseul, député, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Étrangères, décoré de la médaille militaire, chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les nationaux des deux Etats; ils ne seront pas soumis, en raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'un des deux pays, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture italienne, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, et importés directement, par terre ou par mer, seront admis en France aux droits fixés par le dit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 3. Les objets d'origine ou de manufacture française, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, et importés directement, par terre ou par mer, seront admis en Italie aux droits fixés par le dit tarif, tous droits additionnels compris.

Art. 4. Les droits à l'exportation de l'un des deux Etats dans l'autre, sont fixés conformément aux tarifs *C* et *D*, annexés au présent traité.

Les produits non dénommés dans ces deux tarifs ne pourront être frappés de droits ou de prohibitions de sortie qu'en cas de guerre et pour les seules marchandises qui sont considérées comme article de guerre.

Art. 5. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation, ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks, à l'exportation des produits italiens ou français, ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant les dits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 6. Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. 7. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis, par les Administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et, de son côté, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Italie ne seront assujettis, par les Administrations communales, à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront assujettis les produits du pays.

Art. 8. Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or ou en argent, importés d'Italie en France, seront soumis au contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et paieront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 9. Les surtaxes de provenance et d'entrepôt qui sont ou seraient établies en France sur les marchandises importées, par navires français, d'ailleurs que des pays d'origine, seront appliquées, dans les mêmes conditions, aux importations effectuées sous pavillon italien.

Réciproquement, les surtaxes de provenance ou d'entrepôt qui seraient établies en Italie sur les marchandises importées par navires italiens, d'ailleurs que des pays d'origine, seront appliquées, dans les mêmes conditions, aux importations effectuées sous pavillon français.

Toute facilité accordée, en cette matière, en Italie, au pavillon italien, en France au pavillon français, sera étendue, de plein droit, au pavillon de l'autre Puissance.

Art. 10. Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foins, la paille et les fourrages verts, seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. 11. Pour établir que les produits sont d'origine ou de ma-

nufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

Art. 12. A l'égard des marchandises qui acquittent des droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut de cette énonciation, la liquidation des droits pourra être établie sur le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Art. 13. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre Etat, de tout droit de transit.

Les deux Gouvernements conservent la faculté d'exclure du transit les armes et les munitions de guerre et de contrefaçons.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 14. Il est entendu que chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit de prononcer, à l'égard des marchandises spécifiées ou non dans le présent traité, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des recoltes ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. 15. Le dépôt prescrit par l'article 13 de la convention conclue, le 29 juin 1862, entre l'Italie et la France, étant déclaratif et non attributif de propriété, la contrefaçon qui serait faite d'une marque de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique, avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions de l'article 13 précité, n'infirme pas les droits du propriétaire des dites marques ou dessins contre les auteurs de cette contrefaçon.

Art. 16. Les dispositions du présent traité de commerce sont applicables en Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession française, que pour l'importation et le transit des marchandises.

Art. 17. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilége ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation, ou à l'exportation des articles mentionnés *ou non* dans le présent traité que l'une d'elles a *accordés ou pourrait accorder* à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le principe reconnu dans l'article 1er du présent traité, de la liberté de tout commerce d'importation, d'exportation et de transit entre les deux pays, n'est pas applicable aux marchandises qui sont ou seraient l'objet de monopole de l'Etat.

Art. 18. Le présent traité entrera en vigueur le 9 février 1882, et restera exécutoire jusqu'au 1er février 1892. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'en faire cesser les effets le 1er janvier 1888, en le dénonçant douze mois à l'avance.

S'il n'a pas été usé de cette faculté, le présent traité restera en vigueur jusq'au 1er février 1892, et, au de là de cette période, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 19. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Paris, avant le 1er février 1882. En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposés leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le troisième jour du mois de novembre de l'an mil-huit-cent-quatre-vingt-un.

(*L. S.*) Marochetti.
(*L. S.*) Simonelli.
(*L. S.*) Ellena.
(*L. S.*) Berruti.
(*L. S.*) B. St.-Hilaire.
(*L. S.*) Tirard.
(*L. S.*) Horace de Choiseul.

Article additionnel.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier, avant le 1er janvier 1883, une nouvelle convention de navigation. En attendant la conclusion de cet acte, il est entendu que la convention de navigation du 13 juin 1862 continuera d'être en vigueur dans les deux pays.

Fait en double exemplaire à Paris le 3 novembre 1881.

(*L. S.*) Marochetti.
(*L. S.*) Simonelli.
(*L. S.*) Ellena.
(*L. S.*) Berruti.
(*L. S.*) B. St.-Hilaire.
(*L. S.*) Tirard.
(*L. S.*) Horace de Choiseul.

Tarif A. — Droits à l'entrée en France.

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Gibier, volailles et tortues	100 kilog.	5 00
Viandes fraiches de boucherie	»	3 00
— gibier, volailles, tortues	»	5 00
— salées	»	4 50
Peaux brutes grandes	»	Exempt
— petites de bélier, de brebis et de mouton	»	Exempt
Peaux petites d'agneau, de chevreau et autres	»	Exempt
Pelleteries brutes	»	Exempt
Laines, y compris celles d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack et le poil de chameau, en masse	»	Exempt
Déchets de laine	»	Exempt
Crins bruts préparés ou frisés	»	Exempt
Poils bruts	»	Exempt
Plumes de parure, brutes	»	Exempt
Plumes à écrire brutes	»	Exempt
Plumes à lit (duvet et autres)	»	15 00
Soies en cocons	»	Exempt
— gréges et moulinées	»	Exempt
— teintes à coudre, à broder ou autres	»	Exempt
Bourre de soie, en masse	»	Exempt
Bourre et bourrette de soie peignée	»	10 00
Cheveux non ouvrés	»	Exempt
Graisses animales autres que de poisson:		
Suifs	»	Exempt
Saindoux et autres	»	Exempt
Dégras de peaux	»	Exempt
Cire brute, jaune, brune ou blanche	»	Exempt
Lait concentré pur, sans addition de sel ni de sucre	»	Exempt
Œufs de volaille et de gibier	»	Exempt
— de vers à soie	»	Exempt
Beurre frais et fondu	»	Exempt
— salé	»	2 00
Engrais	»	Exempt
Noir d'os (noir animal)	»	Exempt
Oreillons	»	Exempt
Poisson frais de mer	»	5 00
— d'eau douce	»	Exempt
Poissons secs, salés ou fumés, la morue exceptée	»	10 00
Poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés	»	10 00

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Homards et langoustes frais	100 kilog.	5 00
— conservés au naturel ou préparés	»	10 00
Corail brut	»	Exempt
Cornes de bétail brutes	»	Exempt
— préparées ou débitées en feuilles	»	3 00
Semoules en pâtes et pâte d'Italie	»	3 00
Riz en grain d'origine européenne	»	Exempt
— en paille d'origine européenne	»	Exempt
Brisures de riz	»	Exempt
Légumes secs et leurs farines	»	Exempt
Marrons, châtaignes et leurs farines	»	Exempt
Fruits de table, frais, citrons, oranges et leurs variétés	»	2 00
Carrobe ou carouge	»	Exempt
Fruits de table, autres	»	Exempt
Fruits de table secs ou tapés:		
Figues, amandes, noix et noisettes	»	Exempt
Fruits et graines oléagineux	»	Exempt
Graines à ensemencer	»	Exempt
Huiles fixes, pures, d'olive	»	3 00
Huile de *palma christi* ou de ricin	»	1 00
— autres	»	6 00
Huiles volatiles ou essences: d'orange, de citron et de leurs variétés	»	100 00
Manne	»	4 00
Jus de réglisse	»	4 00
Espèces médicinales: racines, herbes, feuilles, fleurs, écorces et lichens	»	Exempt
Bois communs; bois à construire, de chêne, d'orme ou de noyer, bruts ou équarris	»	Exempt
Bois à construire, de chêne, d'orme ou de noyer, sciés de toutes dimensions	»	Exempt
Bois à construire, autres, bruts ou équarris	»	Exempt
Bois à construire, autres, sciés de toute dimension	»	Exempt
Mâts, mâteraux, espars, pigouilles, manches de gaffe, de fouine et de pinceau à goudron, avirons et rames	»	Exempt
Merrains	»	Exempt
Bois en éclisses	Les 1000 feuilles	0 10
Bois feuillard	Le 1000	Exempt
Perches et échalas	»	0 25
Liége brut, râpé ou en planches	100 kilog.	Exempt
Bois à brûler et charbon de bois ou de chènevottes	»	Exempt
Autres bois communs	»	Exempt
Lin et chanvre bruts, teillés, peignés ou en étoupes	»	Exempt
Joncs et roseaux bruts	»	Exempt
Garance, soit en racine, soit moulue ou en paille	»	Exempt

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Écorces à tan, moulues ou non	100 kilog.	Exempt
Sumac, fustet et épine-vinette (écorces, feuilles et brindilles entières ou moulues)	»	Exempt
Noix de galle et avelanèdes, entières, concassées ou moulues	»	Exempt
Autres fleurs, herbes, feuilles, racines, baies, graines et fruits propres à la teinture et au tannage	»	Exempt
Légumes verts	»	Exempt
— salés ou confits	»	3 00
Truffes fraîches, sèches ou marinées	»	10 00
Fourrages (y compris la jarosse)	»	Exempt
Son de toutes sortes de grains	»	Exempt
Tourteaux de graines oléagineuses	»	Exempt
Produits et déchets végétaux non dénommés	»	Exempt
Marbres: blancs statuaires, bruts, équarris ou simplement sciés	»	Exempt
— autres, bruts ou équarris	»	Exempt
— autres, sciés, ayant d'épaisseur 16 centimètres ou plus	»	Exempt
— autres sciés, ayant d'épaisseur moins de 16 centimètres	»	1 50
— sculptés, polis ou autrement ouvrés, statues modernes	»	Exempt
— sculptés, polis ou autrement ouvrés, pendules, coupes, encriers, chiques	»	4 00
— sculptés, polis ou autrement ouvrés, autres	»	1 50
Albâtre brut ou équarri	»	Exempt
— scié et ayant d'épaisseur 16 centimètres ou plus	»	Exempt
— scié et ayant d'épaisseur moins de 16 centimètres	»	1 50
— sculpté ou autrement ouvré: statues modernes	»	Exempt
Albâtre sculpté ou autrement ouvré, autres	»	5 00
Pierres ouvrées, y compris les pierres d'ardoise et de construction, taillées ou sciées	»	Exempt
Pierres sculptées ou polies: pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures	»	Exempt
— sculptées ou polies, statues modernes	»	Exempt
— sculptées ou polies: chiques	»	4 00
— sculptées ou polies: ardoises nues ou encadrées, spécialement destinées à l'écriture ou au dessin	»	3 75
— autres	»	0 50
Meules	»	Exempt
Pierres et terres servant aux arts et métiers, non dénommées	»	Exempt
Matériaux: Ardoises pour construction, brutes	»	Exempt
Ardoises pour toiture	Le 1000	2 00
Pierres de construction, brutes	100 kilog.	Exempt
Carreaux, briques (y compris les briques en terre réfractaire) et tuiles	»	Exempt
Pavés	»	Exempt
Chaux et plâtre	»	Exempt
Autres	»	Exempt
Soufre non épuré (y compris le minerai et les pyrites)	»	Exempt

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Soufre épuré ou sublimé	100 kilog.	Exempt
Graphite ou plombagine	»	Exempt
Bitumes	»	Exempt
Minerais métalliques de toute sorte	»	Exempt
Mercure natif	»	Exempt
Acide borique	»	Exempt
Acide citrique liquide (jus de citron naturel ou concentré)	»	Exempt
Acide gallique: extrait de châtaignier et autres sucs tannins liquides ou concrets extraits de végétaux.	»	Exempt
Potasse et carbonate de potasse	»	Exempt
Cendres végétales, vives ou lessivées	»	Exempt
Alun d'ammoniaque ou de potasse et sulfate d'alumine	»	0 90
Sulfate de magnésie	»	Exempt
Tartrate de potasse, y compris le tartrate double de potasse et de soude	»	Exempt
Sulfate de quinine	Le kilog.	12 00
Produits chimiques non dénommés	100 kilog.	5 0/0 *ad valorem*, avec faculté, pour le Gouvernement français de convertir la taxe *ad valorem* en droits spécifiques équivalents.
Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctoriales:		
noirs et violets	»	10 00
rouges et jaunes	»	15 00
Ocres broyées ou autrement préparées pour la peinture	»	Exempt
Terre d'Italie, de Sienne et d'ombre	»	Exempt
Talc pulvérisé	»	Exempt
Parfumeries non alcooliques	»	12 00
— alcooliques (Non compris les taxes intérieures).	Hectolitre d'alcool pur	37 50
Savons autres que de parfumerie	100 kilog.	6 00
Médicaments composés non dénommés, figurant dans une pharmacopée officielle.		Droits spécifiques à déterminer, à raison de 10 p.0/0 de la valeur.
Colle forte et gélatine	»	Exempt
Albumine	»	Exempt
Boissons fermentées: vins de toutes sortes, y compris le vermouth. Les fûts et les futailles dans lesquels les vins sont importés seront affranchis des droits spéciaux fixés par le tarif	Hectolitre	3 00 (*)
Eaux minérales (cruchons compris)	100 kilog.	Exempt
Poteries de terre commune, cuites en dégourdi:		
Vernissées sans décoration	»	Exempt
Vernissées avec décoration à reliefs, unicolores et multicolores (platerie et creux)	»	5 00

(*) Les vins titrant plus de 15 degrés acquitteront le droit d'importation de l'alcool (30 centimes par degré) sur la quantité d'esprit excédant 15 degrés, et le droit d'importation du vin sur le reste du liquide.

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Poteries de terre commune, cuites en grès:		
Ustensiles et appareils pour la fabrication des produits chimiques	100 kilog.	Exempt
Autres, communes de toutes sortes (platerie et creux), comprenant la forme bouteille, les carafes, les objets de ménage, ustensiles de cuisine et autres objets cuits en grès	»	4 00
Autres fines, poteries unies et décorées faites avec des pâtes fines, lavées et cuites	»	8 00
Faïences stannifères, à pâte colorée, couverte, blanche ou colorée avec reliefs, godrons, cannelures ou dentelures unicolores obtenues par moulage sans retouche	»	Exempt
— à glaçure multicolore, avec dessins imprimés ou peintures à la main ou avec moulures en relief (retouchées à la main)	»	12 00
— fines (poterie à pâte fine et blanche, cuite en dégourdi), blanches ou couvertes d'un vernis de couleur uniforme	»	8 00
— fines (poterie à pâte fine et blanche, cuite en dégourdi), décorées	»	12 00
Porcelaine blanche	»	10 00
Porcelaine décorée	»	20 00
Gobeleterie de verre et de cristal, unie et moulée, blanche ou unicolore et teintée dans la masse	»	8 50
Gobeleterie de verre et de cristal, taillée et gravée autrement que pour effacer les traces de l'attache dite *pontil*	»	10 00
Vitrifications en émail, en masse ou en tubes, même coupés, mais non recuits	»	3 75
Vitrifications et grains percés ou taillés ou en pierres à bijoux, breloques colorée ou non, verre filé, boules et corail factice en verre	»	12 00
Fils de lin ou de chanvre, simples, écrus, mesurant au kilogramme:		
2000 mètres ou moins	»	13 00
Plus de 2000 mètres, pas plus de 5000	»	14 50
Plus de 5000 mètres, pas plus de 10,000	»	18 50
Fils simples, blanchis ou teints	»	Droits des fils écrus augmentés de 25 p. 0/0.
Fils retors écrus, blanchis ou teints	»	Droits des fils simples écrus, blanchis ou teints, augmentés de 25 p. 0/0.
Fils de bourre de soie (fleuret), écrus, blanchis, azurés ou teints, mesurant au kilogramme:		
Fils simples, 80,500 mètres ou moins	»	75 00
— plus de 80,500 mètres	»	120 00
Fils retors	»	Droits des filés simples plus 15 p. 0/0.
Fils de bourrette (fils de déchet de bourre de soie) simples	»	25 00
Fils retors	»	Droits des filés simples plus 15 p. 0/0.
Tissus de lin ou de chanvre, écrus, présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millimètres carrés, après division du total par 2:		
6 fils ou moins	»	22 00
7 et 8 fils	»	28 00
9, 10 et 11 fils	»	56 00
— blanchis, teints ou imprimés	»	Droits du tissu écru augmentés de 25 p. 0/0.

Dénomination des articles	Unités	Droits
Tissus de soie et de bourre de soie:		fr. c.
— foulards, crêpes, tulles, bonneterie, passementerie et dentelle de soie pure . . .	100 kilog.	Exempt
— bonneterie et passementerie de bourre de soie pure, écrus, blanchis, teints ou imprimés . . .	»	200 00
Tissus de bourrette pour ameublements, pesant plus de 250 grammes au mètre carré . .	»	150 00
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids . . .	»	300 00
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or ou argent fin. . .	»	1200 00
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or ou argent mi-fin ou faux . . .	»	350 00
Rubans de soie ou de bourre de soie, pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids: velours . . .	»	500 00
Idem: autres . . .	»	400 00
Livres . . .	»	Exempt
Gravures, estampes, lithographies et dessins de toutes sortes sur papier. . .	»	Exempt
Cartes géographiques ou marines . . .	»	Exempt
Musique gravée ou imprimée. . .	»	Exempt
Peaux préparées:		
De chèvre, de mouton et d'agneau . . .	»	10 00
Gants d'agneau ou de veau, simplement cousus . . .	Douzaine	0 50
— piqués. . .	»	0 75
— de chevreau ou chevrette, simplement cousus . . .	»	1 00
— piqués. . .	»	1 25
Ouvrages en or, argent, aluminium, platine et autres métaux précieux . . .	Le kilog.	5 00
Statues en métal, de grandeur naturelle ou moins. . .	»	Exempt
Meubles en bois courbé, montés ou non montés. . .	100 kilog.	7 00
Meubles autres qu'en bois courbé:		
Siéges sans sculptures, ni marqueteries, ni ornements de cuivre, en bois commun . . .	»	7 00
Siéges sans sculptures, ni marqueteries, ni ornements de cuivre, en bois d'ébénisterie . .	»	10 00
Siéges sculptés, marquetés ou ornés de cuivre, de toute espèce de bois . . .	»	15 00
Meubles autres que siéges, plaqués sans sculptures, ni marqueteries, ni ornements de cuivre	»	10 00
— autres que siéges, plaqués, sculptés, marquetés, ornés de cuivre . . .	»	25 00
— massifs, en bois commun. . .	»	5 00
— massifs, en bois d'ébénisterie avec ou sans moulures, mais non sculptés, ni marquetés, ni ornés de cuivre . . .	»	10 00
— massifs, en bois d'ébénisterie, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre . . .	»	18 00
Garnis et recouverts de toute espèce . . .	»	15 p. 0/0 en sus des droits ci-dessus, selon la catégorie.
Pièces de charpente et de charronnage:		
Brutes, équarries ou sciées . . .	»	Exempt
Façonnées. . .	»	Exempt
Planches et frises ou lames de parquet rabotées, rainées ou bouvetées:		
En chêne ou bois dur . . .	»	1 50
En sapin ou bois tendre . . .	»	0 75

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Boissellerie	100 kilog.	4 00
Autres ouvrages en bois dur	»	7 00
— en bois tendre	»	5 00
Pianos droits	Pièce	50 00
Pianos à queue	»	75 00
Orgues d'église à tuyaux pesant:		
Moins de 4000 kilogrammes, y compris l'emballage	»	100 00
Orgues d'église à tuyaux pesant de 4001 à 10,000 kilogrammes	»	200 00
De 10,001 à 20,000 kilogrammes	»	400 00
De 20,001 et au-dessus	»	500 00
Clairons et trompettes d'ordonnance	»	0 40
Cornets à trois pistons, cors à clefs et pistons, néocors, trompettes d'harmonie, saxhorns, trombones, buccins et bugles	»	3 00
Tresses ou nattes de sparte à trois bouts, exclusivement destinées à la fabrication des cordages	100 kilog.	0 50
— de paille, d'écorce et de sparte à plus de trois bouts et tresses de bois blanc grossières pour paillassons	»	1 00
— de paille, d'écorce et de sparte à plus de trois bouts et tresses de bois blanc grossières pour chapeaux	»	5 00
— de paille, d'écorce et de sparte à plus de trois bouts et tresses de bois blanc, fines	»	5 00
Chapeaux de paille de toutes sortes	»	10 00
Cordages, fils polis et ficelles:		
De sparte, de tilleul et de jonc	»	3 75
Autres, mesurant par kilog. de fil simple, moins de 2000 mètres	»	15 00
Autres, mesurant par kilog. de fil simple, plus de 2000 mètres	Droits des fils retors de lin et de chanvre.	
Filets de pêche	100 kilog.	20 00
Chapeaux de feutre non garnis	Pièce	0 30
Chapeaux de feutre garnis	»	0 65
Chapeaux de laine	»	0 35
Corail taillé, non monté	100 kilog.	Exempt
Brosserie commune montée sur bois:		
Garnie de fibres végétales ou de fibres de baleines	»	30 00
Garnie de poils ou de crins	»	60 00
Brosserie fine, montée sur os, sur ivoire ou sur métaux	»	100 00
Boutons de porcelaine, de jais, de verre sans cercle	»	16 00
A trous, de métal, alliage ou os, de papier mâché ou de fonte, de corne moulée, de corozo, de bois, de buffalo	»	40 00
Ouvrage de mode	»	Exempt
Fleurs artificielles	»	Exempt
Objets de collection hors de commerce	»	Exempt

MAROCHETTI.
R. SIMONELLI.
V. ELLENA.
G. BERRUTI.
B. S. HILAIRE.
P. TIRARD.
HORACE DE CHOISEUL.

Tarif **B.** — **Droits à l'entrée en Italie.**

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Eaux minérales naturelles ou artificielles et eaux gazeuses	100 kilog.	0 50
Vins en futailles (fûts compris) de toute sorte	Hectolitre	4 00
— en bouteilles	»	4 00
Spiritueux non édulcorés, inaromatisés, en fûts et en futailles (fûts compris)	»	12 00
— édulcorés et aromatisés, y compris le rhum et l'éau de vie en futailles	»	25 00
— de toute sorte, en bouteilles de la capacité d'au-dessus d'un demi-litre, mais ne dépassant pas le litre	Le cent.	25 00
— de la capacité d'un demi-litre ou moins	»	18 00
Huiles fixes: d'olives	100 kilog.	3 00
— non dénommés	»	6 00
Cartouches vides	»	60 00
Médicaments composés non dénommés, acceptés par une Faculté de médecine (sans défalcation du poids des contenants immédiats)	»	120 00
Gommes et résines indigènes brutes	»	1 00
Savon commun	»	6 00
— parfumé	»	12 00
Cire à cacheter	»	30 00
Parfumeries (sans défalcation du poids des contenants immédiats) alcooliques	»	37 50 (*)
— non alcooliques	»	12 00
Couleurs dérivées du goudron et d'autres substances bitumineuses à l'état sec	»	15 00
— en pâtes ou liquides	»	10 00
Extraits colorants de bois de teinture et d'autres matières tinctoriales de toute sorte	»	12 50
Extrait de châtaignier et autres sucs tannins liquides ou concrets extraits de végétaux	»	Exempt
Couleurs en tablettes, en poudre et de toute autre sorte	»	12 00
Cirage	»	5 00
Cordages et câbles, même goudronnés	»	3 00
Filets	»	4 00
Fils de lin et de chanvre, simples, écrus, lessivés ou blanchis	»	11 50
Fils de lin, de chanvre simples, teints	»	17 10
Fils retors, écrus, lavés ou blanchis	»	23 10
— retors, teints	»	34 65
Tissus de lin et de chanvre n'ayant pas plus de 5 fils de chaîne dans l'espace de 5 millimètres: écrus ou blanchis, non compris les toiles d'emballage	»	23 10
— pour toiles d'emballage, sangles et tuyaux	»	12 00
— teints ou fabriqués avec des fils teints	»	38 00
Tissus de lin et de chanvre présentant en chaîne plus de 5 fils dans l'espace de 5 millimètres: écrus, blanchis ou mélangés de blanc	»	57 75
— teints ou fabriqués avec des fils teints	»	90 00

(*) Non compris les taxes intérieures.

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Tissus de lin et chanvre, imprimés	100 kilog.	115 00
— brodés	»	250 00
— cirés, pour parquets et toiles goudronnées et huilées	»	20 00
— autres de toute sorte	»	40 00
Bonneterie et passementerie de lin et de chanvre	»	110 00
Boutons et rubans de lin et de chanvre	»	100 00
Dentelles et tulles de lin et de chanvre	Kilog.	30 00
Articles confectionnés	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0 de ces droits.	
Tissus de coton écrus pesant 13 kilogrammes ou plus aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté, 27 fils élémentaires ou moins	100 kilog.	57 00
— plus de 27 fils	»	64 00
Tissus écrus pesant 7 kilogrammes ou plus, mais moins de 13 kilogrammes aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté, 27 fils élémentaires ou moins	»	66 00
— plus de 27 fils	»	75 00
Tissus écrus pesant moins de 7 kilogrammes aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et en trame, dans le carré de 5 millimètres de côté, 27 fils élémentaires ou moins.	»	80 00
— plus de 27 fils	»	100 00
Tissus blanchis	Droits des tissus crus, plus 20 p. 0/0 du droit.	
Tissus en couleur ou teints	Droits des tissus écrus, plus 35 francs par 100 kilogrammes.	
Tissus imprimés	Droits des tissus blanchis, plus 70 francs par 100 kilogrammes.	
Tissus cirés: pour parquets et tissus goudronnés	100 kilog.	25 00
— autres de toute sorte	»	50 00
Boutons, bonneterie, passementerie et couvertures de coton	»	100 00
Galons et rubans de coton	»	90 00
Velours de coton: écrus	»	120 00
— blanchis.	»	140 00
— teints	»	155 00
Articles confectionnés	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0 du droit.	
Laine en masse, naturelle, lavée, peignée, teinte; déchets de laine et bourre de laine	100 kilog.	Exempt
Crin brut ou teint et poils de toute sorte	»	Exempt
— frisé, cordes et ouvrages grossiers en crin	»	8 00
Fils de laine ou de poil simples, écrus ou blanchis	»	50 00
— teints	»	75 00
— retors	Droits des fils dont ils sont composés, plus 20 p. 0/0 du droit.	
Matelas de toute sorte	100 kilog.	15 00
Tissus de laine cardée	»	140 00
— cardée avec la chaîne entièrement composée de fils de coton	»	93 50

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Tissus de laine peignée	100 kilog.	170 00
— peignée avec la chaîne entièrement composée de filés de coton	»	130 00
— brodés	»	400 00
Feutres pour chapeaux	»	18 00
— goudronnés, pressés, pour semelles, etc.	»	7 00
Tissus de crin pour tamis	»	30 00
— de toute autre espèce	»	165 00
Bonnèterie et passementerie	»	200 00
Galons et rubans	»	220 00
Boutons (1)	»	220 00
Dentelles et tulles	»	300 »
Couvertures de bourre de laine, de rognures et de lisières de drap	»	60 00
Tapis de bourre de laine, de rognures et de lisières de drap	»	60 00
Couvertures et tapis de laine	»	110 00
Articles confectionnés	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0 de ces droits.	
Semences de vers à soie	100 kilog.	Exempt
Cocons de vers à soie	»	Exempt
Soie grége ou moulinée, écrue	»	Exempt
— grége ou moulinée, teinte	»	Exempt
Soie à coudre	»	Exempt
Bourre et bourrette de soie peignées	»	10 00
Déchets de soie, bruts	»	Exempt
— filés	»	50 00
— teints	»	100 00
Velours de soie	Le kilog.	6 50
Tissus de soie noire et lustrine	»	4 00
— de soie, non dénommés	»	4 75
— de bourre de soie (2)	»	4 00
Tissus ordinaires de déchets et bourre de soie, mélangés ou non d'autres matières	»	2 00
Dentelles et tulles de soie unis	»	8 00
— façonnés	»	12 00
Dentelles, galons et tulles de soie ou de bourre de soie, mélangés d'or ou d'argent fin ou faux	»	10 00
Boutons recouverts de soie ou de bourre de soie (3)	»	4 00
— mélangée d'autres matières	»	2 00
Articles confectionnés	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0 de ces droits.	

(1) On ne considérera comme couverts d'étoffes que ceux dont le tissu est revêtu d'ornements; les autres boutons d'étoffes rentreront dans la mercerie fine.

(2) Payeront 2 fr. 50 le kilogramme les tissus mélangés de soie ou de bourre de soie dans lesquels la soie ou la bourre de soie de toute espèce et de toute couleur entrera pour plus de 12 p. 0/0 et jusqu'à 50 p. 0/0.

(3) Même observation que pour les boutons de laine.

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Meubles non rembourrés: en bois courbé même poli, avec ou sans rotin	100 kilog.	7 50
— autres en bois commun	»	13 00
— de bois communs, rembourrés	»	40 00
— de bois d'ébénisterie, plaqués ou marquetés et même rembourrés	»	40 00
Ustensiles et ouvrages divers en bois communs: non polis ni peints	»	Exempt
— autres	»	8 00
Charriots pour marchandises de chemins ordinaires	Pièce	22 00
Voitures de chemins ordinaires à deux roues	»	33 00
— à quatre roues et à quatre ressorts	»	110 00
— avec plus de quatre ressorts	»	330 00
Tresses de paille	100 kilog.	Exempt
— d'écorce, de sparte, etc., pour chapeaux, fines	»	Exempt
Tresses communes	»	Exempt
— pour cordages et autres ouvrages	»	Exempt
Chapeaux de paille, non garnis (*)	Le cent	3 00
Papier colorié, doré ou peint et pour tentures	»	20 00
Cartes géographiques	»	Exempt
Gravures, lithographies et étiquettes	100 kilog.	50 00
Livres imprimés, en feuilles ou simplement brochés	»	Exempt
— cartonnés	»	12 00
— reliés en peau ou parchemin	»	20 00
Livres autrement reliés, en velours, en ivoire, etc., avec garniture d'or ou d'argent, etc.	»	100 00
Musique imprimée	»	5 00
Peaux vernies et maroquinées, de toute couleur	»	75 00
— préparées pour tiges de bottes, empeignes, etc., et en bandes pour chapeaux	Droits des peaux respectives.	
Manchons de peaux fines	Le cent	600 00
— communes	»	300 00
Gants de peau de toute qualité, même simplement taillés	100 paires	7 50
Chaussures, bottes, bottines et brodequins	»	110 00
— autres de toute sorte	»	70 00
Valises	La pièce	2 00
Ouvrages en peau tannée sans le poil, non dénommés	100 kilog.	50 »
Fonte en gueuses	»	Exempt
— ouvrée, en articles bruts	»	4 00
— en articles polis, tournés, émaillés, étamés ou vernis, et même garnis d'autres métaux	»	5 00
Fer brut en massiaux et acier en pains	»	2 00
Fer laminé ou martelé (verges de plus de 5 millimètres de diamètre et barres de toutes dimensions)	»	4 62
— en verges (y compris les fils de 5 millimètres ou moins de diamètre ou de côté)	»	8 00

(*) Les chapeaux de sparte, d'écorces de bois et de fibres de palmier sont assimilés aux chapeaux de paille.

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Fer en plaques de 4 millimètres d'épaisseur ou plus	100 kilog.	4 62
— au-dessous de 4 millimètres d'épaisseur et même en tuyaux	»	8 00
Fer forgé en ancres, essieux de voiture, enclumes et autres ouvrages bruts	»	7 00
Fer et acier en rails, pour chemins de fer	»	3 00
Fer de seconde fabrication (ouvrages en fer): simples	»	11 80
— garnis d'autres métaux	»	14 00
Fer blanc recouvert d'étain, de zinc ou de plomb non ouvré	»	10 75
— ouvré, même avec garniture d'autres métaux	»	16 00
Acier non trempé en barres, en verges, en plaques et en fils	Régime du fer, suivant les dimensions.	
— en ressorts de toute espèce	100 kilog.	15 00
— autrement ouvré	»	25 00
Couteaux pour arts et métiers, et couteaux à manche de bois commun, non garni	»	16 00
Outils et instruments pour les arts et métiers et pour l'agriculture, de fer, d'acier ou de fer et acier:		
Faux et faucilles	»	10 00
— autres	»	12 00
Cuivre, laiton et bronze en pains, rosettes, limailles et débris	»	4 00
— en barres, en feuilles, en plaques ou en tuyaux	»	10 00
— en fils de moins de 5 millimètres de grosseur	»	15 00
— martelés en ouvrages bruts	»	15 00
— en autres ouvrages	»	25 00
— en barres, en fils doré ou argentés	»	100 00
— dorés ou argentés, enroulés sur fils de matière textile	»	100 00
— dorés ou argentés en autres ouvrages	»	120 00
Toiles métalliques de fer ou d'acier	»	20 00
— de laiton ou de cuivre	»	20 00
Nickel et ses alliages avec le cuivre et avec le zinc (Packfong et Argentan) en dés, en pains et en débris	»	4 00
— en feuilles, verges et fils.	»	10 00
— en autres ouvrages.	»	60 00
Étain et ses alliages avec le plomb et l'antimoine, en pains, en verges et en débris	»	4 00
— battu, en feuilles de toute sorte	»	15 00
— en autres ouvrages.	»	20 00
Mercure	»	10 00
Métaux et alliages métalliques non dénommés, à l'état brut	»	5 00
— en ouvrages de toute sorte	»	100 00
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières et moteurs hydrauliques	»	6 00
— à vapeur, locomotives (tenders compris), locomobiles et machines pour la navigation, avec ou sans chaudière	»	8 00
— non dénommées et pièces détachées de machines, les garnitures de cardes exceptées.	»	6 00
Gazomètres et leurs accessoires	»	8 00
Appareils en cuivre ou en autres métaux pour chauffer, raffiner, distiller, etc.	»	10 00

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Chaudières détachées en tôle de fer ou d'acier, avec ou sans bouilleurs ou chauffoirs	100 kilog.	8 00
Wagons de chemins de fer pour marchandises ou bagages	»	7 00
— pour voyageurs	»	13 00
Or filé en lames et clinquant et tréfilé	Le kilog.	10 00
— filé sur soie	»	10 00
— battu en feuilles (sans défalquer le poids du papier)	»	10 00
Argent filé en lames et clinquant et tréfilé	»	10 00
— filé sur soie	»	10 00
— battu en feuilles (sans défalquer le poids du papier)	»	5 00
Orfèvrerie et vaisselle d'or	L'hectogr.	14 00
— d'argent, même doré	Le kilog.	5 00
Bijouterie d'or	L'hectogr.	7 00
— d'argent, même doré	Le kilog.	10 00
Horlogerie: montres à boîtes d'or	La pièce	3 00
— de tout autre métal	»	1 00
— horloges de table, à tableau ou à pendule	»	5 00
Orgues à cylindre ou boîtes à musique	»	2 00
Mouvements d'horlogerie: de montres	»	0 25
— d'horloges de table, à tableau ou à pendule	100 kilog.	50 00
— d'horloges de tour, d'église, etc.	»	20 00
Fournitures d'horlogerie	»	50 00
Houille crue et carbonisée	»	Exempt
Ouvrages de terre commune: carreaux vernissés ou émaillés	»	1 10
— non dénommés (creusets, jarres, poêles, etc.)	»	1 50
Ouvrages de faïence grossière, stannifère ou à pâte colorée, à vernis opaque	»	8 00
— fine ou à pâte blanche	»	12 00
— dorée ou autrement décorée	»	18 00
Ouvrages de porcelaine blanche	»	12 00
— dorée ou autrement décorée	»	32 00
Plaques de verre et de cristal, non polies (ternes) d'une épaisseur de 4 millimètres ou plus	»	3 75
— non polies (verres à vitres)	»	8 00
— polies, non étamées	»	20 00
Miroirs montés et plaques de miroirs polies et étamées (sans défalquer le poids des contenants immédiats)	»	35 00
Ouvrages de verre et de cristal simplement soufflés ou moulés, non coloriés, ni passé à la meule, ni gravés	»	7 00
— coloriés ou passés à la meule, peints, émaillés, dorés ou argentés	»	11 00
NB. Ne sont pas considérés comme passés à la meule les objets pour lesquels on s'est borné à effacer la trace du pontil, ou dont les bords, fonds et bouchons seulement ont été passés à la meule.		
Bouteilles communes	Le cent	3 00
Dames-jeannes	100 kilog.	3 00

(Continua)

Dénomination des articles	Unités	Droits
		fr. c.
Verres, cristaux et émaux en conterie, ou pierreries et prismes pour lustres et autres articles similaires	100 kilog.	30 00
Vitrifications ou émaux en pain, en baguettes ou en poudre	»	5 00
Pâtes de froment	»	5 50
Pain et biscuit de mer	»	5 50
Fécules	»	Exempt
Oranges et citrons, même dans l'eau salée	»	2 00
Cédrats	»	Exempt
Fruits frais non dénommés	»	Exempt
Dattes	»	Exempt
Pistaches en coques ou mondées	»	8 00
Fruits secs: amandes avec ou sans coques	»	Exempt
— noix et noisettes	»	Exempt
— oléagineux non dénommés	»	Exempt
— non dénommés, excepté les figues et les raisins	»	2 00
Fruits, légumes et herbes potagères au vinaigre, au sel et à l'huile	»	8 00
— à l'esprit-de-vin	»	40 00
Semences diverses	»	Exempt
Huiles de palmier et de coco	»	1 00
Tourteaux de noix et d'autres matières	»	Exempt
Produits végétaux, légumes et herbes potagères frais non dénommés	»	Exempt
Viande fraîche et volaille	»	5 00
— salée, fumée ou autrement préparée	»	20 00
— cuite	»	5 00
Extraits de viande et tablettes de bouillon	»	40 00
Sardines et anchois marinés ou à l'huile (même en boîtes)	»	10 00
Graisses de toute sorte	»	1 00
Acide stéarique	»	8 00
Bougies stéariques	»	15 00
Colle forte	»	4 00
— de poisson	»	10 00
Plumes façonnées	Le kilog.	15 00
Cheveux ouvrés	»	10 00
Éponges communes	100 kilog.	15 00
— fines	»	100 00
Corail brut	»	Exempt
— ouvré, non monté	»	Exempt
Engrais	»	Exempt
Mercerie commune (à l'exception de la mercerie de bois et des jouets d'enfants)	»	60 00
— fine	»	100 00
— éventails communs	»	90 00
— éventails fins	»	150 00
Instruments de musique:		
Orgues d'église	»	12 00
— portatives	La pièces	5 00
— pianos carrés et verticaux	»	60 00
— à queue	»	75 00
— harmoniums et harmonicas	»	20 00
— non dénommés	»	1 00
Casquettes	Le cent.	100 00
Chapeaux de soie pure ou mélangée d'autre matière, excepté ceux garnis pour dames	»	150 00
— de toute autre matière, sauf la paille et excepté ceux garnis pour dames	»	100 00
— de toute qualité, garnis pour dames	»	500 00
Fleurs artificielles	Le kilog.	6 00
Fournitures pour fleurs artificielles	»	5 00
Carcasses pour articles de mode	»	1 00
Objets de collection	»	Exempt

Marochetti.
Simonelli.
V. Ellena.
G. Berruti.
B. S. Hilaire.
P. Tirard.
Horace de Choiseul.

Tarif **C.** — **Droits à la sortie d'Italie.**

Marchandises	Bases	Droits
		fr. c.
Acide borique	100 kilog.	2 20
Sel marin et sel gemme	La tonne	0 22
Tartre et lie de vin	100 kilog.	2 20
Matières pour teindre et pour tanner, non moulues	»	0 27
Matières pour teindre et pour tanner, moulues	»	0 55
Soie grége et moulinée	»	38 50
Déchets de soie gréges et peignés	»	8 80
Drilles de toute sorte	»	8 80
Peaux vertes et sèches	»	2 20
Minerai de fer	La tonne	0 22
Minerai de plomb	»	2 20
Minerai de cuivre	»	5 50
Soufre	100 kilog.	1 10
Semences diverses (graines à ensemencer)	»	1 10
Objets de collection	»	(*)
Tous autres articles exempts.		

(*) Le Gouvernement italien se réserve la faculté de fixer le droit de sortie des objets de collection.

MAROCHETTI.
R. SIMONELLI.
V. ELLENA.
G. BERRUTI.
B. S. HILAIRE.
P. TIRARD.
HORACE DE CHOISEUL.

Tarif **D.** — **Droits à la sortie de France.**

Désignation des produits	Droits
Chiens de forte race exportés par la frontiere de terre	Prohibés
Contrefaçons en librairie	Prohibées
Armes et munitions de guerre	Régime spécial
Toutes autres marchandises	Exemptes

MAROCHETTI.
R. SIMONELLI.
V. ELLENA.
G. BERRUTI.
B. S. HILAIRE.
P. TIRARD.
HORACE DE CHOISEUL.

Il N. **CCCCLXXIX** *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri,

Veduta la deliberazione 28 aprile 1878 del Consiglio comunale di San Basile (Cosenza) per la Regia autorizzazione d'invertire metà del capitale del Monte frumentario di detto comune, il cui importo ascenderebbe a lire 8000, alla fondazione di una Cassa di prestanze agrarie a pro dei coloni bisognosi;

Veduto lo statuto organico in data 26 marzo 1881, relativo alla proposta Cassa;

Veduta la deliberazione emessa dalla Deputazione provinciale di Cosenza;

Veduto il parere favorevole del Consiglio di Stato;

Veduti la legge 3 agosto 1862, n. 753, ed il regolamento per la sua esecuzione in data 27 novembre dell'anno stesso,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È autorizzata la inversione di metà del capitale del Monte frumentario di San Basile per la fondazione di una Cassa di prestanze agrarie, la quale è eretta in Corpo morale.

Art. 2. È approvato lo statuto organico del nuovo Ente, che porta la data del 26 marzo 1881, composto di numero ventisei articoli, che sarà visto e sottoscritto d'ordine Nostro dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 marzo 1882.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

Il Numero **DIII** *(Serie 3ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri,

Vista la domanda della Commissione provvisoria per la fondazione di un Ospedale, sotto la denominazione di San Francesco, nel comune di Nuoro (Sassari), intesa ad ottenere la costituzione del pio Luogo in Ente morale, e l'autorizzazione al medesimo di acquistare lo stabile, del valore di lire 1800, venduto dal fu avvocato Pasquale Corbu, allo scopo di stabilirvi la sede del pio Istituto;

Visto che il detto Ospedale dispone di una rendita di lire 1760, proveniente da una somma capitale raccolta tra benemeriti cittadini, da lasciti del suddetto avvocato Corbu, del canonico Michele Guiso, del sacerdote Giovanni Cossu, nonchè da annuali elargizioni deliberate regolarmente dal comune capoluogo e da altri comuni del circondario;

Viste le relative deliberazioni della Deputazione provinciale;

Viste le leggi 5 giugno 1850, sulla capacità di acquistare dei Corpi morali, e 3 agosto 1862, sulle Opere pie;

Udito il parere del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Ospedale fondato in Nuoro, sotto la denominazione di San Francesco, è costituito in Ente morale ed è autorizzato ad acquistare lo stabile come sopra venduto dall'avvocato Corbu per la sede del pio Istituto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 marzo 1882.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

Il Num. **724** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 2 della legge 20 aprile 1871, n. 192 (Serie 2ª), sulla riscossione delle imposte dirette, modificato colla legge del 2 aprile 1882, n. 674 (Serie 3ª), il quale dispone che su proposta del prefetto, sentiti i Consigli comunali, e col parere favorevole del Consiglio provinciale, possono per decreto Reale riunirsi in Consorzio più comuni della medesima circoscrizione mandamentale o distrettuale;

Viste le proposte dei signori prefetti, nonchè le deliberazioni dei Consigli dei comuni interessati, e quelle dei Consigli provinciali, od in loro vece delle Deputazioni provinciali chiamate a pronunciarsi d'urgenza a termini dell'articolo 180, n. 9, della legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *A*;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Agli effetti della riscossione delle imposte dirette sono riuniti in Consorzio i comuni designati nella tabella annessa al presente decreto, firmata d'ordine Nostro dal Ministro delle Finanze.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 aprile 1882.

UMBERTO.

A. MAGLIANI.

Visto, *il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

CONSORZI PER LA RISCOSSIONE DELLE IMPOSTE DIRETTE

(*Tabella annessa al Regio decreto 30 aprile* 1882)

PROVINCIA	Numero d'ordine	DENOMINAZIONE e sede del Consorzio	COMUNI COMPONENTI IL CONSORZIO	DATA della deliberazione del Consiglio o della Deputazione provinciale favorevole alla costituzione del Consorzio	Osservazioni
Ascoli Piceno	1	Fermo	Fermo con Torre di Palmo - Porto San Giorgio - Rapagnano - Lapedona - Altidona - Torre San Patrizio - Monte San Pietrangeli - Montottone - Grottazzolina - Belmonte.	14 aprile 1882	
	2	Monterubbiano	Monterubbiano - Montefiore - Monte Giberto - Monte Vidon Combatte - Petritoli - Ponzano.	Id.	
	3	Sant'Elpidio a Mare	Sant'Elpidio - Montegranaro - Monturano	Id.	
	4	Santa Vittoria in Materano.	Santa Vittoria - Montefalcone - Monteleone di Fermo - Montelparo - Monte San Pietro Morico - Monte Rinaldo - Ortezzano - Servigliano.	Id.	
Avellino	5	Ajello del Sabato	Cesinale - Ajello del Sabato - Tavernola San Felice.	15 aprile 1882	Deliberò la Deputazione provinciale.
	6	Sperone	Sperone - Quadrelle - Sirignano	Id.	Id.
	7	San Potito Ultra	San Potito Ultra - Parolise	Id.	Id.
	8	Manocalzati	Manocalzati - Candida	Id.	Id.
	9	Mercogliano	Mercogliano - Ospedaletto di Alpinolo - Summonte.	Id.	Id.
	10	Pietrastornina	Pietrastornina - Sant'Angelo a Scala	Id.	Id.
	11	Montemiletto	Montemiletto - Torre le Nocelle	Id.	Id.
	12	Montefusco	Montefusco - Santa Paolina - Torrioni	Id.	Id.
	13	Petruro	Petruro - Chianche - Chianchetelle - San Pietro Indelicato.	Id.	Id.
	14	Forino	Forino - Contrada	Id.	Id.
	15	Solofra	Solofra - Sant'Agata di Sotto	Id.	Id.
	16	Salza Irpina	Salza Irpina - Sorbo Serpico	Id.	Id.
	17	Accadia	Accadia - Anzano degli Irpini	Id.	Id.
	18	Castel Baronia	Castel Baronia - San Nicola Baronia	Id.	Id.
	19	Senerchia	Senerchia - Quaglietta	Id.	Id.
	20	Frigento	Frigento - Sturno	Id.	Id.
	21	Gesualdo	Gesualdo - Villamaina	Id.	Id.
	22	Montella	Montella - Cassano Irpino	Id.	Id.
	23	Montemarano	Castelvetere di Calore - Montemarano	Id.	Id.
	24	Sant'Angelo dei Lombardi	Sant'Angelo dei Lombardi - Rocca San Felice	Id.	Id.
	25	Teora	Teora - Conza della Campania	Id.	Id.
Bologna	26	Bazzano	Bazzano - Castello di Serravalle - Crespellano - Monte San Pietro - Monteveglio - Savigno.	11 aprile 1882	
	27	Castiglione dei Pepoli	Castiglione dei Pepoli - Camugnano - Piano del Voglio.	Id.	
Macerata	28	Camerino	Acquacanina - Bolognola - Camerino - Castel Raimondo - Fiastra - Fiordimonte - Fiuminata - Gagliole - Montecavallo - Muccia - Pieve Bovigliana - Pieve Torina - Pioraco - Serro - Serravalle di Chienti.	15 aprile 1882	
	29	San Ginesio	San Ginesio - Ripe San Ginesio - Sant'Angelo in Pontano.	Id.	
	30	Sarnano	Sarnano - Gualdo - Monte San Martino - Penna San Giovanni.	Id.	
	31	Tolentino	Tolentino - Belforte di Chienti - Colmurano - Urbisaglia.	Id.	
Mantova	32	Asola	Asola - Casalmoro	Id.	Deliberò la Deputazione provinciale.
	33	Rodigo	Rodigo - Gazzoldo	Id.	Id.
	34	Guidizzolo	Guidizzolo - Medole - Solferino	Id.	Id.
	35	Revere	Revere - Pieve di Coriano - Borgofranco sul Po.	Id.	Id.
	36	Quingentole	Quingentole - Villa Poma	Id.	Id.
	37	Quistello	Quistello - Schivenoglia	Id.	Id.
	38	Bagnolo San Vito	Bagnolo San Vito - Borgoforte	Id.	Id.
	39	Roncoferraro	Roncoferraro - San Giorgio di Mantova	Id.	Id.
	40	Sermide	Sermide - Felonica	Id.	Id.

PROVINCIA	Numero d'ordine	DENOMINAZIONE e sede del Consorzio	COMUNI COMPONENTI IL CONSORZIO	DATA della deliberazione del Consiglio o della Deputazione provinciale favorevole alla costituzione del Consorzio	Osservazioni
Mantova	41	Poggio Rusco . .	Poggio Rusco - Carbonara - Magnacavallo .	15 aprile 1882	Deliberò la Deputazione provinciale
	42	Dosolo	Dosolo - Pomponesco	Id.	Id.
	43	Volta	Volta - Goito	Id.	Id.
	44	Monzambano . .	Monzambano - Ponti sul Mincio	Id.	Id.
Perugia	45	Todi	Todi-Collazzone	13 aprile 1882	Id.
	46	Arrone	Arrone - Montefranco - Polino - Torre Orsina	Id.	Id.
	47	Terni	Terni - Cesi - Collestatte - Collescipoli - Papigno.	Id.	Id.
	48	Monte Castrilli . .	Acquasparta - Monte Castrilli - San Gemini.	Id.	Id.
	49	Spoleto	Spoleto - Castelli Ritaldi - Campello . . .	Id.	Id.
	50	Ferentillo . . .	Ferentillo - Scheggino	Id.	Id.
	51	Cerreto di Spoleto	Cerreto - Sant'Anatolia di Narco - Vallo di Nera.	Id.	Id.
	52	Scheggia Pascelupo	Scheggia Pascelupo - Costacciaro	Id.	Id.
	53	Umbertide . . .	Umbertide - Montone - Pietralunga . . .	Id.	Id.
	54	Città di Castello .	Città di Castello - Citerna - San Giustino . .	Id.	Id.
	55	Amelia	Amelia - Alviano - Attigliano - Giove - Guardea - Penna in Teverina - Lugnano in Teverina.	Id.	Id.
	56	Bevagna	Bevagna - Gualdo Cattaneo	Id.	Id.
	57	Città della Pieve .	Città della Pieve - Pacciano - Piegaro . . .	Id.	Id.
	58	Ficulle	Fabbro - Montegabbione - Monteleone d'Orvieto - Parrano - Allerona.	Id.	Id.
	59	Rieti	Rieti - Contigliano - Labro - Greccio - Montenero - Monte San Giovanni - Morro Reatino - Poggio Bustone - Poggio Fidoni - Rivodutri.	Id.	Id.
	60	Orvinio	Collalto - Colle Giove - Marcetelli - Nespolo - Orvinio - Paganico - Petescia - Pozzaglia - Scandriglia.	Id.	Id.
	61	Roccasinibalda . .	Roccasinibalda - Ascrea - Belmonte - Castel di Tora - Concerviano - Longone - Varco - Monteleone Sabino - Poggio Moiano - Poggio San Lorenzo - Torricella in Sabina.	Id.	Id.
Trapani	62	Alcamo	Alcamo - Camporeale	17 aprile 1882	Id.
	63	Calatafimi . . .	Calatafimi - Vita	Id.	Id.
	64	Gibellina . . .	Gibellina - Poggio Reale - Salaparuta . . .	Id.	Id.
	65	Castelvetrano . .	Castelvetrano - Campobello	Id.	Id.
Udine	66	Ampezzo	Ampezzo - Enemonzo - Forni di Sopra - Forni di Sotto - Preone - Raveo - Sauris - Socchieve.	15 aprile 1882	
	67	Pordenone . . .	Pordenone - Azzano Decimo - Cordenons - Fiume - Fontanafredda - Pasiano - Porcia - Prata di Pordenone - Roveredo in Piano - Vallenoncello - Zoppola.	Id.	
	68	Aviano	Aviano - Montereale Cellina - San Quirino .	Id.	
	69	San Daniele del Friuli	San Daniele - Colloredo di Monte Albano - Coseano - Dignano - Fagagna - Majano - Moruzzo - Ragogna - Rive d'Arcano - Sant'Odorico - San Vito di Fagagna.	Id.	
	70	Spilimbergo . . .	Spilimbergo - Castelnovo del Friuli - Forgaria - Pinzano sul Tagliamento - San Giorgio della Richinvelda - Sequals - Travesio.	Id.	
	71	Meduno	Meduno - Clauzetto - Tramonti di Sopra - Tramonti di Sotto - Vito d'Asio.	Id.	
	72	Tolmezzo . . .	Tolmezzo - Amaro - Cavazzo Carnico - Lauco - Verzegnis - Villa Santina.	Id.	
	73	Paluzza	Paluzza - Arta - Cercivento - Ligosullo - Paularo - Sutrio - Treppo Carnico - Zuglio.	Id.	
	74	Pavia di Udine . .	Pavia - Campoformido - Feletto Umberto - Lestizza - Martignacco - Meretto di Tomba - Mortegliano - Pagnacco - Pasian di Prato - Pasian Schiavonesco - Pozzuolo del Friuli - Pradamano - Reana del Rojale - Tavagnacco.	Id.	

PROVINCIA	Numero d'ordine	DENOMINAZIONE e sede del Consorzio	COMUNI COMPONENTI IL CONSORZIO	DATA della deliberazione del Consiglio o della Deputazione provinciale favorevole alla costituzione del Consorzio	Osservazioni
Vicenza	75	Valstagna . . .	Valstagna - Campolongo - Cismon - San Nazario - Solagna.	13 aprile 1882	
	76	Montebello Vicentino	Montebello - Sarego.		
	77	Noventa Vicentina	Noventa - Agugliaro - Pojana Maggiore.		
	78	Marostica . . .	Marostica - Molvena - Mure - Pianezze.		
	79	Breganze . . .	Breganze - Farra - Mason - Pozzoleone - Sandrigo - Schiavon.		
	80	Arsiero	Arsiero - Forni - Laghi - Posina - Lastebasse - Velo d'Astico.		
	81	Malo	Malo - Monte di Malo - San Vito di Leguzzano.		
	82	Valli dei Signori .	Magrè - Torrebelvicino - Valli.		
	83	Tretto	Tretto - Piovene - Santorso.		
	84	Zugliano	Zugliano - Lugo di Vicenza - Marano Vicentino - Sarcedo - Zanè.		
	85	Valdagno . . .	Valdagno - Brogliano - Castelgomberto - Cornedo - Novale - Recoaro - Trissino.		
	86	Dueville	Dueville - Caldogno - Creazzo - Gambugliano - Montecchio Prealcino - Sovizzo.		

Roma, 30 aprile 1882.

Visto d'ordine di S. M.

Il Ministro delle Finanze: MAGLIANI.

Il Numero **723** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto di questo stesso giorno, con cui lo Istituto tecnico di Melfi è dichiarato governativo;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il ruolo organico, gli stipendi e gli assegni del personale dirigente ed insegnante dell'Istituto tecnico di Melfi sono fissati nel modo seguente:

Presidenza	L. it.	1000
Lettere italiane	» »	2000
Lettere italiane	» »	2000
Storia e geografia	» »	2000
Lingua francese	» »	1400
Matematiche	» »	2000
Chimica	» »	2000
Fisica e storia naturale	» »	2200
Economia politica, diritto privato positivo ed elementi di etica civile e diritto	» »	1800
Agraria ed estimo	» »	2200
Geometria pratica e disegno topografico . . .	» »	1800
Costruzioni, disegno relativo e geometria descrittiva	» »	2000
Disegno	» »	1800
Totale . . .	L. it.	24,000

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 aprile 1882.

UMBERTO.

BACCELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Con Regio decreto del 30 aprile 1882 i seguenti ufficiali, già al servizio dei Governi nazionali del 1848-1849, furono reintegrati nel grado militare onorario per ciascuno indicato, in applicazione della legge 4 dicembre 1879:

Tittoni Angelo, colonnello;
Ragona Giuseppe, tenente;
De Gregorio Cesare, tenente.

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Sono accettate le dimissioni offerte dal notaio signor Enrico Capo dalla carica di notaio accreditato per le operazioni di Debito Pubblico presso la Direzione Generale del Debito Pubblico, conferitagli con decreto Ministeriale del 10 febbraio 1880.

MINISTERO DEL TESORO — DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Dimostrazione dei risultati del conto del Tesoro al 30 aprile 1882.

ATTIVO

Voce	Parziale	Importo	Totale
Fondi di cassa e crediti di Tesoreria alla scadenza del 1881.			
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e la Tesoreria Centrale . . . L.		292,127,661 99	
Fondi in via ed all'Estero - Effetti in portafoglio . »		13,261,697 70	305,389,359 69
Crediti verso la Società delle Ferrovie Romane . . L.		46,499,426 98	
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »		16,923,113 84	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »		7,887,096 08	
Crediti diversi . . . »		23,632,196 89	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico impu- tabili al bilancio 1882 . . . »		5,700 »	
Crediti per Carte contabili . . . »		44,658,485 75	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . »		2,745,259 80	142,351,279 14
Incassi fatti a tutto aprile 1882.			
Entrata ordinaria.			
A) *Entrate effettive* (Categoria I):			
Redditi patrimoniali dello Stato L.	6,015,353 31		
Contributi — Imposte dirette . . »	102,025,756 02		
Contributi — Tasse sugli affari . »	53,746,555 92		
Contributi — Tasse di consumo . »	145,281,022 74		
Contributi — Tasse diverse . . »	18,357,797 45		
Proventi di servizi pubblici . . »	28,259,316 27		
Rimborsi e concorsi nelle spese »	6,121,029 27		
Entrate diverse . . . »	3,122,072 78	362,928,903 76	
B) *Partite di giro* (Categoria IV) . . . L.		33,861,114 41	396,790,018 17
Entrata straordinaria.			
C) *Entrate effettive* (Categoria I):			
Redditi patrimoniali dello Stato L.	»		
Contributi . . . »	10,000 »		
Rimborsi e concorsi nelle spese . »	1,053,372 04		
Entrate diverse . . . »	80,990 11		
Capitoli aggiunti per resti attivi »	245,945 42	1,390,307 57	
D) *Movimento di capitali* (Categoria II):			
Vendita di beni ed affrancamento di canoni . . . L.	6,004,442 03		
Riscossioni di crediti . . . »	16,702,124 58		
Accensione di debiti . . . »	339,882,569 29		
Capitoli aggiunti per resti attivi »	14,873 26	362,604,009 16	
E) *Costruzione di strade ferrate* (Categoria III) . . L.		33,528,900 63	397,523,217 36
Debiti di Tesoreria al 30 aprile 1882.			
Buoni del Tesoro . . . L.		212,112,100 »	
Banche - Conto delle anticipazioni statutarie . . »		14,000,000 »	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . »		75,203,623 93	
Vaglia del Tesoro . . . »		19,676,719 75	
Diversi . . . »		120,630,401 11	441,622,844 79
		L.	1,683,676,719 15

PASSIVO

Voce	Importo	Totale
Debiti di Tesoreria alla scadenza del 1881.		
Buoni del Tesoro . . . L.	185,621,600 »	
Banche - Conto delle anticipazioni statutarie . . »	17,500,000 »	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . »	116,469,241 14	
Vaglia del Tesoro . . . »	231,860,142 80	
Diversi . . . »	53,619,927 65	605,070,911 59
Pagamenti fatti a tutto aprile 1882.		
Ministero del Tesoro . . . L.	179,920,987 12	
Id. delle Finanze . . . »	40,246,400 95	
Id. di Grazia e Giustizia . . . »	9,070,273 24	
Id. degli Affari Esteri . . . »	2,176,726 34	
Id. dell'Istruzione Pubblica . . . »	10,922,214 24	
Id. dell'Interno . . . »	20,473,108 42	
Id. dei Lavori Pubblici . . . »	61,911,004 88	
Id. della Guerra . . . »	78,827,968 81	
Id. della Marina . . . »	17,078,080 87	
Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio »	3,887,376 60	424,514,641 47
Uscita per gli stralci delle cessate Amministrazioni L.	»	»
R. decreto 16 febbraio 1882. — Scarico a favore del tesoriere centrale del Regno del montare del credito capitale verso la cessata Società delle Ferrovie Romane per buoni del Tesoro messi in circolazione per suo conto . . .	»	46,499,426 98
Fondi di cassa e crediti di Tesoreria al 30 aprile 1882.		
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e Centrale (compresi i versamenti fatti in conto del prestito per l'abolizione del corso forzoso) . . . L.	399,259,906 41	
Fondi in via ed all'Estero e presso la Banca Nazionale - Effetti in portafoglio . . . »	20,107,908 46	419,367,814 87
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »	17,727,521 20	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	78,286,059 31	
Crediti diversi . . . »	38,556,063 72	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico impu- tabili al bilancio 1882 . . . »	195,100 »	
Crediti per Carte contabili . . . »	50,696,163 43	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . »	2,763,016 58	188,223,924 24
	L.	1,683,676,719 15

PROSPETTO comparativo degli incassi e dei pagamenti verificatisi presso le Tesorerie del Regno durante i mesi sotto indicati.

INCASSI	MESE di aprile 1882	MESE di aprile 1881	DIFFERENZA nel 1882	Da gennaio a tutto aprile 1882	Da gennaio a tutto aprile 1881	DIFFERENZA nel 1882
Entrata ordinaria.						
A) Categoria I. — *Entrate effettive:*						
Redditi patrimoniali dello Stato . . . L.	1,391,745 93	1,502,908 26	— 111,162 33	6,015,353 31	7,096,396 62	— 1,081,043 31
Contributi — Imposte dirette — Imposta sui fondi rustici e sui fabbricati	31,179,448 89	31,372,604 33	— 193,155 44	62,429,343 67	62,605,807 42	— 176,463 75
Contributi — Imposte dirette — Imposta sui redditi di ricchezza mobile	18,251,826 92	18,293,597 87	— 41,770 95	39,596,412 35	39,588,430 43	+ 7,981 92
Contributi — Tasse sugli affari — Tasse in amministrazione della Direzione Generale del Demanio	11,092,990 50	11,288,017 66	— 195,027 16	48,941,358 48	48,819,367 54	+ 121,990 94
Contributi — Tasse sugli affari — Tassa sul prodotto del movimento a grande e piccola velocità sulle ferrovie	1,013,382 24	978,655 71	+ 34,726 53	4,487,399 65	4,467,500 82	+ 19,898 83
Contributi — Tasse sugli affari — Diritti delle Legazioni e dei Consolati all'estero	176,735 39	69,584 46	+ 107,150 93	317,797 79	275,510 23	+ 42,287 56
Contributi — Tasse di consumo — Tassa sulla macinazione del grano	3,411,251 40	3,123,010 60	+ 288,240 80	14,781,986 61	13,374,457 95	+ 1,407,528 66
Contributi — Tasse di consumo — Tassa sulla fabbricazione degli spiriti, birra, ecc.	1,134,396 84	986,283 39	+ 148,113 45	5,127,155 91	4,037,617 34	+ 1,089,538 57
Contributi — Tasse di consumo — Dogane e diritti marittimi	12,702,463 19	14,448,771 34	— 2) 1,746,308 15	54,216,591 05	51,899,832 70	+ 2,316,758 35
Contributi — Tasse di consumo — Dazi interni di consumo	6,360,558 82	5,624,217 62	+ 736,341 20	25,957,859 10	27,430,180 09	— 1,472,320 99
Contributi — Tasse di consumo — Tabacchi	19,226,000 »	18,989,000 »	+ 237,000 »	19,226,000 »	18,989,000 »	+ 237,000 »
Contributi — Tasse di consumo — Sali	6,301,466 93	6,532,576 82	— 231,109 89	25,971,430 07	27,008,481 64	— 1,037,051 57
Contributi — Tasse diverse — Multe e pene pecuniarie relative alla riscossione imposte	14,790 53	310 36	+ 14,480 17	21,872 63	796 38	+ 21,076 25
Contributi — Tasse diverse — Lotto	5,143,366 95	5,730,469 28	— 587,102 33	18,335,924 82	20,780,999 53	— 2,445,074 71
Proventi di servizi pubblici — Poste	2,698,912 12	2,524,311 42	+ 174,600 70	10,936,404 95	9,961,941 97	+ 974,462 98
Proventi di servizi pubblici — Telegrafi	804,249 76	881,380 19	— 77,130 43	3,576,350 93	3,164,284 64	+ 412,066 29
Proventi di servizi pubblici — Strade ferrate di proprietà dello Stato	2,877,435 21	6,000,000 »	— 3) 3,122,564 79	8,300,000 »	13,000,000 »	— 4,700,000 »
Proventi di servizi pubblici — Servizi diversi	1,719,126 69	1,757,658 42	— 38,531 73	5,446,560 39	5,593,011 26	— 146,450 87
Rimborsi e concorsi nelle spese	1,581,188 32	1,343,482 24	+ 237,706 08	6,121,029 27	6,975,532 67	— 854,503 40
Entrate diverse	1,299,923 31	475,510 72	+ 824,412 59	3,122,072 78	1,784,782 95	+ 1,337,289 83
B) Categoria IV. — *Partite di giro*	9,077,554 92	6,248,263 08	+ 4) 2,829,291 84	33,861,114 41	27,740,852 31	+ 6,120,262 10
Entrata straordinaria.						
C) Categoria I. — *Entrate effettive:*						
Redditi patrimoniali dello Stato	»	»	»	»	»	
Contributi — Debito del comune di Ancona per dazio consumo dilazionato	2,500 »	2,500 »	»	10,000 »	10,000 11	— 0 11
Rimborsi e concorsi nelle spese	273,601 56	205,195 97	+ 68,405 59	1,058,372 04	778,323 65	+ 275,048 39
Entrate diverse	209 75	15,774 78	— 15,565 03	80,990 11	80,909 96	+ 80 15
Capitoli aggiunti — Arretrati per imposta fondiaria	18,727 08	4,382 20	+ 14,344 88	67,282 38	49,060 28	+ 18,222 10
Capitoli aggiunti — Arretrati per imposta sui redditi di ricchezza mobile	4,477 24	1,312 96	+ 3,164 28	38,842 76	75,133 77	— 36,291 01
Capitoli aggiunti — Residui attivi diversi	24,435 85	52,421 60	— 27,985 75	139,820 28	151,710 38	— 11,890 10
D) Categoria II. — *Movimento di capitali:*						
Vendita di beni ed affrancamento di canoni	1,566,127 43	1,592,734 09	— 26,606 66	6,004,442 03	6,485,105 07	— 480,663 04
Riscossione di crediti	5,468,642 84	761,710 85	+ 5) 4,706,931 99	16,702,124 58	1,269,237 76	+ 15,432,886 82
Accensione di debiti	63,304,365 64	1,380,551 06	+ 6) 61,923,814 58	339,882,569 29	1,834,407 44	+ 338,048,161 85
Capitoli aggiunti	14,873 26	»	+ 14,873 26	14,873 26	»	+ 14,873 26
E) Categoria III. — *Costruzione di strade ferrate*	971,451 34	30,095,817 80	— 7) 29,124,366 46	33,528,900 63	36,526,613 05	— 2,997,712 42
TOTALE INCASSI . . . L.	209,108,226 85	172,283,015 08	+ 36,825,211 77	794,313,235 53	441,855,285 96	+ 352,457,949 57

Segue **PROSPETTO** comparativo degli incassi e dei pagamenti verificatisi presso le Tesorerie del Regno durante i mesi sotto indicati.

PAGAMENTI	MESE di aprile 1882	MESE di aprile 1881	DIFFERENZA nel 1882	Da gennaio a tutto aprile 1882	Da gennaio a tutto aprile 1881	DIFFERENZA nel 1882
Ministero del Tesoro . . . . . L.	67,175,737 01	25,028,568 89	+8) 42,147,168 12	179,920,987 12	115,134,226 85	+ 64,786,760 27
Id. delle Finanze	12,326,182 50	11,024,934 26	+ 1,301,248 24	40,246,900 95	37,891,390 70	+ 2,355,510 25
Id. di Grazia e Giustizia	2,441,555 47	2,397,979 37	+ 43,576 10	9,070,273 24	8,772,687 51	+ 297,585 73
Id. degli Affari Esteri	634,917 69	653,481 05	— 18,563 36	2,176,726 34	2,219,576 57	— 42,850 23
Id. della Pubblica Istruzione	3,715,844 71	3,276,269 13	+ 439,575 58	10,922,214 24	9,476,962 16	+ 1,445,252 08
Id. dell'Interno	4,115,246 99	4,281,234 07	— 165,987 08	20,473,108 42	19,256,016 12	+ 1,217,092 30
Id. dei Lavori Pubblici	14,780,108 04	12,826,578 07	+ 1,953,529 97	61,911,004 88	54,088,215 04	+ 7,822,789 84
Id. della Guerra	24,046,936 69	19,609,828 83	+ 4,437,107 86	78,827,968 81	66,906,114 80	+ 11,921,854 01
Id. della Marina	6,638,063 22	5,432,508 »	+ 1,205,555 22	17,078,080 87	17,748,522 »	— 670,441 13
Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio	1,075,709 61	1,005,887 27	+ 69,822 84	3,887,376 60	4,119,738 08	— 232,361 48
TOTALE PAGAMENTI . . . L.	136,950,301 93	85,537,268 94	+ 51,413,032 99	424,514,641 47	335,613,449 83	+ 88,901,191 64
Differenza fra gli incassi ed i pagamenti . . . . L.	+72,157,924 92	+86,745,746 14	— 14,587,821 22	+369,798,594 06	+106,241,836 13	+ 263,556,757 93

Annotazioni.

1) Al fondo di cassa che esisteva al 31 dicembre 1881 si sono portate in diminuzione lire 145 10 in seguito a revisione di conti ed accertamento di versamenti e pagamenti fatti in base alla vigente legge di Contabilità. Altre variazioni potranno aver luogo ulteriormente, sino, cioè, alla formazione del rendiconto consuntivo.

2) La diminuzione di lire 1,746,308 15 nelle dogane proviene da minore sdoganamento di petrolio, caffè, zucchero e tessuti.

3) La diminuzione di lire 3,122,564 79 dipende da ritardato versamento dei prodotti da parte dell'Amministrazione delle ferrovie dell'Alta Italia, che è in credito verso il Ministero dei Lavori Pubblici di somme rilevanti, per le quali sono in corso le liquidazioni.

4) L'aumento di lire 2,829,291 84 proviene segnatamente da maggiore entrata per fitti di beni demaniali destinati ad uso di Amministrazioni governative.

5) La maggior entrata di lire 4,706,981 99 rappresenta il risultato delle operazioni d'incasso delle attività delle ferrovie Romane, che il Tesoro, a partire dal 1° gennaio 1882, ha potuto eseguire; operazioni le quali non hanno riscontro nell'anno 1881, in cui la Società delle ferrovie Romane ancora esisteva.

6) L'aumento di lire 61,923,814 58 dipende dai versamenti fatti in conto del Prestito dei 644 milioni per l'abolizione del corso forzoso (Art. 10 della legge 7 aprile 1881, numero 133).

7) La diminuzione di lire 29,124,366 46 proviene da minor prodotto, in confronto dell'aprile 1881, di alienazione di rendita consolidata inscritta per far fronte alle spese della costruzione di ferrovie.

8) Il maggior esito per lire 42,147,168 12 deriva dal pagamento fatto alla Banca Nazionale di lire 44 milioni in conto del mutuo di lire 44,834,975 25 dalla medesima fatto al Tesoro per convenzione 1° giugno 1875.

Roma, li 12 maggio 1882.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione: F. CERESA.

Visto - *Il Direttore Generale*: CANTONI.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Nella seduta di giovedì scorso della Camera francese il signor de Villeneuve svolse la annunziata sua interpellanza sugli affari d'Egitto.

Egli parlò delle cause della crisi attuale e disse che il controllo anglo-francese nella amministrazione egiziana fu una delle principali cause della situazione presente.

Fu di qui, secondo lui, che originò il movimento nazionale e risorse il fanatismo religioso. A questo contribuì anche la deposizione di Ismail-pascià, il quale almeno non era ostile alla Francia.

Oggi, secondo il signor de Villeneuve, i consoli francesi in Egitto non hanno più alcuna autorità, a motivo della loro dipendenza dalla Commissione di controllo.

L'oratore chiese spiegazioni.

In risposta alla interpellanza, il presidente del Consiglio, ministro degli affari esteri, sig. de Freycinet, fece le seguenti dichiarazioni:

" Appena saputo che il ministero egiziano si trovava in conflitto col kedivè, mi sono posto in relazione coll'Inghilterra. Ho telegrafato al nostro ambasciatore a Londra per orientare la nostra azione in questo momento; perchè il nostro accordo intimo coll'Inghilterra esiste da parecchi anni. Esso diede i risultati più favorevoli.

" Quanto alla direzione generale della nostra politica in Egitto, non ho difficoltà di indicarla.

" Ci siamo sempre preoccupati, in primo luogo, di conservare alla Francia la situazione particolare privilegiata, giustamente privilegiata, e l'influenza preponderante che essa possiede in Egitto.

" Abbiamo colà una colonia numerosa, intelligente, che è come la sentinella della Francia su quella terra d'Oriente. Questa colonia c'impone dei doveri particolari, ai quali non falliremo giammai.

" Inoltre abbiamo a cuore di mantenere l'indipendenza dell'Egitto, quale risulta dai firmani che le potenze hanno riconosciuti e confermati.

" Non soffriremmo giammai che sia portata alcuna offesa a questi firmani. Non consentiremo ad alcun passo, ad alcun negoziato, ad alcun accordo da cui l'Egitto potesse uscire meno indipendente di quanto è oggidì.

" All'infuori di certi casi speciali, concernenti l'ordine di successione al trono, l'effettivo dell'esercito, l'Egitto è libero nei suoi atti in materia economica, finanziaria, amministrativa.

" Intendiamo far rispettare, per quanto dipenderà da noi, questa indipendenza. In primo luogo seguiremo un mezzo che sinora è pienamente riuscito: l'accordo intimo coll'Inghilterra.

" Sinora questo accordo non c'è mancato; abbiamo il sincero desiderio di mantenerlo, e crediamo che l'Inghilterra lo abbia essa pure.

" Abbiamo fiducia che questo accordo non verrà meno. Bisognerebbe, perchè ciò fosse, che ci si costringesse ad abbandonare le linee generali che ho testè esposto, e dalle quali non dobbiamo deviare per rispetto a noi stessi, ai nostri interessi, alla nostra dignità.

" Il secondo mezzo è l'accordo europeo. Crediamo che il carattere degli avvenimenti in questione eserciti un'influenza diretta sugl'interessi dell'Europa, sull'equilibrio europeo; è quindi l'accordo europeo che deve pronunciarsi.

" Siamo disposti a metterci d'accordo colle potenze. Non v'inquietate, signori, delle conseguenze di questo consulto; le potenze europee infatti sono unanimi a riconoscere ed a proclamare la situazione preponderante in Egitto della Francia e dell'Inghilterra, ad abbandonar loro la direzione dell'azione.

" È questo un fatto immenso ch'è acquisito, cioè che prevarrà l'opinione comune della Francia e dell'Inghilterra.

" Non troveremo nell'accordo europeo alcun imbarazzo; vi attingeremo all'opposto una grande forza per le eventualità che potrebbero prodursi.

" Queste eventualità quali sono?

" Sarebbe imprudente indicarle; v'hanno delle parole che non conviene ad un ministro di pronunciare alla tribuna.

" Allorchè si devono far prevalere certi interessi senza urtare gli altri, bisogna cercare di non offendere la dignità degli altri.

" Sentiamo benissimo ciò che la Camera desidera, ciò che vuole il paese. Abbiamo la coscienza di ciò che richiede la situazione.

" Possiamo dare l'assicurazione che le nostre risoluzioni saranno all'altezza di quanto è imposto dagli interessi e dalla dignità del paese. "

Ai comuni d'Inghilterra, giovedì sera, sir William Harcourt, segretario di Stato all'interno, accennando al seppellimento delle vittime di Dublino, dimostrò che l'assassinio di lord Cavendish e del signor Burke è stata una disgrazia nazionale.

Il governo ha compreso, egli disse, che l'Irlanda è in preda a una malattia la quale deve essere prontamente guarita. Causa del male sono le società segrete e le associazioni illegali che manifestano la loro esistenza con aggressioni notturne ed in pieno giorno, con assassinii che vengono perpetrati da sicari prezzolati, onde provocare un terrore, il quale disvii la giustizia.

Il governo ha risoluto di istituire una Commissione speciale, composta di magistrati della Corte suprema, la quale Commissione percorrerà il paese per sentenziare dei crimini senza intervento di giurati. La sentenza dovrà essere pronunziata alla unanimità. Da queste sentenze si potrà appellare alla Corte delle cause riservate alla Corona. Questa potrà confermare le sentenze della Corte speciale o modificarle mitigandole. Ma non potrà giammai aggravarle.

Siccome la più parte dei crimini commessi sono stati il risultato di conciliaboli notturni, la polizia sarà autorizzata a fare perquisizioni nelle case, tanto di notte che di giorno.

Tutte le persone trovate per le vie di notte tempo, senza che sappiano giustificare il motivo della loro presenza, saranno arrestate.

I crimini più orribili, essendo la maggior parte opera di emissari esteri, il governo propone che venga rimessa in vigore la legge contro gli stranieri, per autorizzare la polizia ad arrestare le persone sospette.

Sarà un delitto il far parte di società segrete.

Onde impedire gli atti di intimidazione, il lord luogotenente sarà autorizzato a sciogliere le adunanze illegali, a sopprimere i giornali, i quali incoraggiscano gli atti di intimidazione, o che provochino al delitto.

Egli potrà rinforzare i corpi di polizia nei distretti, nei quali ciò gli sembri necessario, e questo a spese dei distretti medesimi.

Nei distretti nei quali vengono consumati assassinii e violenze saranno imposte ammende ed indennità.

I delitti minori saranno giudicati sommariamente da due magistrati stipendiati.

La legge rimarrà in vigore tre anni.

Il governo si riserva di esaminare quali ulteriori modificazioni dovranno essere introdotte nel sistema attuale della giuria.

Alcuni oratori hanno parlato in favore del progetto. Tra gli altri il signor Forster. Egli ha anzi fatto osservare che se i deputati irlandesi si fossero ognora pronunziati come si pronunziano adesso, contro l'assassinio, la maggior parte dei crimini che si sono deplorati non sarebbero certamente stati commessi.

Il signor Parnell disse che giammai misura più rigorosa venne proposta contro l'Irlanda. I risultati di essa saranno, secondo lui, cento volte peggiori di quelli della legge di coercizione.

I signori Dillon e O' Donnell attaccarono il progetto con estrema violenza.

Esaurita la discussione, la Camera con 327 voti contro 22 approvò in prima lettura il progetto del governo.

I giornali di Londra approvano tutti il *bill* di repressione. Solo il *Daily News* lo trova troppo rigoroso. Il *Times* lo considera come uno sforzo coraggioso e risoluto per restaurare l'autorità della legge, e come una nuova prova che il governo si è reso conto delle difficoltà a fronte delle quali si trova.

Nella stessa seduta della Camera, sir C. Dilke, rispondendo ad un'interpellanza del signor Wolff, disse essere impossibile per il momento di dare dei ragguagli sulla politica che il governo intende di seguire nella questione egiziana. Essere perfettamente vero che delle comunicazioni sono state scambiate recentemente in proposito, e che se ne scambiano ancora presentemente tra il governo d'Inghilterra e quello della Francia. La protezione della vita e dei beni dei nazionali inglesi in Egitto essere naturalmente uno dei primi doveri del governo; finora però il console, signor Mallet, non aver chiesto il concorso del governo.

Rispondendo ad una domanda del signor Bartlett, lo stesso signor Dilke disse che le altre potenze, compresa la Porta, sono state informate delle misure prese.

Parlando della questione egiziana, il *Times* dice che è venuto il momento in cui l'intervento non può essere più differito. Se l'Inghilterra, la Francia e la Turchia volessero mettersi d'accordo per un'azione comune, ogni difficoltà sarebbe presto vinta. Il *Times* si oppone all'occupazione dell'Egitto da parte della Turchia, perchè crede che l'occupazione non sarebbe che un mezzo di assicurare la ristorazione della supremazia della Turchia sull'Egitto, a cui ha rinunziato col trattato del 1841. Se la Turchia verrà autorizzata ad inviare delle truppe, ciò non potrà accadere che in base a condizioni chiaramente definite. Il *Times* non crede all'efficacia delle proposte del signor Freycinet.

Il *Daily Telegraph* afferma che la proposta fatta dalla Turchia di mandare le sue truppe in Egitto è attualmente sottoposta all'esame delle potenze.

Dalle dichiarazioni fatte dal signor Dilke alla Camera dei comuni, lo *Standard* argomenta che il governo inglese è deciso a non attendere l'assenso od il concorso della Francia per prendere le misure che esso stimasse necessarie ad un dato momento.

Il *Fremdenblatt* di Vienna parlando della stessa questione si esprime in questi sensi:

" Certo, è vero che per quel che concerne la sistemazione delle questione egiziana, gli interessi della Porta e quelli delle due potenze occidentali non sono identici; ma non è meno certo che tutte le potenze che fanno parte del concerto europeo, sono fino da ora d'accordo nel riconoscere che una modificazione fondamentale della situazione dell'Egitto non potrebbe compiersi che col consenso di tutte le potenze.

" Per il caso in cui gli interessi dell'Europa fossero lesi dagli avvenimenti, si può ammettere che le potenze hanno deciso in comune, di lasciare l'iniziativa di un intervento europeo attivo alle potenze occidentali le più direttamente interessate, colla riserva però che i diritti di alta sovranità della Porta saranno rispettati. "

Si ha per telegrafo da Costantinopoli, 11 maggio, che fu definitivamente firmata la convenzione turco-russa per la sistemazione dell'indennità di guerra.

La convenzione contiene 12 articoli che dispongono in sostanza quanto appresso:

" La Porta si obbliga di pagare la somma d'indennità di guerra fissata dal trattato di Berlino, mediante rate annuali di 350 mila lire turche. Soltanto le rate annuali destinate all'ammortizzazione del capitale, senza interesse, verranno garantite coll'imposta sugli animali ovini nel *vilayet* di Alepp, e colle decime nei *vilayet* di Konija, Kostambul, Adana e in parte del *vilayet* di Sira. L'importo complessivo dei redditi è preventivato in 437,500 lire; gli importi incassati, detratte le spese, verranno versati alle filiali della Banca ottomana. La Porta si obbliga a non emettere alcun assegno su tali redditi. La Banca ottomana rimetterà regolarmente la rate annuali alla Banca russa, e tratterrà i maggiori introiti a disposizione della Turchia.

" Le annuità compariranno nel bilancio quali spese; gli eventuali maggiori introiti verranno consegnati alla Porta, la quale dovrà, per sua parte, coprire i *deficit* eventuali.

" Circa alle operazioni di credito, la Banca ottomana stipulerà colla Banca russa una convenzione speciale.

" La ratifica della convenzione dovrà aver luogo, al più tardi, entro tre settimane. "

Il Senato spagnuolo ha anch'esso approvato definitivamente, con 143 voti contro 78, il trattato di commercio colla Francia.

Nel corso della discussione il signor Sagasta disse che il

trattato franco-spagnuolo garantisce i progressi dell'industria, ed assicura la prosperità della Spagna, nonchè riuscirle pregiudizievole.

" Se alcuni industriali soffriranno dal trattato, aggiunse il signor Sagasta, il governo spagnuolo avrà il diritto di fare presso il governo francese le pratiche necessarie per rimediare ad un tale stato di cose, ed esso ha speranza che la Francia accoglierebbe tali reclami, come la Spagna farebbe anch'essa nel caso inverso.

" Oltre a ciò, il governo spagnuolo si è riservata la facoltà di denunziare, anche dopo le ratifiche, alcuni punti del trattato. „

Terminando, il signor Sagasta annunziò che in questo momento egli sta negoziando alcuni trattati vantaggiosi di commercio colle repubbliche ispano-americane.

A Barcellona la notizia del voto definitivo del trattato fu accolta con tranquillità.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 12. — Il Consiglio dei ministri esaminò stamane la questione egiziana e la decisione da prendersi riguardo ad essa. Dopo il Consiglio ebbe luogo una conferenza fra l'on. Freycinet e lord Lyons, ambasciatore d'Inghilterra. Parlasi dell'imminente invio di vascelli inglesi e francesi nelle acque egiziane.

Londra, 12. — I giornali approvano i provvedimenti votati in prima lettura dalla Camera dei comuni riguardo all'Irlanda. Il solo *Daily News* li giudica troppo severi.

Cairo, 12. — La Camera dei notabili si riunirà domani.

Torino, 12. — S. M. il Re partirà domattina per Roma.

Vienna, 12. — *Camera dei deputati.* — Furono approvate la legge relativa al credito per la pacificazione della Bosnia e della Erzegovina, e la convenzione di navigazione austro-serba.

Buda-Pest, 12. — *Camera dei deputati.* — Fu approvato, senza alcuna modificazione, l'insieme della tariffa doganale.

Parigi, 12. — Vi fu oggi uno scambio di dispacci attivissimo tra la Francia e l'Inghilterra. I telegrammi comunicati stamane da Freycinet al Consiglio dei ministri nulla dicono di nuovo. Essi danno particolari sugli incidenti già conosciuti.

L'accordo tra la Francia e l'Inghilterra verrà probabilmente stabilito completamente questa sera.

La flotta riceverebbe ordine telegrafico di prepararsi subito a partire per Alessandria.

I vascelli francesi arriverebbero primi.

Le due flotte, la inglese e la francese, riunite, si comporrebbero di 12 a 16 corazzate, con dodicimila uomini da sbarco appartenenti agli equipaggi.

Londra, 12. — Il *Times* ha da Alessandria: « La Camera dei notabili, che si aprirà domenica, sarà spinta a firmare una petizione chiedente l'abdicazione del kedivé e la nomina di suo figlio Abbas bey, col presidente del Consiglio come reggente, e Arabi bey come governatore, poichè Abbas bey ha soltanto sette anni.

« Tewfik ricusa qualsiasi comunicazione coi ministri.

« Gli europei sono allarmatissimi. Molti lasciano il Cairo. Si fanno grandi sforzi per mantenere l'entusiasmo nell'esercito. Spiegasi una grande attività in tutti i forti della costa settentrionale.

« La popolazione generalmente approva l'attitudine ferma del kedivé. »

Lo *Standard* ha dal Cairo: « Il kedivé uscì in carrozza e la popolazione lo accolse benissimo. »

Cairo, 12. — La Camera ricusando di riunirsi, si crede che Arabi bey abbia intenzione di passar oltre, di fare, quanto prima, un colpo di Stato e di deporre il kedivé.

Berlino, 12. — *Reichstag.* — Discutendosi il monopolio dei tabacchi, parecchi oratori di tutti i partiti parlarono contro. Un solo deputato del partito dell'impero parlò in favore. Il segretario di Stato Scholz confutò le obbiezioni contro il monopolio, il quale non minaccia, dice l'oratore, la libertà elettorale. La maggioranza del Reichstag riconosce che i bisogni dell'impero sono cresciuti, ma non vi è poi maggioranza in favore del monopolio. Il governo declina quindi, conclude Scholz, ogni responsabilità per la continuazione dello stato attuale, lasciandola al Reichstag.

Berlino, 12. — L'Esposizione d'igiene, preparata presso il sobborgo di Moabit, la quale doveva inaugurarsi martedì, fu interamente distrutta da un incendio scoppiato stasera.

Torino, 13. — S. M. il Re è partito stamane per Bologna e Firenze, salutato alla stazione dai Principi ed ossequiato dalle autorità e da una folla di cittadini.

Cairo, 12. — Si conferma che la Camera ricusi di riunirsi illegalmente, e che Arabi bey abbia intenzione di deporre il kedivé. Però si assicura che non tutte le truppe siano disposte ad obbedirgli. Un reggimento resta fedele al kedivé. Stone pascià, capo di stato maggiore, è dimissionario.

Roma, 13. — Nelle sfere ufficiali sono assolutamente smentite le notizie pubblicate dal *Popolo Romano* sia circa la gita di S. M. il Re a Monza e a Torino, sia circa altri argomenti attinenti alla politica estera.

Londra, 13. — Un pacco contenente materia esplodente fu trovato presso il cancello di Mansion House.

Il *Daily News* ha da Vienna: « Credesi che le potenze spediranno una squadra mista ad Alessandria d'Egitto; se la dimostrazione riuscirà insufficiente un intervento anglo-francese è probabile. »

Il *Times* annunzia che il governo inglese ha deciso di spedire due corazzate in Alessandria.

Il *Daily News* ha dal Cairo: « Il presidente della Camera dei notabili dichiarò ad Arabi bey che se l'esercito insistesse nel voler deporre Tewfik i beduini verrebbero a soccorrerlo ed entrerebbero al Cairo. La situazione del ministero è imbarazzata. »

Berlino, 13. — Un incendio scoppiò nel *restaurant* dell'Esposizione d'igiene nel sobborgo Moabit. Tre quinti degli oggetti esposti furono distrutti dal fuoco. Gli oggetti erano assicurati per due a tre milioni. Danni incalcolabili.

Verona, 13. — S. M. la regina di Sassonia è giunta oggi alle ore 11 50 ant. ed è ripartita per Ala alle ore 12 50 pom.

Vienna, 13. — È terminato il processo per l'incendio del Ring-Theater. Il presidente fissò la pubblicazione della sentenza a martedì prossimo alle ore 4 pom.

Firenze, 13. — Il Presidente della Camera dei deputati, onorevole Farini, parte alle ore 7 40 per Saluggia.

San Vincenzo, 13. — Prosegue per la Plata il postale *Sud-America*, della Società Lavarello.

Parigi, 13. — Assicurasi che Freycinet e lord Granville si siano posti d'accordo circa i provvedimenti da prendersi riguardo alla questione egiziana. Il Consiglio dei ministri inglese si riunirà oggi per esaminare le proposte della Francia e rispondere definitivamente.

Lisbona, 13. — La Camera dei pari ha approvato il trattato di commercio colla Francia.

Stradella, 13. — Stamattina S. M. il Re passava col treno delle 10 25. Le rappresentanze tutte, i sodalizi e le scuole si recarono alla stazione per fare un'ovazione a S. M., che fece fermare

il treno. Il Re ricevette il sindaco e gradì la cordiale e spontanea manifestazione, ringraziando tutti. Quindi ripartì fra ripetuti evviva e al suono della marcia Reale.

Cairo, 13. — Il presidente della Camera dei notabili domanderà oggi al kedivè che autorizzi la convocazione della Camera stessa, la cui maggioranza sembra favorevole a S. A. Si tenterà una transazione fra il ministero ed il kedivè. I circoli militari assicurano che la Camera dovrà discutere la Costituzione, che è pronta, e regolare specialmente le attribuzioni dei poteri, onde evitare d'ora in poi conflitti simili al presente. Però l'accordo sembra difficile.

Londra, 13. — Ordine fu spedito alla squadra della Manica di tenersi pronta per partire il 28 corrente pel Mediterraneo.

Cairo, 13. — Cherif pascià, ex-presidente del Consiglio, e lo sceic-ul-islam visitarono il kedivè e gli promisero il loro appoggio.

Berlino, 13. — Il Reichstag decise per appello nominale, con 162 voti contro 121, di rinviare il progetto sul monopolio dei tabacchi ad una Commissione di 28 membri.

New-York, 13. — Un *meeting* di americani e di irlandesi, tenuto sotto la presidenza del sindaco, approvò, in mezzo a grande disordine, una mozione che condanna i crimini di Dublino, ma dichiara che se questi assassinii sono deplorevoli, le uccisioni commesse dalle autorità inglesi in Irlanda sono ancora più deplorevoli, e proclama il dovere degli irlandesi e degli americani di aiutare Parnell ed i suoi colleghi nella lotta che ora incomincia.

Tolone, 13. — Una corazzata e un trasporto si preparano ad andare a rinforzare e vettovagliare la squadra che trovasi attualmente nelle acque tunisine.

Costantinopoli, 13. — Il nuovo ambasciatore di Francia, marchese di Noailles, presentò le sue credenziali al sultano.

Cairo, 14. — Il presidente ed il Comitato della Camera dei notabili intercedettero in favore del ministero presso il kedivè, che ricusò di trattare coi ribelli.

Parlasi di concentramenti di beduini nel basso Egitto.

Bucarest, 14. — *Camera dei deputati*. — Statesco, ministro degli affari esteri, rispondendo a Vernesco, rinnuova le dichiarazioni fatte al Senato, cioè che la Rumenia non riconoscerà mai all'Europa il diritto di far eseguire da funzionari stranieri, nelle acque rumene, i regolamenti di navigazione e di polizia fluviale, avendo l'Europa soltanto il diritto di sorvegliare l'esecuzione dei detti regolamenti.

La discussione continuerà domani.

NOTIZIE DIVERSE

Il cenacolo di Leonardo da Vinci. — La *Perseveranza* del 12 scrive che essendo state sospese le opere proposte per l'interno del cenacolo, nel locale delle Grazie, furono approvate e sono in corso di esecuzione quelle all'esterno per l'isolamento della sala. Tali spese importeranno complessivamente circa lire 7800.

Decessi. — Eugenio Tassin, già cronista teatrale del *Messaggiero di Parigi*, eppoi redattore capo della *Settimana Finanziaria* di Parigi, moriva in età di 33 anni.

TELEGRAMMI METEORICI

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 13 maggio 1882.

Depressione sul Baltico, pressione massima sulle isole britanniche ed i Paesi Bassi. Stocolma 745 mm.

In Italia stamane barometro livellatissimo intorno a 766 mm. sul continente e Sardegna, intorno a 767 mm. sulla Sicilia. Cielo sereno o poco coperto.

Venti deboli e variabili.

Temperatura poco cambiata e giusta.

Mare calmo.

Tempo buono.

Roma, 14 maggio 1882.

La depressione di ieri sul Baltico, trasportatasi all'E, aveva stamane il suo centro (750 mm.) sulla Livonia. Pressione alta sulle isole britanniche; massima (774) al N della Scozia. Barometro livellatissimo intorno a 760 sul Mediterraneo occidentale. Zurigo 764.

In Italia barometro disceso dovunque nelle 24 ore, fino ad 8 mm. al N, e variabile stamane da 755 a 763 mm. dal N al S.

Stamane cielo sereno o poco coperto. Venti sensibili del 3° quadrante.

Temperatura piuttosto alta.

Mare mosso lungo la costa jonica; calmo altrove.

Probabilità: venti freschi del 3° quadrante, qualche temporale specialmente al Nord.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 14 maggio.

Stazioni	Stato del cielo 7 ant.	Stato del mare 7 ant.	Temperatura Massima	Temperatura Minima
Belluno	coperto	—	22,7	12,4
Domodossola	sereno	—	26,3	12,2
Milano	sereno	—	27,1	14,6
Verona	coperto	—	26,2	15,6
Venezia	coperto	calmo	21,0	16,0
Torino	1/4 coperto	—	26,1	15,3
Parma	sereno	—	26,3	14,8
Modena	nebbioso	—	26,9	13,0
Genova	1/2 coperto	legg. mosso	20,7	15,0
Pesaro	sereno	calmo	21,2	15,1
P. Maurizio	sereno	calmo	20,4	13,5
Firenze	sereno	—	25,4	10,7
Urbino	sereno	—	22,4	13,8
Ancona	sereno	calmo	22,2	17,3
Livorno	1/4 coperto	calmo	23,6	11,3
Perugia	sereno	—	22,8	11,3
Camerino	sereno	—	21,7	11,8
Portoferraio	1/4 coperto	legg. mosso	22,2	16,5
Aquila	sereno	—	21,8	9,8
Roma	sereno	—	24,3	9,7
Foggia	sereno	—	26,3	13,8
Napoli	1/2 coperto	calmo	21,4	12,9
Portotorres	sereno	calmo	—	—
Potenza	1/4 coperto	—	20,6	7,9
Lecce	sereno	—	23,6	12,5
Cosenza	1/4 coperto	—	23,5	10,2
Cagliari	1/2 coperto	calmo	25,0	12,0
Catanzaro	1/4 coperto	—	20,2	13,8
Reggio Cal.	1/2 coperto	mosso	19,8	14,3
Palermo	sereno	calmo	24,0	10,3
Caltanissetta	sereno	—	20,9	11,0
P. Empedocle	sereno	calmo	21,0	11,5
Siracusa	1/2 coperto	calmo	23,6	13,6

Osservatorio del Collegio Romano — 13 maggio 1882.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	766,9	765,3	764,8	764,4
Termomet. esterno (centigrado)	14,0	24,3	22,5	16,8
Umidità relativa....	71	33	39	60
Umidità assoluta...	8,48	7,46	7,99	8,59
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 0	SW. 4	SW. 25	Calma
Stato del cielo.......	9. velato	6. veli	3. veli	0. sereno

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Massimo = 24,3 C. = 19,4 R. | Minimo = 10,6 C. = 8,5 R.

Osservatorio del Collegio Romano — 14 maggio 1882.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	760,9	758,7	757,7	757,4
Termomet. esterno (centigrado)	13,0	23,3	21,6	15,6
Umidità relativa....	70	26	47	81
Umidità assoluta...	7,84	5,44	8,96	10,66
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 0	S 28	SW. 33	SW. 10
Stato del cielo.......	1. veli	1. veli	2. veli	2. veli

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Massimo = 23,3 C. = 18,6 R. | Minimo = 9,7 C. = 7,8 R.
Magneti perturbati.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 15 maggio 1882.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° luglio 1882	—	—	90 „	89 95	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64	1° aprile 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	91 75
Prestito Romano, Blount	„	—	—	91 05	91 „	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° dicembre 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	94 50
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	1° ottobre 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	94 „
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1882	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	„	500 „	350 „	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1881	1000 „	750 „	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	1° gennaio 1882	1000 „	1000 „	—	—	—	—	—	—	1125 „
Banca Generale	„	500 „	250 „	—	—	604 „	603 „	—	—	—
Banca Nazionale Toscana	—	1000 „	700 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	1° gennaio 1882	500 „	400 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Immobiliare	1° ottobre 1881	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	1° gennaio 1882	500 „	250 „	—	—	624 „	623 „	—	—	—
Banca Tiberina	„	250 „	125 „	—	—	—	—	—	—	—
Banca di Milano	15 marzo 1881	500 „	250 „	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° aprile 1882	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	452 „
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1882	500 „	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Idem (Vita)	„	250 „	125 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia	„	500 „	500 „	—	—	896 „	895 „	—	—	—
Obbligazioni detta	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua	„	500 oro	200 oro	—	—	536 „	533 „	—	—	—
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	900 „
Compagnia Fondiaria Italiana	—	150 „	150 „	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Telefoni ed applicazioni elettriche	1° dicembre 1881	100 „	100 „	—	—	—	—	—	—	103 50
Strade Ferrate Meridionali	1° gennaio 1881	500 „	500 „		—	—	—	—	—	468 „
Obbligazioni dette	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde, az. di preferenza	—	250 „	250 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° aprile 1882	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	271 „
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani 1ª e 2ª emissione	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90			
Marsiglia	90	101 72½	101 47½	—
Lione	90			
Londra	90	25 66	25 61	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire	—	20 59	20 57	—
Sconto di Banca 5 0/0	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 (1° sem. 1882) 92 20, 17 1/2 fine.
Oro 20 58.
Società Acqua Pia antica Marcia 895 fine.
Società it. per condotte d'acqua 531 50, 532, 533, 535 fine.

Il Sindaco: A. PIERI.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
del Laboratorio di Precisione di Torino

AVVISO D'ASTA (N. 33).

Si fa noto che nel giorno 31 maggio 1882, alle ore 4 pomeridiane precise, si procederà in Torino, nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, n. 26, piano secondo, avanti il direttore di questo Laboratorio, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto delle seguenti provviste (lotto unico):

INDICAZIONE degli oggetti	Unità di misura	Quantità	Importo	Deposito
Ottone in verghe, chil. 8000, di diam. compreso tra mill. 21 a 21,3 (Lunghezza usuale del commercio). Ottone in verghe, chil. 4600, di diam. compreso tra mill. 9,8 a 10 (Lunghezza usuale del commercio).	Chil.	12600	28,350 »	2900 »

Tempo utile per la consegna — Giorni 35.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte mediante schede segrete, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo ordinario da una lira.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali, ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso una Intendenza di finanza del Regno, il deposito di cui sopra in contanti od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene eseguito il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali e di stabilimento dell'arma od agli uffici staccati da esse dipendenti; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni, quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione d'appalto, saranno dalla Direzione convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 8 1/2 alle 11 1/2 antimeridiane del giorno 31 maggio 1882.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, addì 12 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

2602

(3ª *pubblicazione*)

IMPRESA INDUSTRIALE ITALIANA DI COSTRUZIONI METALLICHE

SEDE E DIREZIONE — NAPOLI, 24, *strada Medina*
OPIFICI MECCANICI — Castellammare (Stabia) e Savona

2ª Convocazione — Avviso agli azionisti.

Il Consiglio d'amministrazione dell'*Impresa Industriale Italiana di Costruzioni metalliche* ha l'onore di partecipare agli azionisti della Società che non avendo potuto aver luogo l'assemblea generale ordinaria intimata per il giorno 29 aprile, attesa la mancanza delle condizioni prescritte dall'art. 33 degli statuti sociali, viene convocata di nuovo per il giorno 27 maggio corrente, all'ora una pomeridiana, alla sede della Società, palazzo Fondi, 24, strada Medina.

Le materie da sottoporsi alle deliberazioni della medesima sono le seguenti:

1. Resoconto dell'esercizio 1881.
2. Dividendo.
3. Nomina di amministratori in rimpiazzo degli uscenti di carica.
4. Nomina dei revisori dei conti per l'esercizio 1882.
5. Comunicazioni del Consiglio.

I signori azionisti che vorranno intervenire, giusta l'art. 33 degli statuti sociali, dovranno rappresentare almeno 20 azioni, ed eseguirne il deposito presso la Cassa della Società cinque giorni prima del 27 maggio.

Napoli, 1º maggio 1882.

2522 *L'Amministratore delegato*: ALFREDO COTTRAU.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
del Laboratorio di Precisione di Torino

AVVISO D'ASTA (N. 34).

Si fa noto che nel giorno 31 maggio 1882, alle ore 4 pomeridiane precise, si procederà in Torino nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, n. 26, piano secondo, avanti il direttore di questo Laboratorio, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto delle seguenti provviste (lotto unico):

INDICAZIONE degli oggetti	Unità di misura	Quantità	Importo	Deposito
Ottone in verghe, chil. 5000, di diam. compreso tra mill. 21 a 21,3 (Lunghezza usuale del commercio). Ottone in verghe, chil. 7130, di diam. compreso tra mill. 14,8 a 15 (Lunghezza usuale del commercio).	Chil.	12130	27,292 50	2900 »
Ottone in filo mezzano, di diametro di mill. 1,5.	»	400	960 »	
		Totale L.	28,252 50	

Tempo utile per la consegna — Giorni 35.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte mediante schede segrete, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo ordinario da una lira.

Il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente che nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunciarsi, seduta stante, dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione sono fissati a giorni quindici decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Gli aspiranti all'appalto, per essere ammessi a presentare i loro partiti, dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso una Intendenza di finanza del Regno, il deposito di cui sopra in contanti, od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene eseguito il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali e di stabilimento dell'arma, od agli uffici staccati da esse dipendenti; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra, o presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni, quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione d'appalto, saranno dalla Direzione convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 8 1/2 alle 11 1/2 del giorno 31 maggio 1882.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, e quelli che contengano riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, addì 12 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

2603

SOCIETA' ROMANA
delle miniere di ferro e sue lavorazioni

(1ª *pubblicazione*)

Avrà luogo il 15 del prossimo giugno, alle 11 antimeridiane, nella sala del teatro Argentina, l'assemblea generale. Si rammenta ai soci il deposito delle azioni da farsi anteriormente al giorno della riunione nella sede centrale della Società, posta sulla piazza di San Carlo a Catinari, nel palazzo Tanlongo, ed il contemporaneo ritiro dei biglietti di ammissione per avere diritto d'intervenire all'assemblea.

Ordine del giorno:

1. Presentazione del bilancio dell'ultimo esercizio, chiuso al 31 ottobre 1881, e comunicazioni dell'Amministrazione.
2. Nomina di tre sindacatori.
3. Risoluzione sui bilanci degli anni anteriori 32º, 33º e 34º.
4. Nomina di due consiglieri direttori in luogo di due dimissionari.
5. Deliberazione in base agli articoli 87 e 88 degli statuti sociali.

Roma, 13 maggio 1882.

2611

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA PER LA REGÌA COINTERESSATA DEI TABACCHI

SPECCHIO delle riscossioni fatte nel mese di aprile 1882 *confrontate con quelle del mese corrispondente dell'anno* 1881.

PROVINCIE	ANNO 1882	ANNO 1881	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Alessandria	324,276 80	318,716 „	5,560 80	„
Ancona	115,609 10	113,001 30	2,607 80	„
Aquila	75,730 90	64,094 80	11,636 10	„
Arezzo	66,378 80	64,624 45	1,754 35	„
Ascoli Piceno	54,551 „	56,436 20	„	1,885 20
Avellino	74,346 10	67,570 40	6,775 70	„
Bari	272,389 15	256,635 50	15,753 65	„
Belluno	32,772 50	29,684 60	3,087 90	„
Benevento	43,816 90	42,493 60	1,323 30	„
Bergamo	187,670 70	202,307 „	„	14,686 30
Bologna	291,134 30	290,364 30	770 „	„
Brescia	217,802 20	210,945 65	6,856 55	„
Cagliari	171,640 35	177,690 90	„	6,050 55
Campobasso	78,679 90	67,687 50	10,992 40	„
Caserta	275,066 70	253,838 „	21,228 70	„
Catanzaro	100,186 90	106,252 40	„	6,066 50
Chieti	91,762 „	89,815 10	1,946 90	„
Como	186,379 „	178,418 65	7,960 35	„
Cosenza	93,608 15	92,014 „	1,594 15	„
Cremona	165,425 „	176,973 85	„	11,548 85
Cuneo	246,842 40	256,770 80	„	9,928 40
Ferrara	185,537 40	189,937 90	„	4,400 50
Firenze	528,347 30	520,724 80	7,622 50	„
Foggia	161,050 80	144,639 40	16,411 40	„
Forlì	110,701 60	117,911 40	„	7,209 80
Genova	540,792 20	546,843 70	„	6,051 50
Grosseto	74,253 10	75,834 50	„	1,581 40
Lecce	228,088 10	240,618 80	„	12,530 70
Livorno	133,218 90	128,763 70	4,455 20	„
Lucca	160,552 25	167,878 95	„	7,326 70
Macerata	71,454 90	66,201 40	5,253 50	„
Mantova	175,084 70	183,045 „	„	7,960 30
Massa Carrara	70,311 90	73,782 70	„	3,470 80
Milano	689,363 50	732,729 90	„	43,366 40
Modena	155,728 50	159,534 70	„	3,806 20
Napoli	782,920 „	761,308 90	21,611 10	„
Novara	260,379 70	298,645 70	„	38,266 „
Padova	226,254 20	225,445 90	808 30	„
Parma	136,890 60	133,895 30	2,995 30	„
Pavia	238,551 „	244,639 65	„	6,088 65
Perugia	174,526 15	157,077 70	17,448 45	„
Pesaro e Urbino	62,562 50	67,550 10	„	4,987 60
Piacenza	119,699 20	119,441 20	258 „	„
Pisa	209,226 10	196,550 30	12,675 80	„
Porto Maurizio	84,572 20	80,711 40	3,860 80	„
Potenza	93,721 40	101,674 40	„	7,953 „
Ravenna	122,116 20	118,542 50	3,573 70	„
Reggio Calabria	97,195 56	98,770 „	„	1,574 44
Reggio Emilia	97,809 90	94,330 „	3,479 90	„
Roma	640,617 99	620,480 10	20,137 89	„
Rovigo	160,900 15	165,557 20	„	4,657 05
Salerno	176,594 90	189,102 45	„	12,507 55
Sassari	108,968 10	118,004 30	„	9,036 20
Siena	76,548 10	73,575 90	2,972 20	„
Sondrio	26,992 „	23,746 70	3,245 30	„
Teramo	52,679 40	53,338 50	„	659 10
Torino	557,316 „	584,479 70	„	27,163 70
Treviso	111,657 72	107,072 65	4,585 07	„
Udine	196,545 30	214,402 80	„	17,857 50
Venezia	338,211 90	319,275 „	18,936 90	„
Verona	218,734 30	221,400 60	„	2,666 30
Vicenza	109,769 80	121,479 30	„	11,709 50
Somme L.	11,932,514 37	11,975,280 10	250,179 96	292,945 69
Defalcasi l'aumento	„	„	„	250,179 96
Resta la diminuzione di aprile	„	„	„	42,765 73
Prodotti dal 1° gennaio al 31 marzo	35,395,834 22	33,678,301 38	1,717,532 84	
Defalcasi la diminuzione di aprile	„	„	42,765 73	
Totali generali L.	47,328,348 59	45,653,581 48	1,674,767 11	

Roma, 12 maggio 1882.

Il Consigliere d'Amministrazione
A. CASALINI.

Il Capo Ragioniere
F. FERRUZZI

Gestione Siciliana.

PROVINCIE	ANNO 1882	ANNO 1881	DIFFERENZA in aumento	DIFFERENZA in diminuzione
Caltanissetta	80,181 15	82,551 30	„	2,370 15
Catania	160,364 65	167,145 60	„	6,780 95
Girgenti	91,825 40	98,553 30	„	6,727 90
Messina	116,574 90	106,561 50	10,013 40	„
Palermo	206,287 40	198,132 20	8,155 20	„
Siracusa	79,151 10	86,835 80	„	7,684 70
Trapani	66,218 25	68,129 50	„	1,911 25
Somme L.	800,602 85	807,909 20	18,168 60	25,474 95
Defalcasi l'aumento	„	„	„	18,168 60
Resta la diminuzione di aprile	„	„	„	7,306 35
Prodotti dal 1° gennaio al 31 marzo	2,340,003 „	2,236,816 05	103,186 95	
Defalcasi la diminuz.	„	„	7,306 35	
Totali generali L.	3,140,605 85	3,044,725 25	95,880 60	

Il Ragioniere della Gestione Siciliana
A. CONSONNI.

Il Direttore Generale
E. GOUPIL.

2588

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI MANTOVA

AVVISO.

A rettifica di quanto è stato erroneamente indicato nell'avviso d'asta trenta aprile p. p., n. 3899, per il definitivo appalto dei lavori di

Costruzione di una panconatura metallica e relativi meccanismi per la manovra ed interclusione della Conca di Navigazione sul Mincio a Governolo, in comune di Roncoferraro,

si fa noto che il termine utile per dar compiuti i lavori stessi è di giorni 80 lavorativi dalla data della consegna, come è stabilito dall'articolo 10 del capitolato speciale 8 gennaio 1882.

Mantova, 13 maggio 1882.

Il Segretario incaricato: A. VANINI.

2624

(3ª *pubblicazione*)

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

(Direzione Generale)

AVVISO.

Il signor Giuseppe Moro, domiciliato in Montagnana, nel dichiarare lo smarrimento della distinta di un deposito contro anticipazione, fatto in suo nome presso la succursale di Padova, sotto il n. 41, fece istanza per ritirare il deposito medesimo.

Si diffida perciò il pubblico a non attribuire alcun valore alla distinta dichiarata smarrita, poichè, non avvenendo opposizione nel termine di due mesi dalla data del presente avviso, sarà restituito al signor Giuseppe Moro il deposito relativo.

Roma, 24 aprile 1882.

2172

CAMERANO NATALE, *Gerente*. | ROMA — Tip. Eredi Botta.

AVVISO D'ASTA per affitto di Murgia

Alle ore 10 antimeridiane del 22 corrente maggio, nella sala consigliare del comune di Bitonto, innanzi al sindaco, si procederà all'incanto per l'affitto ad uso di masseria, sia sativo, che erboso, a corpo e non a misura, del latifondo comunale alle Mattine, detto Murgia della Città, per la durata di anni nove, cioè sei obbligatori e tre facoltativi, da cominciare il 15 agosto 1882 e terminare al 15 agosto 1891.

Però da questo primo anno essendovi la statonica dalli 9 maggio al 15 agosto, l'aggiudicatario sarà messo nel possesso immediatamente dopo l'approvazione degli atti.

L'asta seguirà ad estinzione di candela vergine, a norma del regolamento 4 settembre 1870, n. 5852, e sarà aperta sull'annuo estaglio di lire 8000, pagabili metà al 15 agosto e metà al 15 dicembre di ciascun anno, e nell'ultimo anno l'intero estaglio sarà pagato al 10 giugno.

In questo primo anno l'aggiudicatario dovrà di più pagare, dopo la finale approvazione degli atti, lire 896 50 per la statonica dal 9 maggio al 15 agosto.

Il capitolato faciente parte integrale del contratto sarà visibile nella segreteria comunale in tutte le ore d'ufficio.

Non saranno ammessi a far partito che persone responsabili e di conosciuta probità e solubilità, le quali facciano constare d'avere eseguito il deposito provvisorio di lire 800 in numerario. La voce d'aumento sarà di lire 10.

L'aggiudicatario dovrà presentare idoneo fideiussore solidale, che sarà in solido responsabile con l'affittavolo principale.

Tutte le spese a carico del definitivo aggiudicatario.

Stante l'urgenza sono stabiliti a giorni 5 i termini tanto per gli incanti che per l'aumento del 20°, i quali ultimi scadranno a mezzodì del giorno 27 detto.

Bitonto, 13 maggio 1882.

Il Segretario :M. SCIPPA.

2630

CITTÀ DI NOVARA

Avviso di aggiudicazione di appalto.

L'appalto, in due distinti lotti, della costruzione di un Deposito municipale di merci soggette a dazio sul terreno comunale, situato lungo la strada di circonvallazione, tra il casotto daziario di Porta Milano e la proprietà del cav. Bollati, fu, nell'incanto oggi tenuto, aggiudicato come infra, cioè:

L'appalto del lotto I, il quale comprende la costruzione del fabbricato da erigersi sul terreno sovra indicato, cioè gli scavi, le murature, l'intonaco, i pavimenti, la copertura, le corniciature, gli stipiti, ecc., i vivi, le doccie e i tubi per le acque piovane, col ribasso di lire sedici per ogni cento sul presunto importo di lire italiane 121,873 44;

L'appalto del lotto II, il quale comprende le imposte di porte, usci e finestre, le persiane, gli scuri occorrenti pel suddetto edificio, come anche le ferramenta, cioè inferriate, reti di fil di ferro, chiavi da muro, capichiavi, bolzoni e parapetti di scala, col ribasso di lire 17 50 per ogni cento sul presunto totale importo, di lire italiane 8099.

Il termine per presentare l'offerta di ulteriore ribasso, non inferiore al ventesimo del prezzo di lire italiane 102,373 69 per il primo lotto, e di lire 6681 68 per il secondo lotto, scade dopo suonate e ribattute le ore quattro pomeridiane del 27 corrente maggio.

L'offerta dovrà essere accompagnata dal deposito di lire italiane 5000, o di cartelle del Debito Pubblico dello Stato, della rendita di lire 300, per l'appalto del lotto I; e di lire 500, o di cartelle come sopra della rendita di lire 30 per l'appalto del lotto II, come anche dal certificato d'idoneità prescritto dal 2° dei capitoli addizionali.

Novara, 12 maggio 1882.

Il Segretario della Città: Avv. LORENZO DAFFARA.

2629

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE DELLA DIVISIONE DI TORINO (1ª)

Avviso d'Asta per secondo incanto (N. 23).

In seguito all'avvenuta deserzione del primo incanto, si notifica che nel giorno 27 maggio 1882, all'ora una pomeridiana, si procederà in Torino, presso questa Direzione, via San Francesco da Paola, n. 7, piano primo, avanti il signor direttore, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto della seguente provvista pel servizio delle Sussistenze militari.

INDICAZIONE del magazzino delle Sussistenze nel quale la provvista deve essere introdotta	INDICAZIONE della provvista	QUANTITÀ dei sacchi da provvedersi	PREZZO parziale per ogni sacco	IMPORTO della provvista	Riparto in lotti	QUANTITÀ per cadun lotto	IMPORTO di cadun lotto	SOMMA richiesta a cauzione per cadun lotto
Torino	Sacchi di tela olona	12000	L. 2 50	L. 30,000	4	3000	L. 7500	L. 750

Termine per la consegna — La consegna della provvista dovrà essere compiuta nel termine di giorni 90, a decorrere dal giorno successivo a quello nel quale il fornitore avrà ricevuto l'avviso per iscritto dell'approvazione del contratto, regolando le introduzioni in modo che dal detto giorno sia consegnato un terzo del numero dei sacchi di ciascun lotto per ogni 30 giorni.

I sacchi da provvedersi dovranno essere di tela olona, della qualità, forma e dimensioni indicate ai paragrafi 2 e 3 dei capitoli speciali d'oneri in data 1° giugno 1880, e simili al campione bollato visibile presso la Direzione suddetta.

I capitoli generali e parziali d'oneri sono visibili presso questa Direzione e tutte le altre Direzioni di Commissariato militare del Regno.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti mediante schede segrete, incondizionate, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo ordinario da una lira.

Dette offerte dovranno essere firmate di proprio pugno dagli accorrenti all'appalto, e se invece essi intendessero di delegare altra persona a firmare, questa dovrà produrre insieme all'offerta un'apposita procura speciale.

Il deliberamento avrà luogo a favore del miglior offerente che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto per ogni lotto al prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito dal Ministero della Guerra in apposita scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente l'asta.

I fatali, ossia il termine utile a presentare offerta di ribasso, non inferiore al ventesimo sul prezzo d'aggiudicazione, sono fissati a giorni quindici, decorribili dalle ore 2 pomeridiane del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Si avverte che in questo secondo incanto si farà luogo al deliberamento quand'anche venisse presentata una sola offerta, e questa fosse accettabile.

Per essere ammessi a presentare le loro offerte dovranno gli accorrenti rimettere alla Direzione di Commissariato militare suddetta, e prima della apertura dell'asta, la ricevuta comprovante il deposito fatto di un valore corrispondente alla somma indicata nel sovradescritto specchio a seconda del numero dei lotti per cui intendono concorrere, avvertendo che, ove trattisi di depositi fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato a quello del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Tale deposito potrà soltanto essere fatto nella Tesoreria provinciale di Torino o in quella delle città dove hanno sede le Direzioni e le Sezioni di Commissariato militare.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma bensì presentate a parte.

Saranno respinte le offerte condizionate. Le offerte per telegramma non saranno ammesse.

Sarà in facoltà degli aspiranti all'impresa di presentare offerte suggellate a tutte le Direzioni o Sezioni di Commissariato militare del Regno, avvertendo però che non sarà tenuto conto di quelle che non giungessero a questa Direzione prima della dichiarata apertura dell'asta, e non fossero accompagnate dalla ricevuta originale od in copia del deposito prescritto a cauzione.

Saranno accettate anche le offerte spedite direttamente per la posta allo ufficio appaltante, purchè giungano in tempo debito e sigillate al seggio d'asta, sieno in ogni loro parte regolari, e sia contemporaneamente a mani dell'ufficio appaltante, nel giorno ed ora fissati per l'asta, la prova autentica dell'eseguito deposito. Gli offerenti che dimorano in luogo dove non vi è alcuna autorità militare dovranno altresì designare una località, sede di un'autorità militare, per ivi ricevere le comunicazioni occorrenti durante il corso dell'asta.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritti di segreteria, di stampa, di pubblicazione degli avvisi d'asta, di inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Foglio periodico della Regia Prefettura di Torino, di posta, ed altre relative, sono a carico dei deliberatari, come pure sono a loro carico le spese per la tassa di registro, giusta le vigenti leggi.

Torino, 12 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Capitano Commissario: E. GAZZERA.

2626

GENIO MILITARE

DIREZIONE DELLE OFFICINE DI COSTRUZIONE DEL MATERIALE IN PAVIA

Avviso di provvisorio deliberamento (N. 3).

A termini dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 21 aprile 1882, per provvista di

Tela di canapa forte, metri quadrati 40000, a L. 1 20, L. 48,000,

è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 3 25 per 100.

Epperciò si reca a pubblica notizia che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso, non minori del ventesimo, scade al mezzodì (tempo medio di Roma) del giorno 26 del corrente mese, spirato il qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, scritta su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta in lire 4800.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente.

L'offerta deve essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane d'ogni giorno precedente a quello del deliberamento e fino al mezzodì del giorno 26 corrente mese.

È facoltativo agli offerenti di presentare le loro offerte a tutte le Direzioni territoriali dell'arma, ed agli uffici staccati da esse dipendenti, come pure di farle pervenire direttamente a questa Direzione, accompagnate dall'occorrente titolo di deposito, per mezzo degli uffici postali del Regno, mediante piego assicurato.

Dato in Pavia, 11 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: A. CUNIBERTI.

2627

MUNICIPIO DI SAVONA

AVVISO D'ASTA per appalto di lavori ed opere per argine destro del Letimbro.

Alle ore 12 meridiane di giovedì, primo del prossimo giugno, nel palazzo civico, davanti al sindaco, o chi per esso, sarà proceduto, col sistema dei lumi e colle formalità del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, all'incanto all'asta pubblica per l'appalto di lavori ed opere per costruzione d'arginamento sulla sponda destra del torrente Letimbro, nella regione Folconi, in questo territorio, per la complessiva somma di lire novantacinquemila, sotto l'osservanza di perizia e capitolato 6 andante maggio; di capitolato permanente a stampa, edito nel 1879; di piani, disegni e profili 13 gennaio 1877 e 6 detto maggio; il tutto visibile in questa segreteria comunale nelle ore d'ufficio.

I concorrenti all'appalto devono:

1. Produrre: *a*) Un certificato di moralità rilasciato, con data non anteriore di tre mesi, dall'autorità del luogo di domicilio;

b) Un attestato d'un ingegnere od architetto, colla data non anteriore di mesi sei, per comprovare le cognizioni e capacità necessarie ai lavori che si appaltano.

2. Depositare: *a*) Nella Cassa civica, come garanzia provvisoria, la somma di lire 4750, mentre la cauzione definitiva è di lire 9500;

b) A mani del segretario comunale lire mille per le spese.

In via provvisoria il deliberamento seguirà in capo al maggior offerente in ribasso, estinta la candela vergine, salva la diminuzione di ventesimo, nei quindici giorni successivi, da scadere colle ore 12 meridiane di venerdì sedici detto giugno.

Savona, 10 maggio 1882.

Il Segretario comunale: DODERO.

2580

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE DELLA CASA DI RICOVERO DI UDINE

Avviso.

È da affittarsi per anni quindici, dall'11 novembre 1882 al 10 novembre 1897, lo stabile così detto *di Oleis*, di complessive pertiche censuarie 1623 50, rendita lire 2330 40, ettari 162 35, sito nei comuni censuari di Rosazzo, Corno di Rosazzo, San Giovanni di Manzano, Lepreso ed Ipplis, in un lotto solo.

A tale oggetto si terrà un'asta pubblica, presso questo ufficio, dal sottoscritto presidente, o suo delegato, nel giorno di sabato 10 giugno 1882, alle ore 10 antimeridiane, col sistema della candela vergine.

Dato regolatore, italiane lire 6180.

Deposito per concorrere all'asta, italiane lire 1000.

Miglioria del ventesimo, entro 15 giorni dall'avvenuta aggiudicazione.

Capitolato d'appalto, ostensibile presso questo ufficio.

Annuo canone, da pagarsi metà entro il 31 agosto e metà entro il 30 novembre di ogni anno.

Cauzione, per l'importo di un anno di fitto, mediante cartelle del Debito Pubblico italiano, od idonea ipoteca.

Udine, 10 maggio 1882.

Il Presidente: G. CICONI BELTRAME.

Il Segretario: A. PERISSINI.

2589

DEPUTAZIONE PROVINCIALE DI BOLOGNA

Avviso d'Asta.

Nel giorno di mercoledì 24 maggio corr., ad un'ora pomeridiana, la Deputazione suddetta, nella sua residenza, procederà all'appalto per un quinquennio dell'approvvigionamento della ghiaia occorrente per la manutenzione delle strade provinciali di San Giovanni, San Matteo della Decima ed Emilia a ponente, sul fondamento del capitolato redatto dall'ufficio tecnico provinciale, sin d'ora depositato ed ostensibile a chiunque nell'ufficio della segreteria provinciale, le di cui prescrizioni, condizioni e risultanze dovranno accettarsi ed osservarsi dagli aspiranti senza eccezione alcuna.

Avvertenze.

1. L'asta avrà luogo col metodo delle offerte segrete, secondo le formalità prescritte dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato.

2. L'incanto verrà aperto in tre diversi e successivi lotti sulla somma annuale di lire 13,780 97 per la strada di San Giovanni, di lire 18,021 57 per la strada di San Matteo della Decima e di lire 12,306 27 per la strada di Emilia a ponente.

3. Il pagamento del prezzo verrà eseguito nei modi e termini indicati dal capitolato.

4. Non sarà ammesso all'appalto chi non giustifichi:

a) La propria capacità all'esecuzione dell'opera;

b) I depositi nella Cassa provinciale, che verranno tosto restituiti agli offerenti ai quali non sia deliberato l'appalto, e cioè:

Per la strada di San Giovanni lire 700 per cauzione provvisoria, e lire 1400 per le spese d'asta e contratto;

Per la strada di San Matteo della Decima lire 900 per cauzione provvisoria, e lire 1600 per le spese d'asta e contratto;

Per la strada Emilia a ponente lire 600 per cauzione provvisoria, e lire 1350 per le spese d'asta e contratto.

5. Il termine utile a presentare un'offerta di ribasso, non inferiore al ventesimo del prezzo per cui verrà deliberata la fornitura nel primo incanto, resta fissato fin d'ora pel giorno 4 giugno prossimo venturo, non più tardi delle ore 3 pomeridiane.

6. Alla stipulazione del contratto il deliberatario dovrà prestare cauzione definitiva come all'art. 5 del capitolato.

7. Le spese tutte d'asta, contratto, carta bollata, ed ogni altra occorrente, niuna esclusa ed eccettuata, debbono stare a totale carico del deliberatario definitivo.

Addì 12 maggio 1882.

Per la Deputazione
Il Deputato provinciale delegato: A. BORDONI.

2618

INTENDENZA DI FINANZA IN PISA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite, cioè:

N. 5, del comune di Vicopisano (Cucigliana), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 543 24.

N. 1, del comune di Cecina (Bibbona), assegnata per le leve al magazzino di Cecina, del reddito lordo di lire 475 78.

N. 10, del comune di Bagni di San Giuliano (Mezzana), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 468 07.

N. 2, del comune di Vicopisano (in paese), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 465 81.

N. 45, del comune di Pisa (Sant'Ermete), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 419 45.

N. 1, del comune di Orciano Pisano (in paese), assegnata per le leve al magazzino di Livorno, del reddito lordo di lire 396 58.

N. 5, del comune di Fauglia (Luciana), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 277 77.

N. 6, del comune di Peccioli (Ghizzano), assegnata per le leve al magazzino di Volterra, del reddito lordo di lire 239 36.

N. 28, del comune di Cascina (Ripoli), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 175 45.

N. 3, del comune di Suvereto (Montioni), assegnata per le leve al magazzino di Massa Marittima, del reddito lordo di lire 177 75.

N. 12, del comune di Lari (Sant'Ermo), assegnata per le leve al magazzino di Pisa, del reddito lordo di lire 157 58.

N. 3, del comune di Colle Salvetti (San Martino in Parrana), assegnata per le leve al magazzino di Livorno, del reddito lordo di lire 80 78.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso saranno a carico dei concessionari.

Pisa, addì 14 maggio 1882.

L'Intendente: FIORITO.

2623

ESATTORIA CONSORZIALE DI VALENTANO

COMUNE DI PIANSANO

Avviso per vendita coatta d'immobili.

Il sottoscritto esattore fa pubblicamente noto che a ore 10 antimeridiane del giorno 5 giugno 1882, ed occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, nei giorni 12 e 19 giugno 1882, avranno luogo nel comune di Piansano, coll'assistenza dei signori pretore e cancelliere della Pretura di Valentano, i seguenti incanti:

A danno di Eutizi Domenico fu Tommaso — Fabbricato in piazza San Bernardino, a confine Salvatori Gio. Battista, Barbieri Giuseppe, Santis Felice e strada, sezione unica, particella 188|1, reddito catastale 33 75, prezzo minimo lire 252 60.

A danno di Eutizi Antonia fu Francesco in Mecori — Fabbricato in via della Fontana, a confine Servili Vincenzo, Sertoli Anna Maria da due lati e strada da due lati, sezione unica, part. 180|4, reddito catastale 7 04, prezzo minimo lire 52 80.

A danno di Guidolotti Fabrizio fu Rocco — Fabbricato in vicolo della Volpe, a confine Rocchetti Mª Santa ved. Cini, Cini Vincenzo ed altri fu Francesco, Costanti Paola ved. Moscatelli, e strada, sezione unica, part. 81|1, reddito catastale 18 75, prezzo minimo lire 140 40.

A danno di Profili Lorenzo fu Liberato — Fabbricato in contrada La Rocca, a confine Ercolani Vincenzo fu Francesco e strada da tre lati, sez. 1ª, particella 348|3, reddito catastale 30, prezzo minimo lire 225.

A danno di Carli Maria Teresa fu Giuseppe in Piergiovanni — Terreno in contrada Poggio dell'Anzidonia, a confine Carli Felice in Lucattini, Carli Oliva in Papacchini e fosso, estens. ari 1 10, sez. 2ª, part. 12, valore censuario 5 52, prezzo minimo lire 24.

A danno della Confraternita del SS. Sagramento — Terreno in contrada Valle della Strada d'Arlena, a confine Cesari Maria fu Lorenzo in Ciofo, fosso e strada, estens. ari 7 42, sez. 1ª, part. 1181, valore censuario 60 77, prezzo minimo lire 261 60.

Altro terreno nei Prati della Noce Grossa, a confine Mangarini Giuseppe di Gaetano, Talucci eredi di Generoso e fosso, estens. ari 2 34, sez. 1ª, particelle 1859|1, 1859|2, valore censuario 31 74, prezzo minimo lire 136 20.

Fabbricato in via della Fama e vicolo della Volpe, a confine Guidolotti Bartolomeo fu Rocco, Comune di Piansano e strada, sez. 1ª, part. 149|1, reddito catastale 65 62, prezzo minimo lire 492.

A danno di Moretti Maddalena di Gio. Battista in Pietrucci — Terreno in contrada Coste del Fosso delle Streghe, a confine Bacchielli Luigi, Bartolotti Luigi e fratelli e fosso, estensione 5 32, sez. 1ª, part. 655-657, valore censuario 14 14, prezzo minimo 61 20.

Fabbricato in via dell'Archetto, a confine Decarli Angelo, Urbani Margherita e strada, sezione unica, part. 193|2, reddito catastale 5 62, prezzo minimo lire 42.

A danno di Barbieri Domenico e Sebastiano fu Vincenzo — Fabbricato in via della Rocca, a confine Vetrallini Andrea e fratelli, Talucci Anna fratelli e sorelle fu Generoso e strada, sezione unica, part. 324|2, reddito catastale 7 50, prezzo minimo lire 56 40.

Altro fabbricato in via della Forma, a confine Brizi Margherita vedova Brizi Domenico, ed altri e strada, sezione unica, part. 332 reddito catastale 7 50, prezzo minimo lire 56 40.

A danno di Cini Girolamo fu Giuseppe — Terreno in contrada Corte del Fosso delle Streghe-Monte, a confine Bacchielli Luigi, Binacciani Giuseppe e Maria di Andrea ed Andrea fu Angelo, fosso e traversato dello stradello, estensione ari 17 38, sez. 1ª, part, 658, 1918, 2001, 2227, valore censuario 48 51, prezzo minimo lire 210 60.

A danno di Cetrini Giacinta fu Francesco in Guidolotti — Terreno in contrada Prati della Noce Grossa, a confine Bocci Agnese fu Gio. Battista vedova Pasquarelli, Prugnoli Mª Antonia fu Domenico in Ceccarelli e fosso, estensione ari 2 32, sez. 1ª, part. 233 1 e 2, valore censuario 31 42, prezzo minimo lire 135 60.

A danno di Brizi Margherita vedova — Fabbricato in via della Rocca, a confine Brizi Domenico ed altri fu Francesco e strada, sezione unica 331|1, 332|2, reddito catastale 22 50, prezzo minimo lire 168 60.

A danno di Eutizi Mariantonia fratelli e sorelle fu Francesco — Fabbricato in via delle Capannelle, a confine Di Francesco Filippo, Gigli Domenico e strada, sezione unica, part. 180|1, reddito catastale 7 50, prezzo minimo 56 40.

A danno di Salvatori Angela fu Francesco vedova Ercolani — Terreno in contrada Piano di Sant'Anna, a confine Marchionni Paolina fu Domenico in Depaolis e sorella, Ciofo Giuseppe e Cioccioli Gioacchino, estensione ari 1 25, sez. 1ª, part. 845, valore censuario 13 26, prezzo minimo lire 57 60.

Fabbricato in piazza della Rocca, a confine Eutizi Domenico fu Tommaso, Demanio e strada, sezione unica, part. 178|3, reddito catastale 15, prezzo minimo 112 20.

A danno di Lucattini Bernardo e fratelli fu Gio. Antonio — Fabbricato in via della Fontana, a confine Falesiedi Paolina vedova Fabrizi Luigi e Maria fu Giuseppe e strada, sezione unica, part. 296|2, reddito catastale 11 25, prezzo minimo lire 84.

Altro fabbricato in via della Fontana, a confine Di Gio. Andrea Domenico fu Biagio, Campitelli Filomena, De Carli Angelo, sezione unica, part. 346|2, reddito catastale 7 50, prezzo minimo lire 55 80.

A danno di Bocci Agnese fratelli e sorelle fu Gio. Battista — Terreno in contrada Piano, a confine Vetrallini Andrea e fratelli e sorelle fu Bernardino, Rosati Bernardino fu Sebastiano e stradello, estensione ari 1 30, sez. 1ª, particella 881, valore censuario 13 79, prezzo minimo 60 60.

A danno di Forato Angela vedova De Simone e De Simone Giuseppe fu Felice Antonio — Fabbricato in via della Forma, a confine Confraternita del Sagramento, Cesari Maria fu Lorenzo in Ciofo e strada, sez. 1ª, part. 128|1, reddito catastale 11 25, prezzo minimo 84 60.

A danno di Moscatelli Stefano fu Francesco — Terreno in contrada Casaccia, a confine Falesiedi Angelo, Coscia Angelo e stradello, est. ..., are 1 74, sezione 1ª, part. 1956, 218, valore censuario 16 20, prezzo minimo lire 70 20.

A danno di Ercolani Vincenzo fu Francesco — Fabbricato in contrada La Rocca, a confine Di Gio. Andrea Domenico fu Biagio, Profili Lorenzo fu Liberato e strada, sezione unica, part. 346|4, 347|3, reddito catastale 32 50, prezzo minimo lire 243 60.

A danno di Pasquinelli Fermina e sorelle fu Luigi — Fabbricato in via dell'Archetto, a confine Volpini Maria vedova Lucattini, Burlini Bernardina vedova Lepri e strada, sezione unica, part. 213|1, reddito catastale 25 50, prezzo minimo 168 60.

A danno di Salvatori Teresa fu Francesco in Ercolani — Fabbricato in via della Rocca, a confine Eusepi Mª Antonia in Desantis, Papacchini Paolo, Decarli Oliva e strada, sez. 1ª, part. 836|2, reddito catastale 16 25, prezzo minimo lire 121 80.

A danno di Bolzo Geltrude fu Domenico — Terreno Pianetto, a confine Desantis Giuseppe, Salini Anna Maria e strada, estensione 1 50, sez. 1ª, particella 751, valore censuario 15 92, prezzo minimo 69 60.

A danno di Di Pietro Domenico fu Pietro — Terreno in contrada Casaccia, a confine Salini Rosa in De Paolis, Parrocchia di Piansano e stradello, est. ..., are 5 45, sezione 1ª, part. 1772, valore censuario 12 32, prezzo minimo lire 53 40.

A danno di Lucattini Gio. Antonio fu Giuseppe — Terreno in contrada Pian delle Fontanelle, a confine Eutizi Maddalena in Mezzetti, Eusepi Bernardo e strada, est. ..., are 2 41, sez. 1ª, part. 1115, 1116, 1119, valore censuario 14 84, prezzo minimo lire 64 20.

Fabbricato in piazza della Rocca, a confine Falesiedi Stanislao, Eutizi Domenico e strada, sez. 1ª, part. 178|2, 179|2, reddito catastale 45, prezzo minimo lire 337 80.

A danno di Bardo Mariangela in Brizi fu Domenico — Terreno in contrada Pianetto, a confine Gallerani Domenico, Prugnoli Nicola da tre lati, estensione ari 0 60, sez. 1ª, particella 720, valore censuario 6 37, prezzo minimo lire 27 60.

Altro terreno in contrada Pian delle Coste del Pozzo, a confine Cerboni Domenico, Ilari Veriano, estens. ari 2 23, sez. 1ª, part. 1031, 1032, 1033, valore censuario 8 84, prezzo minimo lire 37 80.

A danno di Rosati Felice fu Angelo — Terreno in contrada Pianetto, a confine Cini conte Giuseppe, Rosati Giuseppe ed altri, Bacchielli Francesco e Nicolai Teresa, estensione ari 1, sez. 1ª, part. 2242, valore censuario 10 61, prezzo minimo 45 10.

Fabbricato in piazza San Bernardino, a confine Salvatori Lucia ed altri fu Giovanni Battista e strada, sezione 1ª, part. 186|1, reddito catastale 5 62, prezzo minimo lire 42.

A danno di Brizi Virginia fu Giuseppe Antonio, in Rosati — Terreno in contrada Piano, a confine Di Filippo Nazzareno e Geltrude, Burlini Bernardina in Lepri, estens. 0 58, sez. 1ª, part. 941, valore censuario 6 15, prezzo minimo lire 26 40.

A danno di Moscatelli Luisa ved. Brizi fu Stefano — Terreno in contrada Casaccia, a confine Coscia Angelo fu Francesco, Lepri Marianna ved. Brizi e stradello, estens. ari 3 75, sez. 1ª, part. 1690, 1691, 1692, valore censuario 13 57, prezzo minimo 58 20.

A danno di Fronda Angela in Lucattini e Felice ved. Ercolani — Terreno in contrada Piano di Sant'Anna, a confine Brizi Giuseppe, Talucci eredi di Generoso, Talucci Maddalena in Foderini, estens. ari 2 07, sez. 1ª, part. 839, 2270, valore censuario 21 96, prezzo minimo lire 95 40.

Tutti i fondi sopra descritti sono situati nel comune suddetto.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in danaro corrispondente al 5 per cento del prezzo come sopra determinato per ciascun immobile, nè al primo incanto possono essere minori del prezzo minimo assegnato a ciascuno immobile.

Il deliberatario deve sborsare l'intero prezzo nei tre giorni successivi alla aggiudicazione, e più pagare le spese d'asta, tassa di registro e contrattuali.

Valentano, 12 maggio 1882.

2608 *Il Collettore*: FRANCESCO CORRADINI.

AVVISO. 2590

(1ª *pubblicazione*)

Io sottoscritto dott. Emanuele Maironi fu dottor Adolfo, notaio, residente nel comune di Bergamo, volendo svincolare la parte di cauzione eccedente a quella stabilita dall'articolo 17 del testo unico della legge sul riordinamento del Notariato 27 maggio 1879, n. 4900, rendo noto a chiunque possa averne interesse, di fare quelle opposizioni che crederà del caso, a sensi dell'art. 38 di detta legge.

Bergamo, li 29 aprile 1882.

Dott. EMANUELE MAIRONI notaio.

AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile del distretto di Finalborgo

Rende noto

Essere aperto il concorso alla piazza vacante d'ufficio di notaro in questo distretto, con residenza nella città di Finalmarina, attesa la morte del fu signor notaro Bogino Emanuele.

I concorrenti dovranno presentare a questo Consiglio notarile la loro domanda, corredata dei voluti documenti, entro giorni 40 dall'ultima pubblicazione del presente manifesto.

Finalborgo, 8 maggio 1882.

2591 Il pres. P. SASSO not.

R. Tribunale civile di Roma.

A richiesta di S. E. il procuratore generale della Corte dei conti sedente in Roma,

Io Garbarino Michele, usciere del Tribunale sullodato, notifico ai signori Commo Francesco e Scala Nicola Maria, di ignoti domicilio, residenza e dimora, la decisione emanata dalla 3ª sezione della prefata Corte dei conti in data del 24 marzo 1881, colla quale si condanna il suddetto signor Commo Francesco al pagamento di lire 30,823 35 con gli interessi dal 9 novembre 1869, ed alle spese di giudizio liquidate in lire 33 60, a tutta la spedizione della decisione stessa, senza pregiudizio della multa di lire 1980, e delle spese della compilazione dei conti di cui nella decisione 25 ottobre 1871; inoltre si ordina che della partita di annue lire 3610, inscritta al n. 158113, sul Gran Libro consolidato 5 per cento, a favore di Scala Nicola Maria fu Filippo, e vincolata fino alla concorrenza di lire 2337 50, per la gestione del comune, sieno incamerati i frutti non riscossi, e venduta l'annua rendita di lire 1015, versando l'ammontare nelle Casse dello Stato in diminuzione del debito risultante dalla medesima decisione, dovendo la residuale annua rendita di lire 1322 50, ed i relativi frutti, rispondere del debito del comune verso la Società della Regia cointeressata dei tabacchi.

Roma, 13 maggio 1882.

2595 L'usciere GARBARINO MICHELE.

(2ª *pubblicazione*)

AVVISO.

Al signor Presidente del Tribunale civile di Avellino e Giudici,

Luigi Cudillo, da Chiusano San Domenico, espone che essendo stato dispensato dall'officio notarile con decreto Reale del 20 agosto ultimo, chiede lo svincolo della cauzione prestata sul Gran Libro del Debito Pubblico, dell'annua rendita di lire quarantadue e centesimi cinquanta, non che la cancellazione dell'iscrizione presa a 14 dicembre 1874 su di un orto Piazza, sul fondo Cellara, e sulla selva Montelippoli, sui quali gli venne costituito il patrimonio notarile, e ciò ai sensi dell'articolo 38 della legge sul Notariato.

Chiusano San Domenico, li 14 aprile 1882.

Luigi Cudillo — Nicola De Rienzo procuratore.

Per copia conforme,

2381 ANTONIO GALLO vicecanc.

Consiglio notarile d'Asti.

Il presidente,

Visti gli articoli 10 e 135 della legge notarile e 25 del regolamento relativo;

Visto il verbale di questo Consiglio 29 aprile scorso,

Notifica

Essere aperto il concorso generale per due posti notarili, uno in Valfenera d'Asti, e l'altro in Cocconato.

Si avvertono perciò gli interessati di presentare le loro domande e titoli relativi al segretario di questo Consiglio, a mente dell'art. 27 del citato regolamento notarile.

Asti, 6 maggio 1882.

Il pres. CARLO GIUS. RISSO.

2553 Il segretario PIA.

AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile distrettuale di Catanzaro rende noto essersi reso vacante nel comune di Isca un uffizio di notaro per la traslocazione del signor notaro Gallelli Antonio in Badolato.

Il termine utile per la presentazione delle domande è di giorni 40, decorrendi dal giorno in cui saranno adempiute tutte le pubblicazioni ordinate dalla legge.

Catanzaro, 6 maggio 1882.

Il presidente S. RIZZUTO.

2628 Il segretario G. SCALFARI.

Società Italiana per le Strade Ferrate Meridionali

17ª SETTIMANA. — Dal 23 al 29 aprile 1882 — 2521

PROSPETTO DEI PRODOTTI

RETE ADRIATICO-TIRRENA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE	Media dei chilometri esercitati	Prodotti per chilometro
				Prodotti della Settimana.				
1882	204,148 05	5,986 05	47,721 80	191,749 47	4,594 36	454,199 73	1,539 00	295 13
1881	190,525 50	5,479 20	80,528 15	228,992 80	3,124 55	508,650 20	1,446 00	351 76
Differenze 1882	+ 13,622 55	+ 506 85	— 32,806 35	— 37,243 33	+ 1,469 81	— 54,450 47	+ 93 00	— 56 63
				Dal 1° Gennaio.				
1882	3,056,131 25	97,425 85	835,715 03	3,181,752 93	94,898 03	7,265,923 09	1,511 12	4,808 30
1881	3,009,366 14	95,913 67	915,232 00	3,430,712 43	56,064 48	7,507,288 72	1,446 00	5,191 76
Differenze 1882	+ 46,765 11	+ 1,512 18	— 79,516 97	— 248,959 50	+ 38,833 55	— 241,365 63	+ 65 12	— 383 46

RETE CALABRO-SICULA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE	Media dei chilometri esercitati	Prodotti per chilometro
				Prodotti della Settimana.				
1882	118,761 55	3,766 95	16.518 55	56,210 50	6,647 68	201,905 23	1,338 00	150 90
1881	93,503 00	3,173 85	20,234 90	99,894 35	2,813 44	219,619 54	1,285 00	170 91
Differenze 1882	+ 25,258 55	+ 593 10	— 3,716 35	— 43,683 85	+ 3,834 24	— 17,714 31	+ 53 00	— 20 01
				Dal 1° Gennaio.				
1882	1,625,923 62	48,959 27	320,346 35	1,721,215 23	68,259 73	3,784,704 20	1,338 00	2,828 63
1881	1,680,442 60	48,890 21	297,516 42	1,597,414 27	87,670 70	3,711,934 20	1,276 38	2,908 17
Differenze 1882	— 54,518 98	+ 69 06	+ 22,829 93	+ 123,800 96	— 19,410 97	+ 72,770 00	+ 61 62	— 79 54

AMMINISTRAZIONE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

VENDITA del palazzo denominato del Banco, *già spettante al Monte di Pietà di Roma, situato nel rione VII* (*Regola*), *distinto in mappa col numero* 253, *con due prospetti ed ingressi, uno sulla piazza del Monte, ai civici numeri* 98 *e* 99, *e l'altro in via Giubbonari, numero* 41.

Si compone di un pianterreno, per un terzo ad uso botteghe, di un piano mezzado e di due piani superiori, con soffitte, il tutto formante un numero di oltre 200 ambienti, per un reddito di lire 42,500 circa, soggetto alla sola detrazione dell'imposta fondiaria.

È provvisto di acqua Paola, Trevi e detta Marcia.

Il Consiglio permanente della Cassa dei Depositi e Prestiti, avendo deliberato di ricevere tutte quelle offerte di acquisto che venissero fatte tanto per una licitazione quanto per una trattativa privata,

Si notifica

che quest'ufficio d'Intendenza di finanza è autorizzato a ricevere, fino a tutto il giorno 30 giugno 1882, le offerte anzidette da tutti coloro che intendono concorrere all'acquisto del suddetto palazzo, e che tanto il capitolato di compra-vendita, quanto gli elenchi di stima, piante e documenti relativi, saranno visibili presso l'Intendenza stessa (Sezione Monte di Pietà), tutti i giorni, dalle ore 10 ant. alle 12 meridiane e dalle ore 2 alle 4 pomeridiane.

Roma, li 10 maggio 1882.

2597 *L'Intendente di finanza*: TARCHETTI.

AVVISO.

Ad istanza del nobil Collegio " Ghisglieri " in Roma, e per esso gli ecc.mi signori duca D. Scipione Salviati, protettore, monsignor Filippo Frassinelli, M. Cesare Crispotti, M. Giuseppe Sacripanti Vitutij, ed avvocato Colino Kambo, condeputati, rappresentati dall'avvocato Augusto Cataldi,

Io sottoscritto usciere presso la Cassazione di Roma, a senso dell'art. 141 Codice procedura civile, notifico la sentenza della Corte di cassazione di Roma, sezione civile, pubblicata il 25 marzo 1882, registrata in Roma il 28 marzo scorso, al signor conte Carlo Werner De Merode per tutti gli effetti di legge.

Roma, 13 maggio 1882.

2601 GIUSEPPE ALESSI usciere.

AVVISO.

Con decreto Ministeriale delli 24 aprile 1882 è autorizzata la pubblicazione della dimanda con cui si chiede che Giulio Lamm, figlio legittimo della marchesa Maria Lamm nei Rusconi, aggiunga all'attuale cognome quello di *Rusconi*.

Si notifica ciò per chiunque possa aver diritto opposizione od altro.

2584 AVV. ZACCONI GIULIO.

Situazione della Banca Nazionale Toscana

al 20 del mese di Aprile 1882.

Capitale sociale, utile alla tripla circolazione (R. decreto 23 settembre 1874, n° 2237) L. 21,000,000.

ATTIVO.

Voce	Dettaglio			Totale
Cassa e riserva				L. 18,439,301 73
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta — a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 18,895,042 94	22,163,470 79	22,163,470 79
	id. — id. maggiore di 3 mesi	„ 3,268,427 85		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„	„	
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„	„	
	Cambiali in moneta metallica	„	„	„ „
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„	„	
Anticipazioni				„ 739,155 „
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 12,655,378 50	14,636,036 „
	Id. id. per conto della massa di rispetto		„ 1,980,657 50	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		„ „	
	Effetti ricevuti all'incasso		„ „	
Crediti				„ 31,121,157 34
Sofferenze				„ 48,069 16
Depositi				„ 12,466,993 80
Partite varie				„ 6,318,217 17
			Totale	L. 105,932,400 99
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 223,883 41
			Totale generale	L. 106,156,284 40

PASSIVO.

Voce	Dettaglio	Totale
Capitale		L. 30,000,000 „
Massa di rispetto	Ordinaria 1,897,361 13; Straordinaria 1,686,608 99	„ 3,583,970 12
Circolazione biglietti di Banca		„ 42,028,150 „
Conti correnti ed altri debiti a vista		„ 226,953 90
Conti correnti ed altri debiti a scadenza		„ 6,250,151 55
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro		„ 12,466,993 80
Partite varie		„ 10,801,071 97
	Totale	L. 105,357,291 34
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso		„ 798,993 06
	Totale generale	L. 106,156,284 40

Distinta della Cassa e Riserva.

Voce	Importo
Oro ed argento	L. 3,750,035 40
Bronzo	„ 158,083 83
Biglietti consorziali	„ 11,552,756 50
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	„ 2,978,426 „
Totale	L. 18,439,301 73

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Voce	Saggio
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 5 „
Sulle cambiali pagabili in metallo	„ „ „
Per le anticipazioni su titoli e valori	„ 6 „
Per le anticipazioni su sete	„ 6 „
Sui conti correnti passivi	„ „ „

Biglietti in circolazione.

	Valore	Numero	Somma
Da restare in circolazione	50	80,377	4,018,850 „
	100	77,335	7,733,500 „
	200	42,689	8,537,800 „
	500	26,754	13,377,000 „
	1000	8,131	8,131,000 „
		Totale L.	41,798,150 „
Da levarsi di corso	0 50	145,800	72,900 „
	1	28,100	28,100 „
	2	7,500	15,000 „
	5	1,000	5,000 „
	10	1,100	11,000 „
	20	4,900	98,000 „
		Totale L.	230,000 „

Il rapporto fra il capitale L. 21,000,000 „ e la circolazione . . . . L. 42,028,150 „ è di uno a 2 „

Il rapporto fra la riserva „ 15,318,094 69 { la circolazione L. 42,028,150 „ e gli altri debiti a vista „ 226,953 90 } . . . . . . è di uno a 2 76

Prezzo corrente delle azioni . . . . L. 900 „

Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato . . . „ 3 „

2563 V° Per il Direttore Generale G. CHIOCCHINI. *Il Capo Contabile* A. CARRARESI.

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile di Roma

Fa noto

Che nella udienza del giorno 10 maggio corrente anno 1882, innanzi la prima sezione di questo Tribunale civile, all'asta pubblica, ebbe luogo la vendita del seguente stabile, espropriato ad istanza del signor Luigi Giraldini di Valentino, in danno della ditta Bertinelli e Nicoletti, e per esso del signor Francesco Nicoletti, nonchè di monsignor Pasquale Badia, e cioè:

Secondo e terzo piano della casa in Roma, in via Panico, con due ingressi, uno al numero trentadue e l'altro al numero trentaquattro; il fabbricato intero è gravato dal canone di scudi diciassette e baiocchi 85 1[4, a favore dei Santi Celso e Giuliano, segnato in mappa, numero quattrocentocinquantuno, numeri sette ed otto, rione V, confinanti il Capitolo dei Santi Celso e Giuliano e Luigi Napoleoni, gravato dell'imposta come sopra di lire centoquaranta e centesimi sessantatre.

Che detto fondo è stato aggiudicato al signor Domenico De Petris del fu Giuseppe, per persona da nominare, che indi designò nell'ingegnere Raffaele Canevari del fu Giovanni Battista, per il prezzo di lire duemilasettecentocinquantacinque;

Che ora sul prezzo suindicato di lire 2755 può farsi l'aumento non minore del sesto, con dichiarazione da emettersi in questa cancelleria nel termine di giorni quindici;

E che infine il termine utile per siffatto aumento scade col giorno venticinque corrente mese, con avvertenza che l'offerente deve uniformarsi alle disposizioni contenute nell'articolo 680 del Codice di procedura civile.

Roma, li 14 maggio 1882.

Il vicecanc. Castellani.

Si dichiara che l'originale è munito del bollo speciale di tassa di registro di lira 1 e centesimi 20.

Per copia semplice conforme al suo originale, che si rilascia per uso di inserzione,

Roma, dalla cancelleria del Tribunale civile e correzionale, questo dì 15 maggio 1882.

2637 Il vicecanc. C. PAGNONCELLI.

AVVISO. 2596

(1ª *pubblicazione*)

Nel giorno 26 giugno 1882, innanzi la seconda sezione del Tribunale, si procederà alla vendita giudiziale dei seguenti fondi, in cinque lotti, espropriati in danno di Luigi Gionne, ad istanza di Ottavio Sebastianelli, ammesso al gratuito patrocinio con decreto 10 novembre 1879.

1. Orto in contrada Strada Nuova, num. 765, nel comune di Genazzano — Terreno seminativo, vitato, detto Territorio o Valle Rotella, n. 1313 — Castagneto, posto come sopra, in contrada Taverno, al n. 1510. Lire 115 80.

2. Terreno seminativo, come sopra, alla Montagna, nn. 2440 e 2862 — Pascolo olivato, posto come sopra, a Valle Cucuzza, n. 2781 — Terreno seminativo e pascolo, come sopra, in contrada Taverna, nn. 3341 e 3342. Lire 80 40.

3. Terreno seminativo, come sopra, in contrada Valle Cardellina, n. 3377 — Terreno seminativo, come sopra, in contrada Mola Giuli, nn. 3385, 3386 e 3388 — Terreno pascolivo, come sopra, in contrada Musci, n. 3593. Lire 53 40.

4. Terreno seminativo, come sopra, in contrada Trigliano, n. 4731 — Terreno seminativo, come sopra, in contrada Colle Panciano, n. 881, sez. 2ª — Terreno, come sopra, a Valle Cardellina, seminativo, vitato, nn. 4435 e 4624. Lire 58 20

5. Casa con cantina, come sopra, in contrada Portella, n. 250 sub. 5 e 6, civici nn. 22, 23 e 24. Lire 309 60.

Roma, 29 aprile 1882.

AVV. VINCENZO FIORENTINI proc.

ESATTORIA COMUNALE DI AMASENO

Avviso per vendita coatta d'immobili.

Il sottoscritto esattore fa pubblicamente noto che alle ore dieci antimeridiane del giorno 9 giugno 1882, nel locale della Pretura di Vallecorsa, con la assistenza degli illustrissimi signori pretore e cancelliere della Pretura del mandamento di Vallecorsa, si procederà alla vendita a pubblico incanto degli immobili sottodescritti, appartenenti ai sottonominati individui, domiciliati in Amaseno, debitori dell'esattore che fa procedere alla vendita.

Gli immobili sono posti tutti nel comune di Amaseno.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in danaro corrispondente al 5 per cento del prezzo come sopra determinato per ciascun immobile, nè al primo incanto possono essere minori del prezzo minimo assegnato a ciascuno immobile.

Il deliberatario deve sborsare l'intero prezzo nei tre giorni successivi alla aggiudicazione, e più pagare tutte le spese d'asta, tassa di registro e contrattuali.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 16 giugno 1882, ed il 2° nel giorno 23 giugno 1882, nel luogo ed ore suindicati.

Contro Poncelli Virginio fu Domenico:

Fabbricato al vicolo del Fico, di tre vani in un piano, confinanti Zagaroli Lorenzo e fratelli, Nardoni Sante e strada a due lati, sezione Paese, particella 390[1, del reddito catastale di lire 22 50, prezzo di vendita lire 219. Libero.

Contro Tiberi Maria fu Giovanni:

Fabbricato in via della Lepre, di tre vani in due piani, confinanti Capolungo Cleto, Solli Innocenzo di Pietro, Malaspina Domenica vedova Mastropietro, sezione Paese, part. 336[1, reddito catastale lire 19 50, libero, prezzo di vendita lire 192.

Contro Panici Teresa di Bernardo, vedova Zagaroli, usufruttuaria, e proprietarie le figlie Cecilia, Maria, Elena ed Assunta fu Francesco Zagaroli:

1. Terreno, vocabolo Salvius, confinanti Jorio Luigi fu Giovanni, Altare del SS. Rosario, estensione ari 11 60, sez. 2ª, particella 513[1, 2, reddito catastale scudi 3 69, prezzo di vendita lire 24. Libero.

2. Altro terreno, vocabolo Campo del Tesoro, confinanti strada, Zagaroli Antonio fu Lorenzo, e Zagaroli Annunziata fu Luigi ed altri, estensione ari 1, sez. 2ª, particella 968, reddito catastale scudi 8 02, libero, prezzo di vendita lire 49 80.

3. Fabbricato in via Reale, di un vano uso cantina, confinante Balzarani Agnese, Caradonna Luigi fu Alessandro e strada, sezione Paese, particella 305[3, reddito catastale lire 9, prezzo di vendita lire 87 60. Libero.

Contro Lampazzi Vincenzo di Arcangelo:

1. Fabbricato in piazza del Sole, di due vani in un piano, confinante Lampazzi Vincenzo, Boccia Vincenzo e dell'Uomo Angelo, sezione Paese, particella 293[2, reddito catastale lire 15, libero, prezzo di vendita lire 146.

2. Altro fabbricato al vicolo Palestra, di un vano, confinante Rossi Elisa e sorella, Rotondi Pasquale e Capua Maria, sezione Paese, particella 30[1, reddito catastale lire 4 50, prezzo di vendita lire 44 40. Libero.

Contro Bonelli Maria fu Antonio maritata Cianfarani:

1. Terreno, vocabolo Boranello, confinante Polidori Francesco a tutti i lati, come erede di Venditti Marcello, estensione are 13, sezione 4ª, particella 60, reddito catastale scudi 2 08, libero, prezzo di vendita lire 12 30.

2. Fabbricato in via della Fortuna, di due vani in due piani, confinante Caradonna Luigi, Balzarani Agnese e strada di passaggio, sezione Paese, particella 303[1, reddito catastale lire 15, prezzo di vendita lire 146. Libero.

Contro Filippi Giovanni fu Albino:

Fabbricato in via della Fortuna, confinante Bragalone Domenico, Nardoni Arcangelo fu Lorenzo, De Luca Lorenzo, sezione Paese, particella 93[2, 92[4, reddito catastale lire 22 50, prezzo di vendita lire 219. Libero.

Contro Nardoni Enrica fu Pietro in Zomparelli:

Fabbricato in piazza del Castello, di tre vani in tre piani, confinante strada a due lati, e Poncelli Felice, sezione Paese, particella 334, reddito catastale lire 26 25, libero, prezzo di vendita lire 256.

Contro Poncelli Francesco fu Lorenzo:

Fabbricato in vicolo della Scrofa, di due piani in due vani, confinante Cappella di Sant'Anna, Compagnia del SS. Sacramento, Apponi Angela fu Rocco, sezione Paese, particella 5[1, reddito catastale lire 18 75, prezzo di vendita lire 183. Libero.

Contro Rotondi Tommaso fu Antonio:

Fabbricato in via Lunga, di due vani in un piano, confinante Mastropietro Gioacchino, Mattia Michele, Cimaroli Giuseppe, sezione Paese, part. 210[1, reddito catastale lire 18, libero, prezzo di vendita lire 139.

Contro Rotondi Rosa fu Lorenzo:

Fabbricato in via del Leone, di due vani in un piano, confinante Ruggeri Vincenzo ed altri, Flamini Luigi fu Francesco, Apponi Alfonso e fratelli, sezione Paese, particella 162[2, reddito catastale lire 18 75, libero, prezzo di vendita lire 184.

Contro Ruggeri Maria fu Francesco vedova Giorgi:

Fabbricato in via del Fico, di due vani in un piano, confinante Apponi Luigi, Zagaroli Lorenzo e strada, sezione Paese, particella 389[1, reddito catastale lire 18, prezzo di vendita lire 139. Libero.

Ceccano, lì 7 maggio 1882.

2537 *Il Collettore*: ACHILLE SINDICI.

CITTÀ DI TORINO

AVVISO D'ASTA per l'impresa della purgatura dei canali ed acquedotti pubblici municipali nell'interno ed al di fuori della città.

Venerdì 2 giugno 1882, alle ore 2 pomeridiane, in una sala al primo piano del civico palazzo, avanti al sindaco, e coll'assistenza del segretario municipale, si procederà all'incanto, a partiti segreti, secondo le norme del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, per l'impresa della purgatura dei canali ed acquedotti pubblici municipali discorrenti nell'area urbana, al di fuori della città ed anche del suo territorio, siano essi coperti o scoperti, d'acqua viva o di spurgo, con tutte le loro attinenze e dipendenze, dei quali incombe alla Città la manutenzione, esclusi i fossi dei viali e delle strade, e tutto quanto riflette le case municipali od a carico del Municipio, oltre all'esecuzione delle opere accessorie di sgombro, di manutenzione e di riparazione, e di quelle ausiliarie, sì e come sono indicate nel capitolato speciale di cui infra, e meglio come tale impresa risulta descritta e designata nel capitolato speciale di condizioni, e negli annessivi elenchi di opere e di prezzi approvati dalla Giunta municipale in seduta del 12 gennaio ultimo scorso, intendendosi compresi, oltre quelli già esistenti, anche i nuovi canali ed acquedotti che nel corso dell'impresa venissero fatti costrurre.

L'impresa, il cui importo annuale è approssimativamente calcolato in lire 30,000, avrà principio col primo luglio 1882, e sarà durativa a tutto il 31 dicembre 1887; essa sarà aggiudicata a favore di quello fra i concorrenti che avrà offerto, sui relativi prezzi, maggiore diminuzione d'un tanto per cento, superando od almeno raggiungendo il ribasso minimo prestabilito dal sindaco in ischeda suggellata e deposta, alla presenza degli astanti, sul banco dello incanto, sotto l'osservanza delle condizioni contenute sia nel capitolato speciale ed annessivi elenchi, approvati dalla Giunta nella seduta succennata, sia negli altri capitolati ed elenchi in quello enunciati.

Per essere ammesso a far partito ciascun aspirante dovrà presentare un attestato, di data non anteriore a sei mesi, spedito da un ingegnere esercente in Torino e conosciuto dalla civica Amministrazione, il quale certifichi avere esso aspirante dato prove di onestà, di abilità e di pratiche cognizioni nello eseguimento d'imprese della natura ed importanza di quella di cui si tratta; dovrà inoltre depositare, a cautela dell'asta, a mani del civico tesoriere, pur presente, la somma di lire 3000, in danaro od in fondi pubblici dello Stato o della Città al portatore ed al valore in corso; quale deposito sarà restituito ai non deliberatari non appena finito l'incanto, ed al deliberatario dopo stipulato il contratto con cauzione, a cui si addiverrà entro otto giorni dal deliberamento definitivo.

Le schede d'offerta, estese su carta bollata da una lira e suggellate, saranno all'apertura dell'incanto rimesse, coll'attestato anzidetto, dai concorrenti a mani del sindaco, il quale ne darà lettura agli astanti.

Il tempo utile (fatali) per presentare offerta di ribasso, non inferiore al ventesimo sui prezzi di deliberamento, scade alle ore 11 antimeridiane di lunedì 19 giugno p. v.

I prementovati capitolati delle condizioni ed elenchi sono visibili nel civico ufficio d'arte.

Le spese tutte degli incanti, del contratto con cauzione, con una copia del medesimo per la Città ed ogni altra accessoria, sono a carico del deliberatario.

Torino, dal Palazzo municipale, addì 12 maggio 1882.

2576 *Il Segretario*: Avv. PICH.

SOTTOPREFETTURA DI VITERBO

Il sottoprefetto del circondario di Viterbo,

Vista la lettera del prefetto della provincia di Roma, con cui si notifica essere stato disposto il collaudo dei lavori della strada comunale obbligatoria dal comune di Vitorchiano al confine di Soriano, appaltata al sig. Giuseppe Staffieri;

Veduto l'art. 360 della legge sui lavori pubblici, allegato *F* di quella 20 marzo 1865, n. 2248;

Veduto l'articolo 84 del regolamento approvato con R. decreto 19 dicembre 1873, num. 2854,

Notifica:

Tutti coloro che vantassero crediti contro il suindicato appaltatore, per occupazioni permanenti e temporanee di stabili, e danni relativi, e per effetto dei lavori eseguiti, potranno presentare i loro titoli o a questa Sottoprefettura, o al signor sindaco di Vitorchiano, entro i trenta giorni successivi a quello in cui il presente sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

Decorso tale termine non si farà più luogo a procedere per tali crediti nei modi indicati nell'articolo 361 della precitata legge, e dovranno i creditori agire col mezzo dei magistrati ordinari e nelle forme stabilite dalla Procedura civile.

Viterbo, 10 maggio 1882.

2574 *Il Sottoprefetto*: A. PISANI.

INTENDENZA DI FINANZA IN FIRENZE

Avviso d'Asta per secondo incanto.

Essendo riuscito infruttuoso l'incanto tenuto addì 8 maggio 1882 per l'appalto della rivendita dei generi di privativa n. 22, nel comune di Firenze, via al Canto alla Paglia, nel circondario di Firenze, provincia di Firenze, e del presunto reddito annuo lordo di lire 5917, si fa noto che nel giorno 30 del mese di maggio anno 1882, alle ore 10 antimerid., sarà tenuto nell'ufficio d'Intendenza in Firenze un secondo incanto ad offerte segrete, avvertendo che si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

La rivendita suddetta deve levare i generi dal magazzino delle privative, 2° circondario, in Firenze.

Gli obblighi ed i diritti del deliberatario sono indicati da apposito capitolato ostensibile presso il Ministero delle Finanze (Direzione generale delle Gabelle), presso l'Intendenza di finanza e presso l'ufficio di vendita dei generi di privativa.

L'appalto sarà tenuto colle norme e formalità stabilite dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Coloro che intendessero aspirare al conferimento di detto esercizio dovranno presentare, nel giorno e nell'ora suindicati, in piego suggellato, la loro offerta in iscritto all'uffizio d'Intendenza in Firenze.

Le offerte per essere valide dovranno:

1. Essere stese sopra carta da bollo da una lira;
2. Esprimere in tutte lettere l'annuo canone offerto;
3. Essere garantite mediante deposito di lire 592, corrispondente al decimo del presuntivo reddito suesposto. Il deposito potrà effettuarsi in numerario, in vaglia o Buoni del Tesoro, ovvero in rendita consolidata italiana calcolata al prezzo di Borsa della capitale del Regno;
4. Essere corredate di un documento legale comprovante la capacità di obbligarsi.

Le offerte mancanti di tali requisiti, o contenenti restrizioni o deviazione dalle condizioni stabilite, o riferentisi ad offerte di altri aspiranti, si riterranno come non avvenute.

L'aggiudicazione avrà luogo sotto l'osservanza delle condizioni e riserve stabilite nel ripetuto capitolato a favore di quell'aspirante che avrà offerto il canone maggiore, sempreché sia superiore o almeno eguale a quello portato dalla scheda dell'Amministrazione.

Seguita l'aggiudicazione saranno immediatamente restituiti i depositi agli altri aspiranti. Quello del deliberatario sarà trattenuto fino al momento della stipulazione del contratto e della prestazione della cauzione stabilita dalle articolo 4 del capitolato d'oneri.

Sarà ammessa entro il termine perentorio di giorni 15 l'offerta di aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Saranno a carico del deliberatario tutte le spese per la pubblicazione degli avvisi d'appalto, quella per la inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* o nel giornale della provincia (quando ne sia il caso), le spese per la stipulazione del contratto, le tasse governative e quelle di registro e bollo.

Firenze, il 10 maggio 1882.

2621 *Per l'Intendente*: L. MUNICCHI.

MUNICIPIO DI SESSA AURUNCA

AVVISO.

Art. 1. L'Amministrazione comunale procederà all'asta pubblica al fitto delle seguenti sezioni demaniali:

1. Prima porzione Paneta, per annue lire 5550.
2. Seconda porzione Paneta, per annue lire 5550.
3. La Doppia, per annue lire 510.

Art. 2. Le sopradette sezioni s'intendono locate a corpo e non a misura, e propriamente nello stato in cui attualmente si trovano, tanto in ordine alla estensione ed alla condizione di ciascuna di esse, quanto in ordine alle scambievoli soggezioni alle quali possano andar soggette pel passaggio che trovasi ordinato nei verbali di consegna redatti dal perito signor Giuseppe Lombardi.

Art. 3. I fittuari non avranno giammai diritto e per qualunque siasi causa a pretendere escomputo di sorta alcuna, dovendo essi espressamente e formalmente rinunziare a qualunque caso fortuito preveduto ed impreveduto, ordinario e straordinario, nel più ampio fine ed esteso senso degli articoli 1620 e 1621 del vigente Codice civile.

Art. 4. La durata del presente fitto sarà di anni sei continui, a contare dal primo settembre del corrente anno 1882 e terminare a tutto agosto del 1888.

Art. 5. Essendo le suindicate sezioni a pascolo, i pagamenti degli estagli determinati in conseguenza delle aggiudicazioni dovranno farsi in tre rate eguali, cioè una a primo gennaio, la seconda a primo maggio, e la terza a primo settembre di ciascun anno.

Art. 6. Per qualunque caso di controversia che potrà mai sorgere tra i locatari ed il Comune, come anche per qualunque incidente, fosse anche per mancanza di cosa locata, e per qualunque circostanza non preveduta nelle presenti condizioni, non potranno i fittuari sospendere o ritardare i pagamenti degli estagli alle rispettive scadenze, nè produrre opposizioni ai pagamenti suddetti, dovendo essi sperimentare le loro ragioni, in caso di controversia, in separato giudizio di propria sede.

Art. 7. Non sarà lecito a ciascun fittuario sublocare ad altri le sezioni che gli sono rimaste aggiudicate, senza lo espresso consenso dell'Amministrazione comunale, come pure non sarà permesso, senza il consenso di essa, di cambiare la natura del suolo delle sezioni medesime, sotto pena di una multa di lire 200 per ogni ettaro di terreno, esigibile dal Comune a titolo di compenso dei danni ed interessi, e ciò oltre alle pene comminate dalle leggi e regolamenti in vigore.

Art. 8. Nell'entrare i fittuari nel godimento dell'affitto, dovrà per mezzo del perito signor Giuseppe Lombardi redigersi verbale del modo di coltura, dello stato di mantenimento, e di tutte le altre condizioni in cui trovasi ciascuna sezione, e così farne la consegna alla scadenza dell'affitto.

Art. 9. Lo espurgo, l'arginazione ed il mantenimento dei fossi e corsi d'acqua, e dei rivi o torrenti che attraversano o costeggiano terreni demaniali, sono interamente a carico dei fittuari, ciascuno per quanto importa la estensione della propria sezione, ed in ragione dell'interesse che ciascuna sezione demaniale vi rappresenta.

Art. 10. La riparazione ed il mantenimento del rivolo D'Auria sarà a carico dei conduttori delle sezioni che vi hanno interesse, nonchè dei proprietari frontisti, ai termini della legge sulle opere pubbliche, non intendendo la Amministrazione comunale assumere alcuna responsabilità in caso d'innondazioni per lo straripamento del rivolo suddetto.

Art. 11. Tutti coloro che vorranno essere ammessi alla licitazione per l'affitto delle sopraindicate sezioni dovranno esibire la garanzia di persone possidenti e solvibili, di soddisfazione della Giunta. Queste persone dovranno solidalmente obbligarsi col fittuario tanto negli atti di subasta quanto nello istrumento da stipularsi a favore del Comune.

Art. 12. Ciascun fittuario e garante solidale dovrà nell'istrumento di fitto stabilire un'ipoteca sopra fondi liberi e scevri da ogni altra iscrizione per la sicurezza degli estagli.

Art. 13. Per tutti gli effetti della presente locazione i fittuari ed i garanti solidali dovranno eleggere il proprio domicilio nella casa comunale.

Art. 14. Tutte le spese per le subaste, per la stipula dell'istrumento, comprese quelle di registrazione e trascrizione e quelle relative ai verbali di consegna, sono interamente a carico dei fittuari. A quale effetto, nel momento della licitazione, dovranno depositarsi nella segreteria comunale la somma di lire 1000 per ciascuna porzione della sezione Paneta, e lire 50 per la Doppia.

Art. 15. I contratti saranno validi appena approvati dalla Giunta municipale.

Art. 16. La licitazione avrà luogo nel giorno di giovedì 1° giugno 1882, innanzi all'autorità municipale, nel locale della segreteria comunale.

Il termine dei fatali per presentare le offerte in aumento, non minori del ventesimo sul prezzo del deliberamento è di giorni 15, che scadranno al sedici giugno 1882, alle ore due pomeridiane.

L'affitto sarà deliberato all'ultimo e migliore offerente, ad estinzione di candela vergine.

Sessa Aurunca, 12 maggio 1882.

Il Regio Delegato: G. MAZZONI.

2610 *Il Segretario*: LOGGIA.

INTENDENZA DI FINANZA IN BERGAMO

Avviso di concorso.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite di generi di privativa qui appresso indicate:

N. d'ordine	COMUNE	Numero della rivendita	MAGAZZINO da cui la rivendita dipende	REDDITO ANNUO
1	Osio di Sotto . . .	1	Bergamo . . .	L. 850 02
2	Cologuola	1	Bergamo . . .	» 719 13
3	Alzano Maggiore . .	2	Bergamo . . .	» 560 18
4	Pescante.	1	Zogno	» 375 26
5	Peia	1	Clusone. . . .	» 306 40
6	Chiuduno.	3	Bergamo . . .	» 195 76
7	Torre Pallavicina. .	2	Soncino. . . .	» 191 07
8	Carenno	1	Lecco	» 151 74
9	Locatello.	1	Bergamo . . .	» 141 17
10	Premolo	1	Clusone. . . .	» 138 90
11	Bianzano	1	Lovere	» 59 90
12	Bergamo (frazione Astino)	51	Bergamo . . .	Nuova istituzione.
13	Bergamo (fraz. Fontana)	52	Bergamo . . .	id.
14	Calolzio	2	Lecco	id.
15	Almenno S. Bartolomeo (fraz. Carobais)	5	Bergamo . . .	id.
16	Barbata	1	Martinengo . .	id.
17	Fuipiano al Brembo .	1	Zogno	id.

Le rivendite saranno conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Le domande, corredate dai prescritti documenti, non saranno più accettate dopo un mese dalla data del presente avviso.

Le spese di pubblicazione sono a carico dei concessionari.

Bergamo, 3 maggio 1882.

2458 *L'Intendente*: M. BUNIVA.

RIASSUNTO della Situazione del dì 30 del mese di Aprile 1882 del BANCO DI SICILIA

Capitale sociale o patrimoniale utile alla tripla circolazione (R. D. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 12,000,000
Riserva metallica vincolata (Art. 57 Reg. 21 gennaio 1875) . . . . L. 12,000,000.

ATTIVO.

Voce	Descrizione	Parziali	Totali
Casse e riserva			L. 22,021,874 33
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta, a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 22,639,016 20	
	id. maggiore di 3 mesi	» 461,078 70	
	Cedole di rendita e cartelle estratte	» 46,926 25	
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	» 1,682,305 05	
	Cambiali in moneta metallica	» »	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	» »	» 24,829,326 20
Anticipazioni			» 6,563,761 73
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca	L. 5,158,870 32	
	Id. id. per conto della massa di rispetto	» 379,744 65	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza	» 158,127 61	
	Effetti ricevuti all'incasso	» 608,874 71	» 6,305,617 29
Crediti			» 11,196,928 97
Sofferenze			» 3,623,217 64
Depositi			» 15,137,934 18
Partite varie			» 3,229,484 76
	Totale		L. 92,908,145 10
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso			» 280,916 27
	Totale generale		L. 93,189,061 37

PASSIVO.

Voce	Importo
Capitale	L. 11,200,000 »
Massa di rispetto	» 2,300,000 »
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	» 30,753,204 »
Conti correnti ed altri debiti a vista	» 26,949,156 50
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	» »
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	» 15,137,934 18
Partite varie	» 6,295,229 90
Totale	L. 92,635,524 58
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	» 553,536 79
Totale generale	L. 93,189,061 37

Distinta della Cassa e Riserva.

Voce	Importo
Oro	L. 8,961,200 »
Argento	» 4,054,997 60
Bronzo nella proporzione dell'uno per mille (Art. 30 Reg. 21 gennaio 1875)	» 2,368 73
Biglietti consorziali	» 8,069,218 »
Riserva	L. 21,087,774 33
Biglietti di altri Istituti d'emissione	» 934,100 »
Bronzo eccedente la proporzione dell'uno per mille	» »
Cassa	L. 22,021,874 33

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Importo
da L. 50	148,964	L. 7,448,200 »
da L. 100	76,187	» 7,618,700 »
da L. 200	27,179	» 5,435,800 »
da L. 500	11,620	» 5,810,000 »
da L. 1000	4,259	» 4,259,000 »
Somma		L. 30,571,700 »

Biglietti, ecc., di tagli da levarsi di corso.

Valore	Numero	Importo
da L. 1	94,565	L. 94,565 »
da L. 2	14,727	» 29,454 »
da L. 5	3,739	» 18,695 »
da L. 10	1,619	» 16,190 »
da L. 20	1,130	» 22,600 »
Totale		L. 30,753,204 »

Il rapporto fra il capitale L. 12,000,000 » e la circolazione . . . . L. 30,753,204 » è di uno a 2 563

Il rapporto fra la riserva » 21,087,774 33 { la circolazione L. 30,753,204 » / e gli altri debiti a vista » 26,949,156 50 } » 57,702,360 50 è di uno a 2 736

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

	3 mesi	4 mesi
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 4	4 1/2
Sulle cambiali pagabili in metallo	» »	»
Per le anticipazioni su titoli e valori	» 5	»
Per le anticipazioni su sete	» »	»
Sui conti correnti passivi	» »	»

Palermo, 9 maggio 1882.

Visto — IL DIRETTORE GENERALE
NOTARBARTOLO.

Il Ragioniere Capo
G. BAZAN.

2561

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Roma

Fa noto

Che nell'udienza del giorno 8 maggio corrente anno 1882, innanzi la prima sezione di questo Tribunale, ebbe luogo la vendita dei seguenti fondi espropriati ad istanza della Società Farmaceutica Romana, sotto la ragione sociale Peretti-Amici e Compagni, e per essa il signor Paolo Peretti, in danno di Andrea Ramarini, ecc.:

1. (Lotto 1°). Terreno vignato, seminativo, posto in Monte Rotondo, in vocabolo Lo Scoppio, distinto nel catasto di Monte Rotondo coi numeri 508 e 509, sezione 2ª, confinanti i beni di Desiderio Colleoni e Filippo Federici, gravato dell'annuo canone di scudi 11 82, pari a lire sessantatre e centesimi cinquantatre, a favore del Capitolo di Monte Rotondo, salvi ecc., gravato dell'annuo tributo diretto verso lo Stato di lire 831.

2. (Lotto 2°). Terreno vignato, seminativo, posto in Monte Rotondo, in vocabolo San Martino, ed altro cannetato, vocabolo Lo Scoppio, distinto il primo alla sezione 2ª col n. 520, ed il secondo alla medesima sezione col numero 474, confinante il primo col vicolo vicinale e coi beni degli eredi di Salvatore Vaselli e Cavallini Domenico, ed il secondo coi beni di Bernardo fratelli Boschini, Pasquale e Domenico fratelli Antonelli, e col fosso della Balicara, ambedue gravati dell'annuo canone di lire 9 e cent. 13 a favore della Cappellania Sperduti, salvo ecc., gravati dell'annuo tributo diretto verso lo Stato, il primo di lira una e cent. 94, l'altro di lira una e cent. 65; i fondi descritti nel presente lotto sono affetti di usufrutto a favore della signora Maria Riva vedova Ramarini, in virtù di testamento del fu Luigi Ramarini per gli atti del notaro Frosi 30 settembre 1876.

3. (Lotto 6°). Terreno prativo, in vocabolo Grotta Nera, o Grotta Ceca, posto nel comune di Mentana, distinto in catasto alla sezione prima col numero 609, confinante colla proprietà Santucci, il fosso di Grotta Nera, la strada delle Fontanelle, gravato dell'annua imposta erariale di lire sei e centesimi trentasei.

(Lotto 7°). Terreno nel comune di Mentana, in vocabolo Fonte del Pascolo, o del Peccato, distinto in catasto alla sezione prima col n. 967, confinante coi beni di Antonelli Pietro e principe Borghese, ecc., gravato dell'imposta annua in principale di lira una e centesimi dodici.

(Lotto 8°). Terreno, posto nel comune di Mentana, in vocabolo delle Cellette, distinto in catasto nella sezione prima col numero 949 o 999, confinante i beni Sordi o Lordi, eredi Torrini e fosso, gravato dell'imposta annua erariale in principale di lira una e centesimi 25.

4. (Lotto 9°). Tre appezzamenti, posti nel territorio di Mentana nella valle come appresso:

a) In vocabolo Fantino o Pantano, distinto nel catasto alla sezione prima col n. 249, confinante la proprietà Margheggiani, Sordi o Lordi, e vicolo Vicinale, gravato dell'annua imposta erariale in principale di centesimi venti.

b) In vocabolo Moletta o Moleto, distinto in catasto alla sezione prima col num. 264, confinante con la proprietà Margheggiani, Santucci, ecc. Arcipretura di Mentana, salvi ecc., gravato dell'annua imposta erariale in principale di lira una e centesimi uno;

c) In vocabolo Peschiera, segnato in catasto alla sezione prima, numero di mappa 268, confinante i beni Ceccarelli, Lodi Egidio ed altri, salvi ecc., gravato dell'annua imposta erariale in principale di lire due e centesimi 26.

(Lotto 16°). Grotta in via del Duomo, posta in Monterotondo, distinta al catasto coi numeri 350 o 55 1|2, confinanti Federici Antonio, Giovanni Fulgenzio ed altri, composta di varie braccia e corsie, con tutti gli annessi e con-

nessi e dipendenze e con tutti i diritti loro, quando anche non fossero specificatamente indicati nella presente descrizione, salvi ecc., gravata dell'annua imposta erariale in principale di lire 7 e centesimi 03.

5. (Lotto 10°). Casa posta in Monterotondo, via delle Stalle, o Stelle, distinta nel catasto n. 112, composta di un piano terreno, due piani superiori, suddivisi in otto ambienti, confinanti Alessandrucci Sabino e la via pubblica, ecc., gravata dell'annua imposta erariale in principale di lire 53 e centesimi 91.

(Lotto 15°). Casa in via delle Mura, distinta in catasto col numero 20, composta di piano terreno e due piani superiori, suddivisi in numero ventitre ambienti, confinanti Giuseppe e Maddalena Vitali, la piazza del Duomo e la via pubblica, salvi ecc., gravata dell'annua imposta erariale in principale di lire novantacinque e centesimi ottantuno.

6. (Lotto 14°). Casa in via del Mattonato, distinta in catasto ai numeri 424 subalterno 1 rata, 424 sub. 2 rata e 424 subalterno 3 rata, composta di piano terreno, con sottostante cantina e due piani superiori, e suddivisi in cinque ambienti, confinanti i beni di Ponzi Domenico, Raffaele Fabbri e Lorenzo, la via pubblica, salvi ecc., gravata dell'annua imposta erariale in principale di lire 28 13.

Che detti fondi sono stati aggiudicati:

Il 1° lotto, al n. 1, al signor Augusto Del Pio di Antonio, per il prezzo di lire 2872 40.

Il 2° lotto, al numero 2, al signor Giuseppe Ramarini, per il prezzo di lire 2300.

I lotti 6°, 7° e 8°, al numero 3, al signor avvocato Giulio Cesare Gabrielli Vasselli per persona da nominare, che indi designò nel signor principe don Paolo Borghese; il sesto lotto per il prezzo di lire 745, il settimo per lire 506, e l'ottavo per lire 221.

I lotti 9° e 16°, al numero 4, al signor Giulio Navone, procuratore, per persona da nominare, che indi designò nella persona della signora Anna Maria Riva del fu Francesco; il nono lotto per lire 461 20, ed il sedicesimo per lire 2900.

I lotti 10° e 15°, al numero 5, al signor Girolamo Amicizia; il decimo per il prezzo di lire 8200, e il quindicesimo per lire 15,200.

Il 14° lotto, al numero 6, al signor Serafino Ponzi, per il prezzo di lire 3505;

Che ora sui prezzi suindicati può farsi separatamente l'aumento non minore del sesto, con dichiarazione da emettersi in questa cancelleria nel termine di giorni 15;

E che infine il termine utile per siffatto aumento scade col giorno 23 corrente mese, con avvertenza che l'offerente deve uniformarsi alle disposizioni contenute nello articolo 680 del Codice di procedura civile.

Roma, lì 14 maggio 1882.

Castellani vicecanc.

Per copia semplice, conforme al suo originale, che si rilascia per uso di inserzione,

Roma, dalla cancelleria del Tribunale civile e correzionale, questo dì 15 maggio 1882.

2638 Il vicecanc. C. Pagnoncelli.

Cassa Centrale di Risparmi e Depositi di Firenze.

Seconda denunzia di due libretti smarriti della Serie 3ª, segnati il primo di n. 184747, per la somma di lire 1170, a nome di Quirici Angiola, ed il secondo di numero 203267, per la somma di lire 200, a nome di Miranceli Umberto.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra i suddetti libretti, saranno dalla Cassa Centrale riconosciuti per legittimi creditori i denunzianti.

Firenze, lì 15 aprile 1882. 2613

BANCO DI NAPOLI

CONTABILITÀ GENERALE

Mod. B.

SITUAZIONE del 21 al 30 del mese di Aprile 1882.

Capitale sociale o patrimoniale accertato utile alla tripla circolazione, L. 48,750,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva				L. 79,814,900 31
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta, a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 81,994,111 42		
	id. maggiore di 3 mesi	» 508,007 49		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	» 181,157 14	»	82,683,276 05
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	» »		
	Cambiali in moneta metallica	» »		
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	» »	»	
Anticipazioni				» 40,638,602 72
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 40,045,142 87	
	Id. id. per conto della massa di rispetto		» »	40,927,275 64
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		» 716,759 25	
	Effetti ricevuti all'incasso		» 165,673 52	
Crediti				» 27,276,354 93
Sofferenze				» 5,049,334 12
Depositi				» 106,430,600 41
Partite varie				» 24,130,435 22
			Totale	L. 406,951,079 40
	Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso			» 1,318,804 39
			Totale generale	L. 408,269,883 79

PASSIVO.

Capitale	L. 48,750,000 »
Massa di rispetto	» 2,586,833 24
Circolazione biglietti Banca, fedi di credito al nome del Cassiere, boni di cassa	» 135,916,080 50
Conti correnti ed altri debiti a vista (*)	» 70,067,067 71
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	» 19,771,736 21
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	» 106,430,600 41
Partite varie	» 21,978,736 76
Totale	L. 405,501,054 83
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	» 2,768,828 96
Totale generale	L. 408,269,883 79

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro e argento	L. 20,011,579 90
Bronzo	» 4,336 91
Biglietti consorziali	» 57,050,513 50
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	» 2,748,470 »
Totale	L. 79,814,900 31

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 4 e 5
Sulle cambiali pagabili in metallo	» »
Sulle anticipazioni di titoli o valori	» 4 »
Sulle anticipazioni di sete	» »
Sulle anticipazioni di altri generi	» 6 »
Sui conti correnti passivi	» 2 1/2 a 3

Biglietti, Fedi di credito al nome del Cassiere, Boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Somma
da L. 50	474,651	L. 23,732,550 »
da L. 100	537,194	» 53,719,400 »
da L. 200	45,354	» 9,070,800 »
da L. 500	52,837	» 26,418,500 »
da L. 1000	22,508	» 22,508,000 »
	Totale	L. 135,449,250 »

Biglietti, ecc., di tagli da levarsi di corso.

	N.	L.
Da cent. 0,50	N. 265,569	L. 132,794 50
Lira 1	» »	» »
» 2	» 728	» 1,456 »
» 5	» 24,312	» 121,560 »
» 10	» 2,941	» 29,410 »
» 20	» 4,618	» 92,360 »
» 250	» 357	» 89,250 »
	Fedi a Cassiere A/F	» »
	Totale	L. 135,916,080 50

Il rapporto fra il capitale L. 48,750,000 » e la circolazione L. 135,916,080 50 è di uno a 2 78

Il rapporto fra la riserva L. 77,066,430 31 { la circolazione L. 135,916,080 50, e gli altri debiti a vista » 70,067,067 71 } L. 205,983,148 21 è di uno a 2 67

Prezzo corrente delle azioni	L. »
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	» »

(*) Vi sono comprese le fedi di credito a nome di terzi, le polizze e lo stralcio per la somma di L. 48,007,898 92.

Visto: Il Direttore Generale
D. CONSIGLIO.

Per copia conforme
Il Segretario Generale
G. Marino.

Il Ragioniere Generale
R. Puzziello.

2559

INTENDENZA DI FINANZA IN LUCCA

Avviso d'Asta pubblica *per l'affitto trentennale degli Stabilimenti demaniali ai Bagni di Montecatini.*

Si fa noto al pubblico che, essendo rimasto deserto l'incanto tenutosi oggi 12 maggio 1882 per mancanza di concorrenti, si farà luogo il giorno 19 maggio corrente, a ore 11 antimeridiane, presso questa Intendenza di finanza, in via del Corso, civico n. 45, ad un nuovo esperimento d'asta, col metodo della candela vergine, e sotto l'osservanza di tutte le disposizioni del regolamento di Contabilità generale dello Stato, ed in base al nuovo capitolato di oneri, per aggiudicare al migliore offerente l'affitto dei suddetti Stabilimenti, cioè:

Terme, Sorgenti, Fabbricati, Terreni, Parchi, Viali e Giardini annessi, e più dettagliatamente descritti nell'avviso d'asta 22 gennaio 1882, alle seguenti

Condizioni.

a) Lo Stato concede in affitto in base al nuovo capitolato d'oneri all'uopo compilato, il quale si intenderà formare parte integrante del contratto, gli Stabilimenti ed annessi beni suindicati, allo stato in cui si trovano e come sono posseduti dal Demanio, con tutte le servitù attive e passive, diritti ed oneri inerenti. E poichè l'affitto viene fatto a corpo e non a misura, non vi sarà mai luogo ad azione per diminuzione di canone ove si fosse incorso in qualche errore nella descrizione dei beni;

b) L'affitto avrà principio col 15 maggio 1882 e terminerà col 31 dicembre 1911, con facoltà tanto all'Amministrazione locatrice che all'affittuario di rescindere il contratto, con preavviso non minore di un anno, dopo il primo triennio; avvertendo che ove la immissione in possesso non avesse luogo per consenso delle parti dal suddetto giorno, in tal caso il contratto avrà principio col 1° gennaio 1883, per cessare col 31 dicembre 1912. Per i mesi sette e giorni 15 dell'anno 1882 lo affittuario corrisponderà ugualmente una intiera annata di canone;

c) Per essere ammessi ad offrire all'incanto occorre l'aver fatto previamente il deposito di lire 50,000 (lire cinquantamila) presso la Tesoreria di Lucca in rendita del Debito Pubblico al corso di Borsa, in biglietti di Banca od in numerario.

Sono però escluse dal fare offerta le persone che in altre aziende ed imprese si siano rese colpevoli di negligenza o mala fede tanto verso il Governo, quanto verso i privati;

d) L'asta sarà aperta sul canone annuo di lire 24,000 per il primo decennio dello affitto, ed il prezzo risultante dall'aggiudicazione definitiva servirà di base per la determinazione del canone da corrispondersi per il secondo e terzo decennio dell'affitto, a forma di quanto è detto alla successiva lettera *e)*;

Il canone di affitto sarà pagabile a semestri anticipati, scadenti il 1° gennaio e 1° luglio d'ogni anno, nella Cassa che verrà all'appaltatore indicata. Il ritardo di soli quindici giorni al pagamento totale o parziale d'una rata semestrale del canone darà diritto all'Amministrazione di rivalersi sulla prestata cauzione, e la somma caduta in mora sarà fruttifera alla ragione del 6 per cento;

e) Per il primo decennio d'affitto il canone a pagarsi sarà quello di aggiudicazione. Nel decennio successivo però verrà il prezzo stesso aumentato di un terzo e di due terzi nell'ultimo decennio, da pagarsi nei modi di cui nella precedente lettera *d)*;

f) Le offerte in aumento non potranno essere minori di lire 100 (lire cento), nè essere fatte in modo condizionato, e si farà luogo all'aggiudicazione quando anche si abbia una sola offerta.

È lecito a chiunque sia riconosciuto ammissibile all'incanto di far nuova offerta in aumento al prezzo di provvisorio deliberamento entro cinque giorni, che andranno a scadere il dì 26 maggio, a ore 12 meridiane, purchè tale offerta non sia minore del ventesimo del prezzo medesimo e sia garantita col deposito di che alla lettera *c)*. In questo caso saranno tosto pubblicati nuovi avvisi per procedere ad un nuovo esperimento d'asta sul prezzo aumentato. In mancanza d'offerte di aumento, il deliberamento provvisorio diverrà definitivo, salva la superiore approvazione;

g) Entro il termine di quindici giorni da quello della avvenuta definitiva delibera, l'aggiudicatario dovrà personalmente od a mezzo di speciale procuratore prestarsi alla stipulazione del formale contratto per atto pubblico, con obbligo di eleggere domicilio nella città di Lucca.

Tanto il verbale di aggiudicazione definitiva, come il contratto suddetto non saranno esecutorii per ciò che riguarda l'Amministrazione locatrice, e nel solo suo interesse, se non dopo essere stati approvati con decreto Ministeriale, da registrarsi alla Corte dei conti;

h) L'ammontare della cauzione a darsi per garantire l'adempimento delle obbligazioni spettanti all'affittuario sarà eguale a tre annualità di canone, quale risulterà dovuto nell'ultimo decennio d'affitto; essa dovrà essere prestata entro dieci giorni dalla seguita definitiva aggiudicazione in numerario, in biglietti di Banca, titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa, od anche con formale annotazione di vincolo sopra corrispondente certificato nominativo di rendita pubblica;

i) Per la mancata osservanza ad una delle condizioni espresse alle suindicate lettere *g)* e *h)*, l'Amministrazione locatrice farà suo il deposito di cauzione a titolo di penalità, e senza pregiudizio del diritto di procedere a nuovi incanti a rischio e pericolo del deliberatario;

l) Tutti i mobili spettanti agli Stabilimenti termali, fra i quali si comprendono anche la biancheria, il rame, le stoviglie, fiori, stampati, ecc., passano in assoluta proprietà dell'affittuario, il quale deve senza eccezioni di sorta riceverli e pagarli pel prezzo di lire 68,499 71 (lire sessantottomila quattrocentonovantanove e centesimi settantuno), a forma della perizia redatta il 25 novembre 1881 dall'ufficio del Genio civile di Lucca, il quale prezzo andrà soggetto allo stesso aumento percentuale che nell'asta si otterrà sul canone di affitto.

I resti di magazzino dovranno essere accettati al prezzo di costo, a meno che fossero deteriorati, nel qual caso si dovranno ricevere a prezzo di stima;

m) Sarà in facoltà dell'affittuario di pagare all'atto della consegna un solo terzo del prezzo tanto dei mobili come dei resti di magazzino, pagando gli altri due terzi nel secondo e terzo anno dell'appalto, in quattro uguali rate, assieme al canone d'affitto. In questo caso l'affittuario dovrà cautelarne il prezzo residuale entro dieci giorni dalla consegna in uno dei modi accennati alla succitata lettera *h)*;

n) Il prezzo dell'acqua minerale dei quartieri, delle locande, ecc., non è vincolato ad alcuna tariffa; soltanto l'affittuario dovrà osservare quelle cautele che in rapporto allo smercio delle acque gli saranno imposte dal medico ispettore. È però vietato all'affittuario di variare nell'ultimo quinquennio dell'affitto, e nel caso della risoluzione contemplata alla lettera *b)*, nell'anno 1884, il prezzo delle acque, quartieri, locande, ecc., ecc., senza averne riportato per iscritto il consenso dell'Amministrazione. Così pure gli sarà vietato di possedere altre polle nei Bagni di Montecatini e luoghi vicini, all'infuori di quelle che gli vengono concesse dal Demanio;

o) All'affittuario non è proibito di potersi associare altre persone o costituire una Società anonima per azioni, ferma sempre l'obbligazione sua personale verso l'Amministrazione locatrice; ma gli è fatto divieto di subaffittare parte alcuna della cosa locata senza il permesso in iscritto dell'Amministrazione;

p) L'affittuario dovrà fare, a proprie spese, e senza diritto a rimborso o compenso di sorta, tutte le riparazioni e lavori di manutenzione alla proprietà locata. Trattandosi di lavori relativi alle polle potranno essere fatti eseguire dall'Amministrazione locatrice per conto e spese dell'affittuario;

q) Così pure è fatta facoltà all'affittuario di fare eseguire a proprie spese nuove costruzioni; per quelle opere di maggiore rilievo l'Amministrazione si obbliga (quando le abbia giudicate di reale vantaggio alla proprietà locata) di concorrere nella spesa per la metà dell'effettivo importo, e sempre quando il concorso dell'Amministrazione non ecceda il limite complessivo di lire 200,000, giusta l'art. 24 del quaderno d'oneri;

r) Passano a favore dell'affittuario i canoni attivi, come pure a suo carico i canoni passivi inerenti all'amministrazione delle Regie terme, gli uni ascendenti a lire 469 88, e gli altri dovuti per lire 267 96 annue;

s) Rimane a carico dell'affittuario la spesa del personale degli impiegati ed inservienti addetti agli stabilimenti; lo stipendio dovuto a quella parte del personale di nomina governativa per l'importare annuo di lire 6100 dovrà essere dall'affittuario rimborsato all'Amministrazione a cura della quale viene pagato;

t) Un esemplare del capitolato d'oneri è ostensibile in questa Intendenza di finanza ed in quelle di Roma, Firenze, Palermo, Genova, Messina, Venezia, Verona, Torino, Milano, Bologna, Bari, Napoli, Bergamo, Parma, Alessandria, Ancona, Cagliari, Perugia, Livorno, Pisa, Arezzo, Siena, Grosseto, Potenza, e presso la Direzione delle Regie terme di Montecatini.

Lucca, 12 maggio 1882.

2619 *L'Intendente*: REDI.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI UDINE

Avviso di secondo esperimento d'Asta.

Cadendo deserto il primo esperimento d'asta tenutosi, in applicazione al disposto dall'articolo 129 del legislativo decreto 2 dicembre 1866, n. 3252, nel giorno 12 corrente, presso questa Prefettura, per la vendita di n. 1603 piante d'abete martellate, nel bosco Slenz, di n. 4131 piante abete e di n. 281 piante larice martellate, nel bosco Pozzett, di proprietà del comune di Pontebba, di cui l'avviso Prefettizio 22 p. p. aprile, n. 6005,

Si rende noto che nel giorno di venerdì 2 p. v. giugno, alle ore 11 ant., si terrà, presso questa Prefettura stessa, un secondo esperimento d'asta, a partiti segreti, nel quale, ferme tutte le condizioni fissate col predetto avviso, si farà per altro luogo, in conformità all'art. 88 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato 4 settembre 1870, n. 5852, all'aggiudicazione quand'anche non vi fosse che un solo offerente.

Si ricorda che il dato sul quale sarà aperta l'asta è di lire 92,262 69, che le offerte devono essere fatte in ragione di un tanto per cento, che il deposito provvisorio è di lire 9226 26, e che dovendo questo servire per le spese ed altro, come dall'art. 26 terzo inciso del relativo capitolato d'oneri, all'atto della stipulazione del contratto dovrà il deliberatario presentare un fideiussore solidale e benviso alla stazione appaltante, il quale interverrà anche colla firma nel contratto medesimo.

Il termine utile per le offerte di miglioria non inferiori al ventesimo scade a quindici giorni dalla data dell'avviso di provvisoria delibera, il quale sarà a suo tempo pubblicato da questa Prefettura.

Udine, 15 maggio 1882.

2609 *Il Segretario delegato*: DE TOMI.

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE
nella Piazza di Napoli

AVVISO D'ASTA.

Nel giorno 30 maggio 1882, all'1 pomeridiana, si procederà in Napoli, presso la Direzione suddetta, largo Plebiscito, palazzo Salerno, ultimo piano, avanti al direttore, per pubblico incanto a partiti segreti, all'appalto seguente:

Lavori occorrenti per la costruzione dei seguenti fabbricati nel poligono d'artiglieria in Persano: corpo di guardia e prigioni; scuderia per cavalli di uffiziali; laboratorio per fabbri e falegnami; cucina per soldati; vivanderia e mascalcia, per la complessiva spesa di lire 62,000 (sessantaduemila).

L'appalto ha per base l'estimativo n. 11 delle opere e provviste da eseguirsi, e l'impresa è tenuta all'osservanza delle condizioni generali e particolari del capitolato pei lavori del Genio militare nel territorio della suddetta Direzione, approvato con R. decreto 10 novembre 1875, avvertendo, circa le condizioni generali, di osservare quelle modificate con R. decreto 28 marzo 1880, n. 5106. Tanto la tariffa che il capitolato sono visibili presso la ridetta Direzione dalle 9 ant. alle 3 pom.

La durata dell'impresa è di giorni settecentotrenta.

Gli accorrenti all'asta dovranno fare offerta con schede segrete firmate e suggellate, scritte su carta bollata di lira una.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento, maggiore o almeno eguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata, deposta sul tavolo, che verrà aperta dopo riconosciuti tutti i partiti presentati.

I ribassi e le successive offerte dovranno essere chiaramente espresse in tutte lettere ed anche in cifre, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi dal presidente, seduta stante.

I fatali, ossia il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni quindici interi, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento al mezzodì del giorno 14 giugno prossimo.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi dovranno:

a) Produrre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati;

b) Presentare un attestato di persone dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare, il quale sia di data non anteriore di 2 mesi, ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nello eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private;

c) Fare presso l'Intendenza di finanza, sia di questa provincia, che in altre provincie del Regno, un deposito in contanti od in titoli di rendita pubblica dello Stato, al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene eseguito il deposito, equivalente a lire 6200.

La presentazione dei certificati di cui ai comma *a)* e *b)* dovrà aver luogo tre giorni prima dell'incanto.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a questa Direzione, nonchè agli uffici staccati da essa dipendenti; dei partiti però presentati agli altri uffici predetti non si terrà conto alcuno se non giungeranno a questa Direzione ufficialmente e prima dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra e presentata la ricevuta del medesimo.

Del deposito dell'aggiudicatario definitivo dell'appalto ne sarà promossa, per cura della Direzione appaltante, la conversione in cauzione definitiva del contratto.

Gli aspiranti all'impresa non potranno presentare a questa Direzione od agli altri uffici suddetti le loro offerte suggellate senza esibire il documento comprovante l'eseguito deposito presso le suindicate Intendenze di finanza.

I documenti comprovanti il deposito fatto presso questa Intendenza di finanza, e da esibirsi a questa Direzione appaltante, devono essere presentati dalle ore 9 ant. alle 12 meridiane del giorno trenta maggio, avvertendo che degli altri partiti non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione medesima ufficialmente e prima dell'apertura degl'incanti, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra e presentata l'analoga ricevuta.

Saranno considerati nulli i partiti che non sono firmati, suggellati e stesi su carta da bollo da lira una e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese degli avvisi d'inserzione nei giornali, d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative all'appalto sono a carico del deliberatario.

Dato in Napoli, addì 11 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: DOMENICO GIULIANI.

2582

AMMINISTRAZIONE DEGLI OSPIZI CIVILI DI PIACENZA

Con atti amministrativi d'oggi in questi uffici centrali dell'Amministrazione, posti in Piacenza, via San Salvatore, n. 15, venne provvisoriamente aggiudicato per una locazione di anni nove continui, dall'11 novembre prossimo, il riaffittamento degli infrascritti stabili:

1. Della proprietà Grande, posta nel comune di Bosnasco, provincia di Pavia, di ettari 58 93 67, per l'annuo terratico di lire 5015.

2. Della proprietà Colombara, in comune di Arena Po, di detta provincia, di ettari 64 05 10, per l'annuo terratico di lire 7230.

Fino alle ore tre pomeridiane del 25 corrente si potranno significare offerte d'aumento di ventesimo sui detti prezzi di deliberamento, in seguito alle quali si esperimenterà un nuovo incanto che sarà definitivo.

Nella segreteria dell'Amministrazione possono essere ispezionati nei giorni e nelle ore d'ufficio i capitolati generali e speciali dei patti, nonchè le perizie dei lavori da accollarsi ai fittabili.

Piacenza, 10 maggio 1882.

Il Presidente: A. MUZZIANI.

2583 *Il Segretario capo*: D. TITO RIANES.

Provincia di Cagliari — Circondario d'Iglesias

COMUNE D'IGLESIAS

Avviso d'Asta.

Si deduce a pubblica notizia che alle ore 11 antimeridiane del giorno sette del mese di giugno p. v., in una delle sale di quest'ufficio comunale, avanti il signor sindaco, o chi per esso, si addiverrà, col metodo di partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento, all'incanto per l'appalto della seguente opera:

Costruzione di una condottura d'acqua potabile per questa città, giusta il progetto compilato dall'ingegnere Francesco Pisano in data 16 agosto 1881, per il prezzo di lire italiane 424,556 e cent. 14.

Avvertenze.

1. L'incanto avrà luogo col metodo dei partiti segreti, osservate le formalità prescritte dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

2. Le opere si concedono a corpo e non a misura.

3. L'appaltatore dovrà dare compiuti tutti i lavori nel termine di mesi 18, a contare dal giorno della notificazione dell'approvazione del contratto. Il medesimo resta vincolato all'osservanza del capitolato d'appalto che forma parte del progetto suindicato.

4. Coloro che vorranno attendere all'appalto dovranno, nel giorno ed ora suindicati, presentare le loro offerte in quest'ufficio comunale, all'autorità che presiederà all'asta, escluse quelle per persona da dichiarare. Le offerte saranno estese su carta da bollo da lira una, debitamente sottoscritte e suggellate, e dovranno indicare in cifra ed in tutte lettere il ribasso che s'intende offrire.

5. L'impresa verrà quindi deliberata a chi risulterà migliore offerente, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito nella scheda compilata da questa Giunta municipale, la quale sarà deposta sul tavolo della presidenza, e sarà aperta dopo riconosciute quelle dei concorrenti, a senso dell'art. 92 del suddetto regolamento.

6. L'asta sarà dichiarata deserta se non si avranno almeno due concorrenti, e se le offerte non superano o non raggiungono il limite minimo stabilito dalla Giunta.

7. Le offerte condizionate saranno ritenute nulle, come quelle fatte per persona da dichiarare.

8. Gli aspiranti per essere ammessi a far partito dovranno produrre:

a) Un certificato di moralità di data non anteriore a sei mesi, rilasciato dall'autorità municipale del luogo in cui sono domiciliati;

b) Un attestato da un ingegnere o da altra persona dell'arte rilasciato da non più di sei mesi, debitamente autenticato nella firma, il quale assicuri che l'aspirante, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, abbia le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e direzione dei lavori della natura di quelli dei quali si tratta;

c) La quitanza comprovante il versamento eseguito nella Tesoreria comunale della somma di lire 25,000 (venticinquemila) in danaro, o in titoli del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa, od anche in obbligazioni dei Prestiti di questo comune, a titolo di cauzione provvisoria a guarentigia dell'offerta. Questo deposito potrà essere fatto anche all'apertura dell'asta a mani del presidente.

9. Nel termine di giorni 10 da quello della definitiva aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà assicurare con atto formale l'esatto adempimento degli assunti impegni, e prestare la cauzione definitiva di lire 45,000 (quarantacinquemila) in numerario, od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa, od anche in obbligazioni dei Prestiti del comune. S'intende che il contratto è vincolato alla superiore approvazione, a senso di legge.

10. In caso di rifiuto o di ritardo nella stipulazione del contratto e nella prestazione della cauzione definitiva, l'aggiudicatario soggiacerà alla perdita della cauzione provvisoria ed al risarcimento dei danni tutti che il comune potesse risentire per effetto di nuovi esperimenti d'asta, senza che alcun atto lo costituisca in mora.

11. Il termine utile (fatali) per presentare offerte di ribasso, non inferiori al ventesimo sul prezzo per cui l'impresa verrà provvisoriamente aggiudicata, resta stabilito a giorni quindici successivi a quello del seguito deliberamento provvisorio, e scadrà perciò alle 11 (undici) antimeridiane del giorno 22 detto mese di giugno.

12. Saranno a carico dell'aggiudicatario definitivo tutte le spese inerenti all'appalto, non che quelle del contratto, registro e bollo, ed ogni altra relativa.

Il progetto dell'opera, planimetria, computi estimativi, capitoli d'onere, ecc., saranno visibili tutti i giorni in quest'ufficio comunale, nelle ore d'ufficio.

Dal Palazzo municipale d'Iglesias, addì 7 maggio 1882.

Il Sindaco: E. LEO.

2527 *Il Segretario comunale*: F. MARCELLO.

AVVISO.

Il sottoscritto fa pubblicamente noto che ad ore 10 antimerid. del giorno 10 giugno 1882, ed occorrendo un secondo e terzo incanto nei giorni 16 e 22 giugno, avanti l'illustrissimo R. Pretore del IV mandamento di Roma (via Chiesa Nuova, num. 8) avrà luogo la vendita coatta a subasta dei beni stabili in danno dei debitori di pubbliche imposte indicati nel seguente elenco, e ciò con l'osservanza delle disposizioni della legge 20 aprile 1871 e relativo regolamento.

DEBITORI ESPROPRIANDI	DESCRIZIONE DEGLI IMMOBILI	Mappa	Numero di mappa	Superficie	Rendita censuaria	Rendita imponibile	Prezzo	CONFINI
				Tavole	Scudi Baiocchi	L. C.	L. C.	
Alfaroni od Alferoni Pietro fu Agostino, Agnese fu Agostino maritata a Ciappettini, Aurelia od Emilia ed Augusta figlie eredi del fu Giuseppe, rappresentate dal tutore Alfaroni od Alferoni Pietro.	Aia per asciugare laterizi . . . . Capannone di piani 1 e vani 1 . . . Capannone di piani 1 e vani 1 . . . Casa, con fornaci da mattoni, composta di n. 2 piani e 9 vani . . . . Fienile di piani 1 e vani 1 . . . . Capannone di piani 1 e vani 1 . . . (Via Crocifisso, fuori Porta Cavalleggieri).	152	261 262 263 265 266 267	»	»	1333 33	10,000 »	De Gasperis Giovanni, Fosso delle Fornaci, Alfaroni Agostino fu Domenico. Somma da depositarsi lire 500.
Alfaroni od Alferoni Agostino fu Domenico, ora gli eredi Alfaroni od Alferoni Pietro fu Agostino, Agnese fu Agostino maritata Ciappettini, Aurelia od Emilia ed Augusta figlie eredi del fu Giuseppe, rappresentate dal tutore Alfaroni od Alferoni Pietro.	Utile dominio dei fondi seguenti: Pascolo . . . . Seminativo . . . . (Via delle Fornaci, fuori Porta Cavalleggieri).	152 »	254 1/2 498	0 77 2 50 3 25	1 35 25 52 26 87	»	63 90	Alfaroni Pietro, Giuseppe ed Agnese fu Agostino, Chiesa di Santa Maria delle Grazie, Capitolo di S. Pietro in Vincoli. Somma da depositarsi lire 3 18.
Olivieri Pietro Paolo fu Bernardo.	Seminativo . . . . Seminativo . . . . (In vocabolo Isola Farnese, Agro Romano).	» 134	352 1/2 353	1 89 16 89 18 78	9 26 99 99 109 25	»	520 »	Ferrajoli march. Giuseppe da tre parti. Somma da depositarsi lire 26.

Roma, lì 20 aprile 1882. 2570 *Per l'Esattore*: CAPRARO FEDERICO.

(1ª *pubblicazione*)

R. TRIBUNALE CIVILE E CORREZ. DI VITERBO.

Estratto di bando per vendita giudiziaria.

Avanti il Tribunale civile e correzionale di Viterbo avrà luogo, nell'udienza del diciannove giugno 1882, la vendita definitiva in seguito ad aumento di sesto degli stabili sottodescritti, espropriati ad istanza di Galeotti Bonaventura, di Gradoli, a danno di Fioravanti Francesc'Antonio, pure di Gradoli.

Descrizione degli stabili.

1. Terreno seminativo, ortivo, asciutto, ed anche vitato, alberato, olivato, posto nel territorio di Gradoli, contrada e vocabolo Strada delle Grotte Sant'Antonio, in mappa Gradoli, sezione 1ª, numeri 590 sub. 1, 590 sub. 2 agg. A, 590 sub. 2 agg. B, 2637, 3297 sub. 2, 3298 sub. 2, 3299 sub. 2, di tavole 16 71, dell'estimo di scudi 81 35, pari a lire 437 27 7, confinanti Fioravanti Nazzareno, Manni Niccola, fratelli e strada. Tal fondo è soggetto alla servitù del pascolo nelle vigne e nei terreni ad esso frapposti dal termine della vendemmia fino all'ultimo giorno del carnevale, escluso il num. 2637, ed è gravato del tributo diretto verso lo Stato di lire 8 41.

2. Casa sotterra e tinaro, contrada Lavatoio, composta di due piani e 18 vani, in mappa Gradoli, ai numeri 588 sub. 2, 589 sub. 1, del reddito imponibile di lire 77 50, confinanti Nazzareno Fioravanti e strada da più lati, gravato del tributo diretto verso lo Stato di lire 12 59.

3. Stalla e fienile, al numero di mappa 3307 sub. 1, contrada Lavatoio, del reddito imponibile di lire 18 75, confinanti Fioravanti Nazzareno e strada da più lati, gravati del tributo diretto verso lo Stato di lire 3 05.

Condizioni della vendita.

La vendita sarà fatta in tre separati lotti, e l'incanto si aprirà sul prezzo di lire 596 per il lotto primo, lire 887 per il lotto secondo e lire 216 per il lotto terzo.

Per estratto conforme al suo originale,

Viterbo, 13 maggio 1882.

2617 Il canc. BOLLINI.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI MILANO

PER INCARICO

della Direzione della Casa penale di Noto

Si notifica:

Che in seguito agli avvisi d'asta in data 4 e 6 aprile ultimo scorso, essendosi nel giorno 24 stesso mese proceduto all'incanto per lo

Appalto delle provviste di ferro, vacchette, suola vitello ed altre pelli, non che filati di lino, canape e cotone occorrenti alle lavorazioni della Casa penale suddetta,

è rimasto provvisoriamente aggiudicato:

1. Il primo lotto, ferro, col ribasso di cent. 40 per ogni cento lire del prezzo complessivo di lire 12,000, che perciò rimane ridotto a lire 11,952;

2. Il secondo lotto, vacchetta, suola vitello ed altre pelli, col ribasso di lira 1 20 per ogni cento lire del prezzo complessivo di lire 19,100, che perciò viene ridotto a lire 18,870 80;

3. Il terzo lotto, filati di lino, canape e cotone, col ribasso di cent. 40 per ogni cento lire del prezzo complessivo di lire 38,500, che perciò rimane ridotto a lire 38,346.

E in conseguenza di ciò, le offerte di ribasso non inferiori al ventesimo del prezzo di aggiudicazione si dovranno presentare alla suddetta direzione nel termine utile che scadrà alle ore 11 ant. del dì 30 maggio corrente, non già nel giorno 13 stesso mese, come era stato indicato nell'avviso in data 26 aprile ultimo scorso.

Milano, 12 maggio 1882.

2622 *Il Segretario di Prefettura*: ARCHIERI G.

INTENDENZA DI FINANZA IN VICENZA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita n. II, situata nel comune di Valli, assegnata per le leve al magazzino di Schio, e del presunto reddito lordo di lire 200.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Vicenza, addì 10 maggio 1882.

2568 *L'Intendente*: PORTA.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Agli onorevoli signori Presidente e Giudici del Tribunale civile di Avellino.

Gaetano, Pellegrino, Antonio, Enrico, Alessandro e Maria Carpenito, nonchè la signora Maria Luigia Stanziale, tanto in nome proprio, e quale madre amministratrice dei beni dei suoi figli minori Vincenzina ed Alfonso, domandano lo svincolo della cauzione e patrimonio notarile del fu loro padre e marito signor Francesco Carpenito, costituiti l'uno con atto del 17 settembre 1845, e l'altro con istrumento per notar Ricciardelli del giorno 7 stesso mese ed anno.

Avellino, 28 aprile 1882.

2353 GAETANO CARPENITO proc.

Bando per vendita giudiziale.

(1ª *pubblicazione*)

Il giorno 19 giugno 1882, alle ore 9 ant., nello studio del R. notaio signor Michele Giammarioli, posto in Frascati in via Venti Settembre, num. 171-A, si procederà alla vendita al maggiore e migliore offerente della casa sita in Frascati in via dei Bamboccì, ai civici nn. 106 e 108, segnata in mappa col n. 143, sez. 1ª, confinante Società di San Filippo Neri e il Capitolo, di proprietà degli eredi del fu Luigi Bisegni, in virtù di sentenza del pretore di Frascati 21 marzo 1882.

Frascati, 14 maggio 1882.

2632 M. GIAMMARIOLI not.

Cassa di Risparmio in Roma.

(2ª **diffidazione**).

La signora Maria Consorti, intestataria del libretto n. 2577 (Serie 13ª), avendo sotto il giorno 8 novembre 1881 diffidata la Cassa suddetta di non rimborsare ad altri i depositi contenuti nel detto libretto, asserendo di averlo smarrito, dopo avere inserito la prima diffidazione nella *Gazzetta Ufficiale* numeri 262 e 264 dell'anno 1881, essendo in oggi scorsi sei mesi dalla medesima, epoca fissata per presentare alla Cassa il libretto smarrito, si avverte che viene il medesimo rinnovato a favore dell'intestataria ed annullato il precedente.

Lì 12 maggio 1882. 2566

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile e correzionale di Roma

Fa noto

Che nella udienza del giorno 8 maggio 1882, innanzi la seconda sezione di questo Tribunale, ebbe luogo la vendita dei seguenti fondi, espropriati ad istanza della signora Teresa Cencelli in Montelli fu Leopoldo, in danno di Carolina vedova di Matteo Seppecher, nella qualità di madre dei suoi figli minori di detto defunto Matteo Seppecher, Loreto, Ernesto ed Antonio, e cioè:

1° lotto — Casa da cielo a terra, di recente costruzione, libera di canone, posta in Roma, al vicolo del Pavone, numeri 49, lettera A, al 52, con stalli annessa, al vicolo cieco, composta di sotterranei, piani terreni e cinque piani superiori, descritta in catasto ai numeri 523 e 524, della mappa rione V Ponte, confinante con il suddetto vicolo, la proprietà già Lovatti, ora dello stesso Seppecher, De Rossi Antonio, Galli Teresa e l'altra proprietà già Canali, ora Seppecher, gravata dell'annua imposta di lire 605 25.

2° lotto — Piccola casa da cielo a terra, libera da canone, posta nel suddetto vicolo del Pavone, ai civici numeri 53 al 55, composta di piano terreno e di tre piani superiori, distinta nella mappa del rione V Ponte col numero 524 sub. 1, confinanti la proprietà superiormente descritta, il vicolo cieco, il vicolo del Pavone, salvi ecc., gravata dell'imposta come sopra di lire 163 e centesimi 13;

Che detti fondi sono stati aggiudicati all'avvocato signor Carlo Patriarca, procuratore, legalmente esercente in questa città, per persona da nominare, che indi designò nei signori Luigi e Francesco fratelli Grifoni, figli di Sabatino: il 1° lotto per il prezzo di lire 60,000, e il 2° lotto per il prezzo di lire 11,875;

Che ora sui prezzi suindicati può farsi separatamente l'aumento non minore del sesto, con dichiarazione da emettersi in questa cancelleria nel termine di giorni quindici;

E che infine il termine utile per siffatto aumento scade col giorno 26 maggio 1882, con avvertenza che l'offerente deve uniformarsi alle disposizioni contenute nell'art. 680 del Codice di procedura civile.

Roma, li 14 maggio 1882.

Il vicecanc. Ant. Castellani.

Specifica dell'originale, totale lire 5 e centesimi 10.

Si dichiara che l'originale della presente è stato munito di bollo speciale di tassa di registro rappresentante il valore di lire 1 20.

Per copia semplice conforme al suo originale, esistente in questa cancelleria, che si rilascia per uso di inserzione,

Roma, dalla cancelleria del Tribunale civile e correzionale, li 15 maggio 1882.

2636 Il vicecanc. C. Pagnoncelli.

AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile dei distretti riuniti di Treviso e Conegliano, in ordine alle veglianti disposizioni, apre concorso al vacante posto di notaro in Crespano-Veneto, con invito agli aspiranti di avanzare a questo ufficio le relative domande, coi documenti in bollo, nel termine prescritto dall'articolo 10 della legge notarile e 25 del relativo regolamento.

Treviso, 11 maggio 1882.

2614 Il presidente F. D. Piazza.

Cassa Centrale di Risparmi e Depositi di Firenze.

Seconda denunzia di un libretto smarrito della Serie terza, segnato di numero 193519, per la somma di lire 430, a nome di Barducci Guglielmo.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra il suddetto libretto sarà dalla Cassa centrale riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

S. Miniato, li 13 maggio 1882. 2612

INTENDENZA DI FINANZA IN FIRENZE

Avviso d'asta per nuovo incanto *per la fornitura di stampati in servizio delle Amministrazioni governative da consegnarsi al magazzino compartimentale di Firenze.*

Si rende noto che essendo state presentate in tempo utile delle offerte accettabili di ribasso sul prezzo al quale, nell'incanto del dì 12 aprile 1882, restò provvisoriamente deliberato l'appalto della fornitura di stampati (compresavi la stampa e la carta occorrente, nonchè la lineatura, la legatura o la semplice cucitura), in servizio delle Amministrazioni governative, da consegnarsi al magazzino compartimentale di Firenze dal primo luglio 1882 a tutto dicembre 1886, sarà proceduto presso questa Intendenza (via della Fortezza, n. 8) alla presenza dell'intendente, o di un suo delegato, nel giorno 5 (cinque) giugno 1882, alle ore 10 antimeridiane, al nuovo incanto a schede segrete, ed in un solo lotto, pel definitivo deliberamento del suindicato appalto.

Il nuovo incanto sarà aperto in base all'offerto complessivo ribasso di lire 17 80 (lire diciassette e centesimi ottanta) per cento sui prezzi stabiliti dalle tariffe annesse al capitolato, e il deliberamento definitivo, a favore del miglior offerente, avverrà quand'anco siavi una sola offerta di ribasso migliore del prezzo sul quale si apre l'incanto.

Le offerte di ribasso dovranno essere scritte su carta bollata da una lira, con la chiara indicazione del ribasso unico, sui prezzi della tariffa suddetta, che si offre oltre a quello di lire 17 80 per cento, stabilito a base d'asta, e dovranno essere presentate in piego suggellato. Le offerte condizionate si riterranno come non avvenute.

I concorrenti (eccettuati coloro che abbiano presentati e rilasciati tali documenti al primo incanto, o che gli abbiano allegati alle offerte di miglioria) dovranno presentare in piego a parte la domanda di ammissione su carta bollata da una lira e i documenti o titoli indicati agli articoli 27 del capitolato e 6 dell'avviso d'asta del dì 15 marzo decorso. Essi dovranno inoltre, per essere ammessi all'asta, effettuare il deposito, sia presso la Tesoreria provinciale di Firenze, sia presso chi presiederà all'incanto, di lire 2000 (lire duemila) in contanti o in titoli al portatore del consolidato italiano, al prezzo corrente di Borsa, nel giorno anteriore a quello dell'incanto.

Il capitolato di oneri, le tariffe ed i campioni sono visibili presso questa Intendenza nelle ore di uffizio.

Le spese relative agli incanti, di bollo, registro, ecc., ed ogni e qualsiasi altra saranno esclusivamente a carico dell'aggiudicatario.

Dalla Intendenza di Finanza — Firenze, li 11 maggio 1882.

2631 *L'Intendente*: CARIGNANI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE

della Divisione di Padova (6ª)

Avviso di provvisorio deliberamento (N. 11).

A termini dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 2 corrente maggio, n. 10 d'ordine, per la provvista di quintali 3000 grano nostrale occorrente al

Panificio militare di Padova,

è stato deliberato in incanto d'oggi al prezzo d lire 28 89 al quintale.

In conseguenza si reca a pubblica notizia che il termine utile, ossia i fatali per presentare le offerte di ribasso non minore del ventesimo, scade il giorno 17 andante, alle ore due pomeridiane (tempo medio di Roma), spirato il qual termine non sarà più accettata alcuna offerta.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione di almeno un ventesimo deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla della ricevuta comprovante di aver fatto il prescritto deposito nelle Tesorerie provinciali, come dal succitato avviso d'asta.

Le offerte devono essere presentate a questa Direzione, ovvero alle altre Direzioni o alle Sezioni di Commissariato militare del Regno.

In quest'ultimo caso dovranno essere presentate in tempo utile affinchè la Direzione appaltante possa ricevere ufficialmente dalle altre Direzioni o dalle Sezioni di Commissariato militare, prima dello scadere del termine, la migliore fra quelle presentate.

Saranno accettate anche le offerte spedite direttamente per la posta all'ufficio appaltante, purchè giungano in tempo debito e sigillate al seggio d'asta, siano in ogni loro parte regolari, e sia contemporaneamente a mani dell'ufficio appaltante, nel giorno ed ora fissati per la scadenza dei fatali, la prova autentica dello effettuato deposito.

Gli offerenti che dimorano in luogo dove non vi è alcuna autorità militare dovranno altresì designare una località, sede d'una autorità militare, per ivi ricevere le comunicazioni occorrenti durante il corso delle aste.

Sono dichiarate nulle le offerte che non pervengano prima della scadenza dei fatali, quelle contrarie alle condizioni generali stabilite dal precedente avviso d'asta, n. 10, e dai capitoli d'oneri visibili in tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare, e quelle fatte per telegramma.

L'invio delle offerte per parte delle Direzioni o Sezioni suddette non implica veruna accettazione nè obblighi di sorta nella Direzione appaltante, la quale accetterà soltanto la migliore fra quelle che riceverà in tempo utile, e ad offerte uguali, quella che fu presentata prima, o se presentate alla stessa ora, quella che verrà estratta a sorte.

Dato in Padova, addì 12 maggio 1882.

2615 *Il Sottotenente Commissario*: G. CASTELVETRI.

AVVISO.

Il presidente del Consiglio notarile dei distretti riuniti di Firenze, Pistoia, Rocca San Casciano e San Miniato,

Visti gli articoli 10 e 135 della vigente legge pel riordinamento del Notariato 25 maggio 1879, num. 4900 (Serie 2ª),

Rende noto

Essere aperto il concorso al vacante ufficio di notaro in:

Cantagallo (comune di Cantagallo);

Porta Carratica (frazione del comune di Pistoia);

Popiglio (frazione del comune di Piteglio);

Premilcuore (comune di Premilcuore);

San Godenzo (comune di San Godenzo);

Santa Maria in Monte (comune di Santa Maria in Monte);

Reggello (comune di Reggello).

I concorrenti dovranno presentare la loro domanda, corredata dei necessari documenti, entro quaranta giorni dall'ultima pubblicazione del presente avviso, con dichiarazione a quale degli uffici suddetti intendono di concorrere.

Dalla sede del Consiglio (Borgo degli Albizzi, 23), il dì 25 marzo 1882.

2585 Il pres. Dott. Pietro Capei.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Il Tribunale civile di Cosenza, prima sezione,

Procedendo in camera di consiglio a relazione del giudice signor Martini;

Letta la istanza e i documenti annessivi;

Letta la requisitoria del Pubblico Ministero,

Autorizza la Direzione del Debito Pubblico del Regno d'Italia a trasferire la rendita di lire 25 (lire venticinque), iscritta al certificato rilasciato a 30 aprile 1864, n. 92450, a Teresa Janni fu Matteo, qual madre ed erede della fu Maria Pati fu Santo per un terzo, a Francesca Pati fu Francesco per altro terzo, ed a Pasquale e Maria Pati fu Giovanni, anche nella qualità di eredi del fratello Giuseppe per l'altro terzo, tutti da Amantea (Cosenza)

Così deciso in Cosenza, addì 24 aprile 1882, dai signori Giliberti cav. Enrico presidente, Spezzano Carlo e Dragonetti Giovanni giudici, il primo dei quali sottoscrive col vicecancelliere signor Ruffolo Nicola, a norma dell'articolo 303 regolamento generale giudiziario.

Il presidente E. Giliberti.

2572 Ruffolo vicecanc.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Si deduce a pubblica notizia che nel giorno 19 giugno 1882, avanti la prima sezione del Tribunale civile di Roma, ad istanza di Gaspare Bartolucci, in danno di Fulgenzio Federici fu Giuseppe, si procederà alla vendita giudiziale a primo ribasso dei fondi appresso descritti, per il prezzo di stima ribassato di due decimi consecutivi, ed alle condizioni risultanti dal bando venale, a tutti ostensibili nella cancelleria del lodato Tribunale:

1° lotto — Vigna nel territorio di Monterotondo, vocabolo Sant'Angelo, o Cesalunga, segnato in mappa coi numeri 805, 866 o 666, 1517, sezione 1ª, dell'estensione di metri quadrati 9086, confinanti Petrini, Betti e Galizia, gravata dell'annuo canone a favore Piombino di lire 11 82 1/2, e della imposta erariale di lire 5 17, per il prezzo di lire 998 82.

2° lotto — Porzione di casa nel comune di Monterotondo, in via del Pozzo, numero civico 5, segnata in mappa col numero 55 1/7 rata, o meglio coi numeri 55 1/3 3, 52 1/4 1, 55 1/3 1, 55 1, sezione prima, confinanti Antonio Federici, De Sanctis, Giovanni ed eredi Federici, dell'annuo reddito in catasto di lire 112 50, per il prezzo di lire 2851 20.

2594 Niccola Ciampi proc.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
del Laboratorio di Precisione di Torino

AVVISO D'ASTA (N. 36).

Si fa noto che nel giorno 31 maggio 1882, alle ore 4 pomeridiane precise, si procederà in Torino nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, n. 26, piano secondo, avanti il direttore di questo Laboratorio, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto delle seguenti provviste (lotto unico):

INDICAZIONE degli oggetti	Unità di misura	Quantità	Importo	Deposito
Ottone in verghe, diam. compreso tra millimetri 21 a 21,3 (Lunghezza usuale del commercio).	Chil.	13000	29,250 »	3000 »

Tempo utile per la consegna — Giorni 35.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte mediante schede segrete, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo ordinario da una lira.

Il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente che nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunciarsi, seduta stante, dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione sono fissati a giorni quindici decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Gli aspiranti all'appalto, per essere ammessi a presentare i loro partiti, dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso una Intendenza di finanza del Regno, il deposito di cui sopra in contanti, od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene eseguito il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali e di stabilimento dell'arma, od agli uffici staccati da esse dipendenti; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra, o presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni, quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione d'appalto, saranno dalla Direzione convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 8 1/2 alle 11 1/2 del giorno 31 maggio 1882.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, e quelli che contengano riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, addì 12 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

2605

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
del Laboratorio di Precisione di Torino

AVVISO D'ASTA (N. 35).

Si fa noto che nel giorno 31 maggio 1882, alle ore 4 pomeridiane precise, si procederà in Torino, nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, n. 26, piano secondo, avanti il direttore di questo Laboratorio, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto delle seguenti provviste (lotto unico):

INDICAZIONE degli oggetti	Unità di misura	Quantità	Importo	Deposito
Ottone in verghe di diametro compreso tra mill. 13,6 e mill. 13,8.	Chil.	10350	23,287 50	2500 »
Ottone in lamiera (spessore mill. 4, grandezza usuale del commercio).	»	400	980 »	
		Totale L.	24,267 50	

Tempo utile per la consegna — Giorni 35.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta e nel locale suddetto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte mediante schede segrete, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata col bollo ordinario da una lira.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore o per lo meno uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità che presiede l'asta.

I fatali, ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso la Direzione suddetta, ovvero presso una Intendenza di finanza del Regno, il deposito di cui sopra in contanti od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui viene eseguito il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali e di stabilimento dell'arma od agli uffici staccati da esse dipendenti; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

I depositi fatti presso le Direzioni, quando saranno divenuti definitivi per aggiudicazione d'appalto, saranno dalla Direzione convertiti in cauzione esclusivamente presso l'Intendenza di finanza che risiede nella città stessa ove trovasi la Direzione che ha ricevuto il deposito.

I depositi presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto dovranno essere presentati dalle ore 8 1/2 alle 11 1/2 antimeridiane del giorno 31 maggio 1882.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira, e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di registro, di copie, ed altre relative, sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, addì 12 maggio 1882.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

2604

ESATTORIA DI CANEPINA

Il sottoscritto esattore fa pubblicamente noto che il giorno 5 giugno 1882 ed occorrendo un secondo e terzo incanto del 12 e 19 detto mese, avanti il R. pretore di Soriano nel Cimino, e nella sala dell'udienza, avrà luogo la vendita o subasta dei seguenti immobili:

1. In danno di Blasi Francesco fu Angelo — Terreno Orto Montone, a confine Battigalli Benigno, il fosso e la strada, segnato in mappa con il n. 1403, della capacità di tavole 2 e cent. 50, e di un valore censuario di scudi 8 19; si apre l'asta per lire 39 11, e la somma da depositarsi è di lire 1 90. Proprietà libera.

2. Altro terreno, contrada suddetta, a confine Beneficio della Madonna delle Grazie, Palozzi Luigi ed altri, la strada ed il fosso, segnato in mappa coi numeri 1405, 1406, 1584, 2024, della capacità di tavole 10 e cent. 30 e di un valore censuario di scudi 12 77; si apre l'asta per lire 60 52; la somma da depositarsi è di lire 3 05. Proprietà libera.

3. Fabbricato in via Conce, a confine Luccioli Francesco e la strada da due lati, segnato in catasto con il n. 842 sub. 1, e di un reddito imponibile di lire 11 25; si apre l'asta per lire 84 37, e la somma da depositarsi è di lire 4 21. Proprietà libera.

4. In danno di Pesciaroli Francesco fu Niccola — Fabbricato, casa, pianterreno, in via Tonnazzano, civico n. 100, a confine Raggi Tommaso, Raggi Angelo e fratelli e la strada, segnato in catasto con il n. 1018 sub. 2, e di un valore o reddito imponibile di lire 26 25; si apre l'asta per lire 266 87, e la somma da depositarsi a garanzia dell'offerta è di lire 13 34. Livellario al Convento dei Carmelitani (ora Demanio).

Vallerano, 13 maggio 1882.

Il Collettore: BAZZICHELLI.

2620

DIREZIONE DEL LOTTO DI TORINO

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 15 giugno p. v. alla nomina di ricevitore del lotto al Banco n. 172 nel comune di Milano, con l'aggio medio annuale di lire 4504 73.

Il Banco è stato assegnato alla categoria di quelli da concedersi alle vedove ed agli orfani degli impiegati defunti senza aver diritto a pensione.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti indicati dall'art. 11 del regolamento sul lotto.

Si avverte che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato corrispondente al capitale di lire 4630, o con deposito in numerario presso la Cassa dei Depositi e Prestiti, e che il titolare di detto Banco sarà assoggettato ad una ritenuta del 5 per cento sull'aggio lordo a favore del Monte vedovile dei ricevitori del lotto.

Nella istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Torino, addì 9 maggio 1882.

Il Direttore: ALCOZER.

2587

N. 178.

Ministero dei Lavori Pubblici

DIREZIONE GENERALE DELLE STRADE FERRATE

Avviso d'Asta.

Alle ore 10 ant. di martedì 30 maggio corrente, in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale delle strade ferrate, e presso la Regia Prefettura di Salerno, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti per la costruzione del tronco della ferrovia Battipaglia-Castrocucco, compreso fra il limite del tronco precedente Battipaglia-Ogliastro e l'imbocco della galleria di Rutino, della lunghezza di metri 10000, *esclusa la provvista dei ferri per l'armamento e dei meccanismi fissi per le stazioni, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire* 3,312,000.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiarare**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quegli che risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda Ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 28 ottobre 1881, ed articoli aggiunti in data 8 maggio 1882, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Salerno.

I lavori dovranno essere compiuti nel termine di mesi 24, a partire dal giorno in cui se ne intraprenderà la consegna.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una Cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire all'incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 110,000, ed in lire 220,000 quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare in uno dei suddesignati uffici offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 15 successivi alla data dello avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 11 maggio 1882.

2550 *Il Caposezione*: M. FRIGERI.

INTENDENZA DI FINANZA IN AREZZO

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite situate nei comuni sottoindicati, assegnate per le leve ai magazzini di Arezzo e San Sepolcro, e del presunto reddito lordo come appresso:

Comune di Poppi — Camaldoli, di nuova istituzione.

Comune di Arezzo — Chiassa, n. 27, reddito lordo lire 134 65.

Comune di Anghiari — Ponte alla Piera, n. 6, reddito lordo lire 30 50.

Comune di Terranuova Bracciolini, n. 2, reddito lordo lire 641 78.

Le rivendite saranno conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Arezzo, addì 4 maggio 1882.

2510 *L'Intendente*: GRASSELLI.

N. 179.

Ministero dei Lavori Pubblici

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

In seguito alla diminuzione di lire 5 per cento fatta in tempo utile sul presunto prezzo di lire 310,780 47, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 22 marzo ultimo scorso, per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione del tronco della strada provinciale di 1ª serie, n. 7, dalla ferrovia Adriatica a Montorio per Forcella, compreso fra il ponte sul Vomano, sotto Forcella e Montorio, della lunghezza di metri 13659,

si procederà alle ore 10 ant. di mercoledì 31 maggio corr., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale dei ponti e strade, e presso la Regia Prefettura di Teramo, avanti il prefetto, simultaneamente, col metodo dei partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa a quegli che risulterà il migliore oblatore in diminuzione della presunta somma di lire 295,241 45, a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiarare**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. Il deliberamento avrà luogo qualunque sia il numero dei partiti, ed in difetto di questi a favore dell'offerente della detta diminuzione.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 10 marzo 1879, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Teramo.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna per dare ogni cosa compiuta nel termine di anni tre.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una Cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità, rilasciato in tempo prossimo allo incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 15,000, e al decimo della somma di deliberamento quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 12 maggio 1882.

2593 *Il Caposezione*: M. FRIGERI.

DIREZIONE DEL LOTTO DI ROMA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 11 giugno 1882 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 57 nel comune di Roma, con l'aggio medio annuale di lire 6760 78.

Il Banco è stato assegnato alla categoria di quelli da concedersi agli impiegati in attività di servizio, in disponibilità o in aspettativa, ai pensionati dello Stato ed agli impiegati usciti dal servizio con diritto alla indennità stabilita dalla legge, purchè rinunzino al rispettivo assegno, di cui all'articolo 6 del regolamento sul lotto, salvo le disposizioni contenute nel Regio decreto 9 agosto 1874, n. 2043.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti indicati dall'articolo 11 del regolamento.

Si avverte che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato, corrispondente al capitale di lire 4485, o con deposito in numerario presso la Cassa dei Depositi e Prestiti, e che il titolare sarà assoggettato ad una ritenuta del cinque per cento sull'aggio lordo a favore del Monte vedovile dei ricevitori del lotto.

Nella istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Roma, addì 10 maggio 1882.

2547 *Il Direttore*: MARINUZZI.

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

Riassunto della situazione del dì 30 del mese di Aprile 1882.

2578

Capitale sociale o patrimoniale, utile alla tripla circolaz. (R. Decr. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 150,000,000
Riserva metallica vincolata (art. 57 Reg. 21 gennaio 1875) . . . . L. 78,000,000

ATTIVO.

Casse e riserva				L. 177,070,238 „
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta: a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 157,367,196 28	164,681,067 54	181,010,275 34
	id. maggiore di 3 mesi	„ „		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ 57,090 26		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ 7,256,781 „		
	Cambiali in moneta metallica	„ 16,179,724 52	16,329,207 80	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ 149,483 28		
Anticipazioni				„ 45,603,886 25
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca	L. 151,680,945 69		183,815,669 16
	Id. id. per conto della massa di rispetto	„ 30,214,955 72		
	Effetti ricevuti all'incasso	„ 1,919,767 75		
Crediti *				„ 131,324,655 66
Sofferenze				„ 5,048,905 64
Depositi				„ 311,782,307 45
Partite varie				„ 102,837,414 89
			Totale	L. 1,141,493,352 39
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 2,703,499 23
			Totale generale	L. 1,144,196,851 62

*		
Conti correnti attivi	L. 11,171,956 36	185,370,812 21
Anticipazione al Tesoro per disposizione statutaria	„ 10,000,000 „	
Tesoro dello Stato c/ quota s/ mutuo di 50 milioni in oro	„ 29,791,460 „	
Crediti ipotecari	„ 1,406,644 27	
Tesoro dello Stato c/ scudi d'argento somministrati c/ valute divisionarie	„ 27,250,470 „	
Tesoro dello Stato c/ mutuo oro giusta conv. 1° giugno 1875	„ 334,975 22	
Azionisti a saldo azioni	„ 50,000,000 „	
Tesoro dello Stato c/ prestito di 644 milioni in moneta metallica alle finanze dello Stato	„ 4,369,149 81	

PASSIVO.

Capitale	L. 200,000,000 „
Massa di rispetto	„ 31,085,000 „
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	„ 411,078,498 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„ 37,556,885 86
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„ 61,641,693 49
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„ 311,782,307 45
Partite varie	„ 86,474,070 70
Totale	L. 1,139,618,455 50
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„ 4,578,396 12
Totale generale	L. 1,144,196,851 62

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro	L. 28,702,468 50
Argento	„ 51,306,953 97
Bronzo nella proporzione dell'1 per mille (Art. 30 Reg. 21 gennaio 1875)	„ 169,513 66
Biglietti consorziali	„ 89,504,239 50
Riserva	L. 169,683,175 63
Eccedenza del 10 0[0 delle valute divisionarie somministrate dal Tesoro c/ scudi d'argento (Convenzione 9 dicembre 1879)	„ 2,727,272 73
Biglietti di altri Istituti d'emissione	„ 4,596,660 86
Bronzo eccedente la proporzione dell'1 per mille	„ 63,128 78
Cassa	L. 177,070,238 „

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	
da L. 50	1,724,666	L. 86,233,300 „
da L. 100	1,211,950	„ 121,195,000 „
da L. 500	255,240	„ 127,620,000 „
da L. 1000	75,406	„ 75,406,000 „
	Somma	L. 410,454,300 „

Biglietti ecc. di tagli da levarsi di corso.

Della cessata Banca per le 4 Legazioni N. 6 da 20 e 28 da 10 scudi a L. 5 32		L. 2,128 „
da L. 25	N. 20,432	„ 510,800 „
da L. 40	„ 1,813	„ 72,520 „
da L. 250 della cessata Banca di Genova	„ 59	„ 14,750 „
da L. 1000 della cessata Banca di Genova	„ 24	„ 24,000 „
	Totale	L. 411,078,498 „

Il rapporto fra il capitale L. 150,000,000 „ . . . . e la circolaz. L. 411,078,498 „ è di uno a 2 740

Il rapporto fra la riserva L. 169,683,175 63 e la circolazione L. 411,078,498 „ e gli altri debiti a vista „ 37,556,885 86 — L. 448,635,383 86 è di uno a 2 644

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	5 0[0
Sulle cambiali pagabili in metallo	5 0[0
Per le anticipazioni su titoli e valori	6 0[0
Per le anticipazioni su sete	6 0[0
Per le anticipazioni su altri generi (*Banco di Napoli*)	„
Sui conti correnti passivi	2 1/2 0[0

Prezzo corrente delle azioni	L. 2253 „
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	„ 13 33

Roma, 12 maggio 1882.

AVVISO.
(2ª *pubblicazione*)

Ai signori Presidente e Giudici del Tribunale civile e correzionale di Lecce,

Vincenzo Calabrese di Vito, da Corsano, avendo cessato dalle funzioni della carica di notaio colla residenza in Tricase, così prega le SS. VV. a voler ordinare lo svincolo e consegna della somma di ducati quattrocento, pari a lire 1700, depositati a 27 dicembre 1860, sotto il n. 2645, alla già Cassa di ammortizzazione, come da analoga ricevuta firmata dal direttore Marabito, e dal ricevitore Nicola Daspuro.

Lecce, 27 aprile 1882.
Firmato: P. Misurale avv.
Per copia conforme,
Il vicecancelliere app.
2329 Cesare Prato.

AVVISO.

Ad istanza del signor Giraldini Luigi, domiciliato in Roma, piazza Foro Trajano, n. 59, ed elettivamente in via del Quirinale, n. 7, presso il suo procuratore signor Giocondo avv. Capobianco,

Io sottoscritto Rabaglino Luigi, usciere addetto al R. Tribunale civile e correzionale di Roma, ho notificato, a termine dell'art. 141 Codice procedura civile, a monsignore Pasquale Badia, d'incogniti domicilio, residenza e dimora, quale amministratore deputato della ditta Bertinelli e Nicoletti, il verbale d'immissione in possesso eseguito da me usciere nei giorni 29 aprile 1882 e 3 maggio corrente, a favore dell'istante, della casa posta in via Borgo Nuovo, n. 115, espropriata alla detta ditta Bertinelli e Nicoletti, ed aggiudicata a favore del signor Giraldini istante, con sentenza del sullodato Tribunale, sezione prima, in data 10 febbraio corrente anno.

Roma, 13 maggio 1882.
2599 Rabaglino Luigi usciere.

AVVISO. 2600

Raffaele Morpurgo, domiciliato in Ancona, ha chiesto che il di lui figlio Eugenio sia autorizzato ad aggiungersi il nome di *Benedetto;* dietro di che ottenne dal Ministro Guardasigilli, con decreto 1° febbraio 1868, la facoltà di fare seguire la pubblicazione della domanda stessa a termini e per gli effetti dell'articolo 121 del Regio decreto 15 novembre 1865 per l'ordinamento dello stato civile.

S'invita pertanto chiunque abbia interesse, a presentare le sue opposizioni nel termine di mesi quattro, decorribili dal giorno dell'inserzione del presente, e ciò con atto d'usciere da notificarsi al Ministero di Grazia e Giustizia, a termini dell'articolo 122 del detto Regio decreto.

ESTRATTO DI DOMANDA
per svincolo di cauzione notarile.
(1ª *pubblicazione*)

Mediante ricorso esibito alla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Lucca li 10 maggio 1882, i signori Luisa fu Giacomo Calandrini vedova del fu Niccola Baroni *q.* Giuseppe, Marianna e Paolina fu detto Niccola Baroni, moglie la prima del signor Francesco Giorgi, nubile la seconda, e il detto sig. Francesco Giorgi agli effetti della maritale autorizzazione, tutti possidenti, domiciliati a Lucca, hanno chiesto che venga pronunciato dal Tribunale suddetto lo svincolamento della cauzione notarile prestata dal fu sig. Niccola Baroni, già esercente in Lucca la professione di notaio.

Si richiede che il presente estratto venga inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, per gli effetti di che nell'articolo 38 della vigente legge notarile.

Lucca, li 12 maggio 1882.
2591 Avv. Cesare Chicca.

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — Tip. Eredi Botta.